



Société Anonyme au capital de 1 507 220 €

Siège social : 31 route de Bar
55 000 Longeville en Barrois (France)

RCS : Bar le Duc B 382 745 404

DOCUMENT DE BASE



Visa de l'Autorité des Marchés Financiers

En application des articles 211.1 à 211.42 de son Règlement Général, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent Document de Base le 26 avril 2006 sous le n° I.06-040. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Le présent Document de Base a été établi par la Société et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la Société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent Document de Base sont disponibles sans frais au siège social de OBER, 31 route de Bar 55 000 Longeville en Barrois (France), ainsi qu'en version électronique sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>) et sur celui de OBER (<http://www.Oberflex.tm.fr>).

S O M M A I R E ¹

1. PERSONNES RESPONSABLES	5
1.1 Responsable du Document de Base	5
1.2. Attestation du responsable du Document de Base	5
2. CONTROLEUR LEGAUX DES COMPTES	6
2.1. Commissaire aux comptes titulaire.....	6
2.2. Commissaire aux comptes suppléant	6
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	7
4. FACTEURS DE RISQUES	8
4.1. Risques lies a l'activite de la societe	8
4.2. Risque de marché	13
4.3. Risques lies à l'organisation humaine.....	14
4.4. Risques juridiques	14
5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	16
5.1 Histoire et évolution de la Société	16
5.2 Investissements	18
6. APERCU DES ACTIVITES	20
6.1. Présentation générale de l'activité.....	20
6.2. Stratégie	26
6.3. Marché & Concurrence	30
7. ORGANIGRAMMES	34
7.1. Organigramme juridique.....	34
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	37
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	38
9.1 Présentation et comparaison des resultats annuels	38
10. TRESORERIE ET CAPITAUX	41
10.1. Sources et montant des flux de tresorerie	41
10.2. Conditions d'emprunt et structure de financement	42
10.3. Tableau de financement au 31 décembre 2002, 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004	43
10.4. Restrictions eventuelles a l'utilisation des capitaux	45
10.5. Sources de financement attendues pour les investissements futurs.....	45
11. RECHERCHE & DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	46
12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	47
12.1 Principales tendances ayant affecté les ventes, coûts et prix de vente depuis la fin du dernier exercice.....	47
12.2 Tendances et perspectives de la Société	47

¹ Selon l'annexe 1 du Règlement CE 809/2004 de la Commission du 29 avril 2005

13.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	48
13.1.	Prévisions de l'exercice clos au 31 décembre 2006	48
13.2.	Comptes de résultats prévisionnels au 31 décembre 2006.....	50
13.3.	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes prévisionnels.....	52
14.	ORGANES DE DIRECTION	54
14.1	Dirigeants et membres du Conseil d'administration de la Société.....	54
14.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration.....	56
15.	REMUNERATION ET AVANTAGES	57
15.1	Rémunération des membres du Conseil d'administration et dirigeants	57
15.2	Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres du Conseil d'Administration et dirigeants.....	57
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	58
16.1.	Direction de la Société.....	58
16.2	Comités d'audit et de rémunération.....	58
16.3	Gouvernement d'entreprise	58
17.	SALARIES	59
17.1.	Equipe dirigeante	59
17.2.	Age moyen.....	59
17.3.	Politique de formation	59
17.4.	Intéressement et participation.....	59
17.5.	Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	59
17.6.	Répartition de l'effectif par sexe	59
17.7.	Répartition de l'effectif par statut.....	59
17.8.	Répartition de l'effectif par service	60
17.9.	Répartition de l'effectif par nature de contrat	60
17.10	Hommes clés	60
17.11	Participation et stock options des membres du Conseil d'administration et dirigeants	60
17.12	Participation des salariés dans le capital de la Société	60
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	61
18.1.	Actionnariat avant inscription	61
	Actionnaires	61
18.2.	Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'administration	61
18.3.	Droits de vote des principaux actionnaires.....	61
18.4.	Contrôle de la Société.....	61
18.5.	Accords pouvant entraîner un changement de contrôle.....	62
18.6.	Conflits d'intérêts, conditions de nomination, cessibilité des parts	62
19.	CONVENTIONS REGLEMENTEES	64
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE	65
20.1	Informations financières historiques	65
20.2.	Vérification des informations financières annuelles historiques	120
20.3.	Honoraires du commissaire aux comptes	125
20.4.	Politique de distribution des dividendes	125
20.5.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	125
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	126

21.1 Capital social	126
21.2 Acte constitutif et statuts	129
22. CONTRATS IMPORTANTS	135
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	136
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	137
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	138

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE

Monsieur Frédéric Doulcet

Président du Conseil d'Administration de la société OBER (ci-après « OBER » ou la « Société »).

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE

« A ma connaissance et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les données du présent document sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société et de ses filiales. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

La société a obtenu de ses contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé, conformément à la doctrine et aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Document de Base ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus. »

Monsieur Frédéric Doulcet
Président du Conseil d'Administration

2. CONTROLEUR LEGAUX DES COMPTES

2.1. COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

Deloitte & Associés

Représenté par M. Alain Penanguer
185 avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly sur Seine

Date de nomination : le 14 novembre 2005 par l'assemblée générale mixte en remplacement du Cabinet Dubois démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Concernant l'exercice clos au 31 décembre 2004, le Commissaire aux comptes titulaire était :

Bernard DUBOIS

26, rue Fabert
75007 Paris

Concernant les exercices clos au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2002, les co-Commissaires aux comptes titulaires étaient :

Cabinet Bernard DUBOIS

26, rue Fabert
75007 Paris

&

Calan Ramolino & Associés

191, avenue Charles-de-Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

2.2. COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT

Cabinet BEAS

7-9 villa Houssay
92 524 Neuilly sur Seine Cedex

Date de nomination : le 14 novembre 2005 par l'assemblée générale mixte en remplacement Monsieur Jacques Gouvernaire démissionnaire, pour la durée du mandat restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les informations financières sélectionnées par la Société et figurant ci-dessous sont tirées de ses comptes sur 12 mois arrêtés au 31 décembre de chaque année. Ces tableaux doivent être lus en parallèle avec les comptes de l'entreprise et leur annexe respective pour les mêmes périodes.

	2005	2 004	2 003
Chiffre d'affaires	16 546 707 €	15 023 922 €	19 148 519 €
Résultat d'exploitation	1 297 632 €	1 072 710 €	1 539 625 €
Résultat Financier	- 80 226 €	- 150 584 €	- 290 430 €
Résultat exceptionnel	292 632 €	87 044 €	- 4 541 921 €
Résultat net	1 548 927 €	990 420 €	- 3 311 475 €
Actif immobilisé	1 803 278 €	1 547 888 €	1 655 860 €
Capitaux propres	4 545 469 €	2 997 222 €	3 158 113 €
Endettement financier	0 €	409 €	984 221 €
Trésorerie	1 241 299 €	689 153 €	- 797 733 €
Total Bilan	8 055 988 €	7 076 869 €	7 657 547 €
Trésorerie d'exploitation	1 531 827 €	1 764 780 €	1 412 564 €
Trésorerie d'investissement	- 288 771 €	- 139 374 €	612 060 €
Trésorerie de financement	- 690 152 €	- 138 520 €	- 1 030 351 €

4. FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document de Base, y compris les risques décrits dans le présent Chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de la Société. Les risques présentés dans le présent Chapitre sont ceux que la Société considère, à la date du présent Document de Base, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

La Société n'identifie pas à ce jour de stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte, sur les opérations de la Société.

4.1. RISQUES LIÉS A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

4.1.1 Risques liés au poids de certains clients

OBER ne connaît pas de dépendance commerciale vis-à-vis de ses principaux clients pour l'activité panneaux. Le premier client a représenté près de 5,76 % du chiffre d'affaires en 2005. Aucune tendance ne laisse à penser que la dépendance d'OBER vis à vis d'un client vienne à s'accroître au point de fragiliser la position d'OBER.

Pour la division panneaux décoratifs, le nombre de clients facturés en 2003 s'élève à 262, à 233 pour 2004 et à 216 en 2005. En 2005, 25 % du chiffre d'affaires de cette division a été réalisé à l'export (contre 22% en 2004).

L'essentiel de la clientèle est constituée de grossistes dans le secteur des matériaux de construction.

En 2005, 70 % du chiffre d'affaires a été réalisé par 19% des clients.

Le chiffre d'affaires HT réalisé par les principaux clients est le suivant :

Clients	31-déc-03	%	31-déc-04	%	31-déc-05	%
Client n°1	556 468 €	3,82%	638 122 €	4,54%	900 749 €	5,76%
Client n°2	540 983 €	3,71%	614 807 €	4,38%	604 068 €	3,86%
Client n°3	500 555 €	3,43%	556 403 €	3,96%	537 802 €	3,44%
Client n°4	478 922 €	3,29%	504 086 €	3,59%	477 911 €	3,06%
Client n°5	415 405 €	2,85%	471 758 €	3,36%	442 049 €	2,83%
Client n°6	402 853 €	2,76%	452 985 €	3,23%	436 370 €	2,79%
Client n°7	395 641 €	2,71%	428 594 €	3,05%	419 805 €	2,69%
Client n°8	385 425 €	2,64%	435 967 €	3,11%	416 681 €	2,67%
Client n°9	373 711 €	2,56%	382 409 €	2,72%	355 869 €	2,28%
Client n°10.	345 740 €	2,37%	349 288 €	2,49%	347 833 €	2,23%
Autres clients	10 179 911 €	69,84%	9 205 701 €	65,57%	10 691 750 €	68,40%
Total	14 575 615 €	100%	14 040 120 €	100%	15 630 887 €	100%

4.1.2. Risque de dépendance des fournisseurs

OBER a compté 401 fournisseurs en 2005. Aucun fournisseur ne peut placer OBER dans une éventuelle situation de dépendance.

Les achats se répartissent en quatre catégories :

- le placage (24% des achats en 2005)
- les autres matières premières (37% des achats en 2005),
- les utilités (6% des achats en 2005),
- divers (33% des achats en 2005)

Pour le placage, les quatre plus gros fournisseurs approvisionnent 37% des placages (10% chacun).

Pour les autres matières premières, les deux plus gros postes correspondent au cœur de l'Oberflex (noyau) et à sa couche de protection (surfaçage). Ces deux postes représentent 1M€ d'achats annuels. Pour chacun des produits il y a trois fournisseurs référencés. Ils font partie de groupes mondiaux.

Nos fournisseurs d'utilité sont les prestataires historiques (EDF et GDF).

Le reste regroupe des achats du type transport, assurances, réalisation des échantillons, conception et impression de documents commerciaux, frais de commissariat aux comptes et d'avocats.

La situation des dix plus gros fournisseurs est la suivante :

Fournisseurs	2003	%	2004	%	2005	%
Fournisseur n°1	821 517 €	7,79%	602 489 €	6,72%	631 841 €	5,90%
Fournisseur n°2	498 094 €	4,73%	537 677 €	6,00%	625 594 €	5,84%
Fournisseur n°3	378 489 €	3,59%	413 075 €	4,61%	495 168 €	4,62%
Fournisseur n°4	344 550 €	3,27%	309 838 €	3,46%	427 827 €	4,00%
Fournisseur n°5	315 020 €	2,99%	303 163 €	3,38%	374 856 €	3,50%
Fournisseur n°6	294 669 €	2,80%	292 755 €	3,27%	291 192 €	2,72%
Fournisseur n°7	289 983 €	2,75%	248 006 €	2,77%	279 554 €	2,61%
Fournisseur n°8	284 255 €	2,70%	241 741 €	2,70%	229 470 €	2,14%
Fournisseur n°9	250 565 €	2,38%	214 671 €	2,40%	213 753 €	2,00%
Fournisseur n°10	235 611 €	2,24%	210 556 €	2,35%	207 291 €	1,94%
Autres	6 828 297 €	64,78%	5 588 390 €	62,35%	6 931 219 €	64,73%
Total	10 541 050 €	100%	8 962 360 €	100%	10 707 765 €	100%

Le risque de dépendance est donc jugé faible.

4.1.3. Gestion de la croissance

La Société anticipe une croissance significative dans les années à venir. Toute croissance génère des difficultés inhérentes dans les domaines techniques, commerciaux et administratifs. Néanmoins, OBER considère que savoir gérer la croissance fait partie intégrante de son métier et de l'expérience passée de ses dirigeants.

4.1.4. Risque lié aux stocks

OBER procède à une gestion de ses stocks au plus près des commandes. Les stocks sont gérés automatiquement par informatique (SAP), des inventaires physiques tournants ont lieu

mensuellement. Des inventaires physiques complets ont lieu deux fois par an, en présence des Commissaires aux comptes. Il n'y a donc pas de risque significatif en la matière.

4.1.5. Risque lié à la saisonnalité de l'activité

Il y a une faible saisonnalité dans l'activité d'OBER. Le chiffres d'affaires enregistré aux mois d'août et de décembre est toutefois plus faible que les autres (fermetures annuelles).

	2005		2004		2003	
janvier	1 435 154 €	9,2%	1 141 986 €	8,1%	1 194 621 €	8,2%
février	1 130 764 €	7,2%	1 227 218 €	8,7%	1 104 517 €	7,6%
mars	1 238 278 €	7,9%	1 291 894 €	9,2%	1 303 190 €	8,9%
avril	1 241 785 €	7,9%	1 386 774 €	9,9%	1 247 078 €	8,6%
mai	1 278 398 €	8,2%	1 089 199 €	7,8%	1 230 822 €	8,4%
juin	1 639 824 €	10,5%	1 397 996 €	10,0%	1 346 460 €	9,2%
juillet	1 965 357 €	12,6%	1 619 267 €	11,5%	2 084 741 €	14,3%
août	91 980 €	0,6%	107 271 €	0,8%	283 915 €	1,9%
septembre	1 597 366 €	10,2%	1 328 096 €	9,5%	1 250 308 €	8,6%
octobre	1 626 756 €	10,4%	1 313 088 €	9,4%	1 460 600 €	10,0%
novembre	1 232 432 €	7,9%	1 123 836 €	8,0%	1 064 400 €	7,3%
décembre	1 152 792 €	7,4%	1 013 505 €	7,2%	1 004 963 €	6,9%
	15 630 886 €	100,0%	14 040 130 €	100,0%	14 575 615 €	100,0%

4.1.6. Risque de non-paiement

Il est faible. Sur le plan national 95 % du poste clients est géré et assuré par Factorem (dans la limite de plafonds individualisés par client). A l'export, les marchés bénéficient de la couverture COFACE.

Une étude menée au cours d'une période allant de mars à août 2005 fait ressortir les éléments suivants :

- CA facturé : 8 768 k€
- CA assuré : 91,95%
- CA encaissé comptant : 5,73%
- CA correspondant à des loyers : 0,11%
- Divers : 1,11%

Le contrat de couverture COFACE est une assurance crédit standard. Les risques couverts sont :

- insolvabilité (de droit ou de fait) du débiteur,
- carence pure et simple du débiteur,
- risques politiques et catastrophiques tel qu'un moratoire général édicté par le gouvernement du pays du débiteur, la survenance hors de France d'une guerre, inondation...,
- les risques de non transfert.

La société OBER a délégué à son Factor le bénéfice de cette assurance.

En 2005, le délai moyen de règlement des clients a été de 76 jours.

4.1.7. Risque liés à la politique de croissance externe

Aucune acquisition future n'est prévue au jour de l'enregistrement du présent Document de Base par la Société. Néanmoins, dans l'avenir, OBER pourrait être amené à développer une politique de croissance

externe sélective. L'objectif d'OBER serait alors de cibler des sociétés évoluant dans le même secteur d'activité.

4.1.8. Risques liés à l'environnement

Comme sur tout site industriel OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. Afin d'améliorer le traitement de ces déchets, la société OBER a deux investissements en cours de validation :

- une chaudière bois qui permettra d'exploiter ses déchets bois et de réduire la facture énergétique (budget : 500 K€, retour sur investissement prévu en 3,5 ans)

-un système de retraitement des Composés Organiques Volatils (budget 150 K€, pas de retours sur investissement).

La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle. A l'occasion de sa dernière visite, la DRIRE a demandé à la société de faire évacuer un stock de sciure et copeaux que la société conservait dans l'attente de la mise en service de sa nouvelle chaudière. Des démarches en ce sens ont été engagées. Au cours de cette même visite la DRIRE a également fait un certain nombre de recommandations sur les méthodes de stockage et d'évacuation des déchets non valorisables. Un arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2005, accorde à la société OBER un délai huit mois pour faire évacuer son stock de sciures, un délai de trois mois pour emmagasiner les résidus de fabrication dans un local spécial et faire éliminer des fûts et des déchets contenant de l'aluminium, un délai d'un mois pour isoler les déchets contenant de l'aluminium et mettre sous rétention les fûts contenant des produits dangereux pour l'environnement. A défaut la société pourrait être l'objet des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

La société a engagé un plan d'action et toutes les mesures ont été prises pour respecter ces prescriptions. Le coût prévisionnel de ces actions est de l'ordre de 30 k€

4.1.9. Risques pays

Il existe une répartition géographique des ventes de produits OBER :

- 100% des ventes « parquets » sont réalisées en France ;
- 100% des ventes « ponts de bateaux » sont réalisées en Grande Bretagne ;
- enfin, les ventes de « panneaux décoratifs » sont réalisées en 78% en France.

La fabrication des ponts a été stoppée en juillet 2005 et a été remplacé par la fabrication de panneaux pré jointée en teck massif.

Par conséquent, si l'arrêt ou le ralentissement de la production d'un produit dans un pays où OBER est aujourd'hui significativement implanté pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats de la Société.

4.1.10. Assurances et couverture de risques

La Société a mis en oeuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, et continuera à appliquer la même politique dans le cadre du développement futur de son activité. Les polices d'assurance souscrites par la Société contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

Ces polices couvrent principalement les domaines suivants : dommages aux biens et responsabilité civile professionnelle.

	Compagnie	Objet		Capitaux assurés
Multirisques industrielle	Gan 60 %	incendie		
	AZUR 13 %		Bâtiments	7 413 505 €
	AFU 12 %		Matériel	14 160 274 €
	GREENHILL 5%		Marchandises	4 702 674 €
	UMAC 5 %		Frais et pertes divers	2 530 979 €
Indemnité pour l'ensemble des garanties limitée à 19 900 K€ par sinistre			Recours tiers	1 714 804 €
			Dommages électriques	169 735 €
		Perte exploitation	Garantie auto sur invest	
			incendie, expl, foudre risques spé	11 500 000 €
			Après bris de machine	1 524 500 €
		Vol		85 902 €
		Bris de glaces		
		Bris de machine		2 292 613 €
		Risques informatiques		301 807 €
		Honoraires experts		96 900 €
		Catastrophes naturelles		GAR
RC Produit 2005	ACE EUROPE	RC pendant exploitation		7 630 000 €
		RC après livraison		
			Ts dommages par sinistre	1 525 000 €
		dont:	Dom non consécutifs par sinistre	765 000 €
			frais de dépose/repose par sinistre	155 000 €
Marchandises transp	HELVETIA			305 000 €
Flotte automobile	GAN			
Hommes Clefs	Banque KOLB	Accident	Décès ou invalidité	450 000 €

4.1.11. Risques liés à la sous traitance

La société OBER a recours à la sous-traitance pour la fabrication de ses échantillons, la perforation d'une famille de produits et le gardiennage.

La famille de produits concernée par la perforation a représenté 3,34% du chiffre d'affaires en 2005. La société considère qu'elle n'est pas concernée par un risque lié à la sous traitance.

4.2. RISQUE DE MARCHE

4.2.1. Risque action

Non significatif.

4.2.2. Non antériorité d'actions mises sur le marché

Avant l'Offre, les actions d'OBER n'ont jamais été cotées et il n'existe aucune garantie pour qu'un marché liquide se développe ou pour que, même s'il se développait, un tel marché soit soutenu. Si un marché actif ne se développait pas, le cours des actions pourrait ne pas refléter la valeur de la société.

4.2.3. Risque inhérent à l'opération

Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes.

4.2.4. Risque de taux

La société d'affacturage Factorem assure le financement du poste clients à un taux de T4M + 1%. Le cas échéant, le refinancement des billets à ordre s'effectue à un taux correspondant à Euribor 3 mois + 0,6 %.

La société OBER considère être faiblement exposée au risque de taux d'intérêt

4.2.5. Risque de liquidité

La trésorerie et les facilités bancaires sont largement suffisantes pour faire face aux besoins de l'entreprise.

Les perspectives d'activité sur le 1er semestre 2006 permettent à la société de considérer qu'elle pourra accroître la trésorerie sur l'ensemble de l'exercice.

La société OBER bénéficie des autorisations bancaires suivantes. Au 31 décembre 2005, seule la lignes de mobilisation des billets à ordre émis par le factor est utilisée (à hauteur de 1 680 000 € sur la ligne de la Banque populaire).

	Banque Populaire		BNP		KOLB		BTP banque	
	encours max	taux	encours max	taux	encours max	taux	encours max	taux
Ligne de mobilisation escompte sur billets factor	2 286 735 €	eurib 3 mois + 0,8%	1 200 000 €	eurib + 0,6%	304 898 €	eurib 3 mois + 0,8%	600 000 €	eurib 3 mois +1,4%
escompte autres effets	686 020 €	eurib 3 mois + 1,25%	100 000 €	eurib + 2%	228 674 €	eurib 3 mois + 0,8%		
MCNE	533 572 €	eurib + 1,5%	100 000 €	eurib + 2%	304 898 €	eurib 3 mois + 0,6%		
Aval	230 000 €	2%	300 000 €	0,75%				
découvert autorisé	457 347 €	eurib + 1,5%	160 000 €	eurib + 2,5%	100 000 €	eurib 3 mois + 1,5%		

Ces lignes ne font pas l'objet de covenant. Elles sont très largement suffisantes pour couvrir les besoins de trésorerie de la société OBER.

4.2.6. Risque de change

La Société n'est pas exposée de manière significative au risque de change. Néanmoins, si la Société était amenée à développer de manière significative son activité avec des clients dont la monnaie de paiement ne serait pas l'euro, la Société pourrait se retrouver confrontée à un risque de change dans l'hypothèse où la parité entre les différentes monnaies de paiement et l'euro évoluerait de manière significativement défavorable à la Société.

Toutes les factures de vente sont libellées en euros.

4.3. RISQUES LIES A L'ORGANISATION HUMAINE

4.3.1. Risques liés aux systèmes et à l'infrastructure

La totalité des systèmes et des infrastructures ont fait l'objet d'efforts actualisés majeurs garantissant la meilleure performance possible.

Les données figurant sur les disques durs des collaborateurs sont automatiquement sauvegardées sur le serveur central tous les matins. Les données informatiques figurant sur ce serveur sont sauvegardées tous les jours sur une bande entreposée dans un coffre ignifugé. La société réalise également, une fois par semaine, une sauvegarde complète du système informatique. Cette sauvegarde est stockée dans un coffre se situant dans un bâtiment différent du premier. La société bénéficie en outre d'une assurance reconstitutions de logiciels.

4.3.2. Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

OBER a fondé son développement sur une équipe de collaborateurs. Dans le cadre de la norme 9001 V2000, les procédures ont été définies et formalisées pour chacune des fonctions de l'entreprise afin d'être en mesure de pallier à l'indisponibilité momentanée ou prolongée de l'un des dirigeants et/ou de tout collaborateur. Une assurance homme clef existe pour les trois principaux cadres.

En outre, les principaux cadres sont associés au capital d'Ober participations, cette dernière détient 42,5% du capital d'OBER finances, laquelle détient à ce jour 99,9% d'Ober.

4.4. RISQUES JURIDIQUES

4.4.1. Risques liés à la concentration du capital

A la date du présent Document de Base, OBER Finances est l'actionnaire majoritaire, à hauteur de 99,9%.

En conséquence, la société OBER Finances est en mesure de garder une influence significative et déterminante sur la plupart des décisions sociales prises au cours des assemblées d'actionnaires de la Société et, de manière plus générale, sur l'ensemble des décisions sociales stratégiques puisqu'elle conservera une position d'actionnaire majoritaire de la Société à l'issue de l'admission des titres de la Société aux négociations sur Alternext.

4.4.2. Risques liés à la réglementation

Ober a été autorisée, par arrêté préfectoral n°3.298 en date du 14 décembre 1977 et par arrêté complémentaire n°3.298-2 en date du 11 septembre 1980 à exploiter une usine de travail du bois et de stratification de panneaux. Les bases réglementaires de cet arrêté sont :

- le titre 1 du livre 5 du code de l'environnement,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977

Cet arrêté préfectoral est en cours de réexamen. La société n'a pas connaissance de la teneur du futur arrêté.

Par ailleurs, le secteur est concerné par l'évolution vers la norme CE bâtiment. La procédure en vue d'obtenir cette norme a été engagée.

Il s'agit d'une procédure d'harmonisation européenne. OBER participe à l'élaboration de la norme EN 438. Cette norme, une fois finalisée, sera retranscrite en directive européenne laquelle devra ensuite être retranscrite dans les législations nationales. La société n'a pas connaissance des délais de retranscription de cette norme en droit national. La société estime que cette norme n'aura pas d'impacte sur la composition des produits.

L'objet de cette norme est d'harmoniser les différents tests de résistance (au feu, aux chocs, à la lumière, à l'abrasion, aux taches..) au niveau européen.

5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1 HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1 Dénomination sociale et nom commercial de la Société

La dénomination sociale de la Société est « OBER ».

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

OBER est enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Bar le Duc sous le numéro B 382 745 404.

Code NAF : 202 Z

5.1.3 Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 26 juillet 1991 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bar le Duc le 23 août 1991

La Société a été constituée pour une durée de 99 ans, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5.1.4 Sièges social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités

5.1.4.1 Siège social de la Société et forme juridique

La Société a été constituée sous forme de SA de droit français aux termes d'un acte SSP en date du 26 juillet 1991. Après avoir été transformée en SAS par l'AGM du 21 juin 2002, elle a été retransformée en Société Anonyme à Conseil d'Administration suivant décision de la collectivité des associés réunie en Assemblée Générale Extraordinaire le 14 novembre 2005

Le siège de la Société est situé 31 rue de Bar - 55 000 Longeville en Barrois

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires et sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Téléphone : 03 29 76 77 78
Télécopie : 03 29 79 27 60
E-mail : invest@oberflex.fr
Site Internet : www.oberflex.fr

5.1.4.2 Législation régissant les activités de la Société

Code de Commerce et décret du 23 mars 1967.

5.1.5 Événements importants dans le développement des activités de la Société

Dans le cadre du développement de ses activités, les événements suivants sont intervenus.

Créée au cours des années 1920, la société Paul OBER s'est d'abord orientée vers l'exploitation forestière et la production de bois d'industrie.

Elle s'est ensuite spécialisée dans la production d'avivés chêne, réalisant d'excellentes performances à l'exportation : Benelux, pays scandinaves, Allemagne en atteignant le premier rang européen des scieurs de chêne.

Détruite en 1945, la scierie a repris son essor après la libération sous la direction de Michel OBER.

- 1950 Création de la société des bois de la Meuse, spécialisée dans le tranchage du chêne.
- 1961 Création de OBER Belgique pour le tranchage de bois exotiques.
- 1968 Démarrage de la fabrication de panneaux OBERFLEX à décor de bois naturel sur stratifié.
- 1975 Création de OBER Atlantique pour la commercialisation de placages.
- 1977 Création de la société TRIBOIS en Cote d'ivoire pour la production de sciage et de placages exotiques.
- 1982 Prise de participation de la société STENERSEN aux USA afin de diffuser les produits OBERFLEX sur le continent américain.
- 1983 Prise de contrôle de la scierie BONTOUX à Vitry le François, sous le nom de « Société des bois de la Marne » pour la fabrication de parquets en bois massif.
- 1984 La société prend le nom d'OBER.
- 1991 La société OBER est reprise à la barre du TC de Verdun par un groupe d'investisseurs et devient « société industrielle OBER ».
- 1998 EEM achète 80% du capital de la société (les 20% restant sont acquis en 1999).
- 2002 OBER devient une SAS.

De 1996 à 2002, la division placage de la Société Industrielle OBER a enregistré un perte cumulée supérieure à 3,8 M€. Sur la même période, la division panneaux décoratifs a enregistré un bénéfice cumulé de 7,9 M€. L'écart positif de 4 M€ entre ces deux activités a été totalement absorbé par l'activité parquet (-4,8 M€) et des résultats exceptionnels fortement négatifs (-2,5 M€ en 1997).

Face à cette situation, le Conseil de Surveillance du 27 mars 2003 a décidé de fermer définitivement la division placages.

Ce plan de restructuration a entraîné la suppression de 66 postes. Ce plan a été accompagné d'importantes mesures d'accompagnement (reclassements internes et externes, aides à la création d'entreprise, aide à la mobilité, mise en place d'une cellule de reclassement, pré retraites, mise en place d'une convention d'Allocations Temporaires et Dégressives)

Cette restructuration est entièrement terminée, elle n'impacte plus les comptes depuis 2004.

- 2004 OBER obtient la certification ISO9001v2000.
Rachat de la Société Industrielle OBER par OBER Finances (à laquelle les cadres participent à hauteur de 42,5%).
Reprise des lancements de nouveaux produits (Les Sablés)

OBER a renoué avec les bénéficiaires.

- 2005
- Obtention de la norme PEFC.
 - Changement de forme (SA à Conseil d'Administration) et de raison Sociale (OBER)
 - Renforcement significatif des moyens humains de la société
 - Recrutement nouveau directeur commercial et marketing,
 - Recrutement d'un responsable des marchés industriels,
 - Recrutement d'une seconde responsable prescription,
 - Recrutement d'un nouveau responsable export.
 - Lancement de trois nouvelles gammes de produits
 - Renouvellement de tous les supports de communication (nouvelle chartre graphique, nouveau catalogue, nouveau site Internet).
 - Participation aux Salons Bâtimat et Construmat (Espagne) et aux Designer's Days
 - Résultats annuels en forte hausse.

5.1.6 Contrats hors cadre normal des affaires

La société OBER et la Société OBER Finances ont conclu une convention de compte courant (compte courant non rémunéré). Au 31.12.2005 ce compte présentait un solde en la faveur de la société OBER Finances de 467 612 €.

Il n'existe pas d'autres conventions conclues en dehors du cadre normal des affaires.

5.2 INVESTISSEMENTS

5.2.1 Principaux investissements réalisés

L'année 2005 a été marquée par une forte reprise des investissements.

OBER a ainsi acquis :

- une nouvelle presse à replaquer (200 K€) qui doit permettre de réaliser des gains de productivité sur les produits actuels et fabriquer en interne la famille de produits Oberswing Natur. De nombreuses autres applications sont à l'étude (nouveaux supports composites, nouvelles finitions...).
- une nouvelle chaudière gaz (100 K€). Cet investissement permet de diminuer la consommation de gaz de 25%.
- une nouvelle encolleuse (70 K€). Cette nouvelle machine permet d'obtenir un jointage des placages plus rapide et de meilleure qualité.

5.2.2 Investissements à venir

La société OBER souhaite pouvoir disposer d'une autre source d'énergie cf point 4.12 ci-dessus – Chaudière bois (budget de 500 K€)

Elle souhaite également être innovante en matière de protection de l'environnement cf point 4.12 ci-dessus sur le traitement des Composés Organiques Volatils (budget 150 K€)

Elle cherche constamment à améliorer son prix de revient. La société OBER a signé un contrat d'étude avec l'ENIM (Ecole Nationale d'Ingénieurs de Metz) et un partenariat avec OSEO-ANVAR pour étudier l'adaptabilité d'un nouveau procédé industriel. En plus des gains de productivité significatifs que ce nouveau procédé permettrait d'obtenir, la société OBER pourrait développer de nouvelles

familles de produits (budget de 500 K€). Cet investissement doit également permettre de rapatrier chez OBER des opérations sous traitées.

A la date de rédaction de la présente note, ces investissements ne sont pas encore engagés.

Une nouvelle gamme de produits (panneaux en teck massif pré jointés) est commercialisée depuis le mois de novembre 2005. Si les ventes sont conformes au budget (1 M€ en 2007) la société OBER devra réaliser un investissement de l'ordre de 75 K€.

Plus généralement, le développement commercial (principalement à l'export) nécessitera un investissement récurrent en R&D de l'ordre de 50 K€ par an. En effet, OBER met au point des produits spéciaux pour l'export car certains pays ont des normes qui nécessitent la mise au point de produits spéciaux.

Par convention en date du 21.10.2005 OSEO-ANVAR a accordé à OBER une aide à l'innovation pour la réalisation d'un programme de « faisabilité de nouveaux usinages pour la fabrication de panneaux à base de bois ». A ce titre OSEO-ANVAR a versé à OBER une aide à l'innovation de 19 000 €. 9 500 € ont été versés à OBER le 14 novembre 2005. Le solde sera versé à la fin du programme. Cette somme a été et sera comptabilisée en emprunt et dettes financières diverses. Elle est remboursable en deux fois : 8 000 € le 31 mars 2007 et 11 000 € le 31 mars 2008.

6. APERCU DES ACTIVITES

La détermination des critères et informations relatifs à l'activité de la Société les plus appropriés pour mener une étude sectorielle (notamment comparative) est parfois délicate dès lors que les différents intervenants du secteur d'activité concerné peuvent adopter des vues différentes sur certains des éléments et indicateurs à prendre en considération afin de réaliser cette étude et d'analyser ses résultats. Cette difficulté peut notamment être accrue lorsque l'étude sectorielle n'est pas menée à un niveau local mais européen ou mondial.

Dans le cadre du présent Chapitre 6, la Société s'est appuyée sur l'ensemble des informations et critères qu'elle juge les plus à même de caractériser son secteur d'activité son évolution et son environnement concurrentiel. L'ensemble des indicateurs et études mis en avant par la Société dans le présent Chapitre 6 étaye en conséquence l'analyse telle qu'elle a été conduite et est appréhendée par la Société.

6.1. PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE

OBER est créateur et fabricant de panneaux décoratifs à base de véritable placage de bois. L'activité de l'entreprise s'articule autour des produits décoratifs à haute valeur ajoutée repris sous la marque OBERFLEX.

La réussite du produit OBERFLEX et sa capacité à surpasser ses concurrents en terme de qualité s'expliquent par sa connaissance presque centenaire du bois et ses 33 ans d'expérience de pressage des panneaux stratifiés.

Le bois est tout à la fois produit de première nécessité et matériau décoratif pour le mobilier et l'agencement, le bois est aussi une source d'inspiration pour les créateurs.

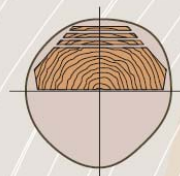
La société OBER maîtrise la transformation des produits depuis la sélection des placages jusqu'au panneau.

Ce savoir-faire a permis à Ober de mettre au point une gamme complète de solutions bois allant du sol au plafond, c'est le «Système Bois».

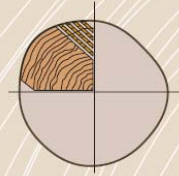
LE SAVOIR FAIRE OBERFLEX

Oberflex maîtrise la transformation de ses produits depuis la sélection des placages jusqu'au panneau...

1 LE TRANCHAGE



Le tranchage sur dosse permet d'obtenir un placage ramageux



Le tranchage sur quartier permet d'obtenir un placage de fil



Un contrôle qualité est effectué sur le placage avant et après assemblage.

6.1.1. Le « système bois »

Le bois est tout à la fois produit de première nécessité et matériau décoratif pour le mobilier et l'agencement, le bois est aussi une source d'inspiration pour les créateurs.

La société OBER maîtrise la transformation des produits depuis la sélection des placages jusqu'au panneau.

Ce savoir faire concerne tant la technique pure du matériau que son apparence. Pour cette dernière, les produits OBERFLEX sont présentés sous 4 aspects de surface :

- le satiné qui donne au placage un aspect ciré,
- le relief qui associe un aspect satiné à une structure plus prononcée,
- le mat qui donne au placage un aspect plus naturel,
- le brossé qui associe un aspect mat à une structure plus prononcée.

6.1.2. Les produits

Les produits ont trois groupes de caractéristiques :

1. l'esthétique (essences de bois, couleurs relief),
2. la technique (résistance souplesse, poids...),
3. et plus généralement la largeur de gamme.

La société OBER mène de front les améliorations de ces trois groupes dont :

1. Esthétique

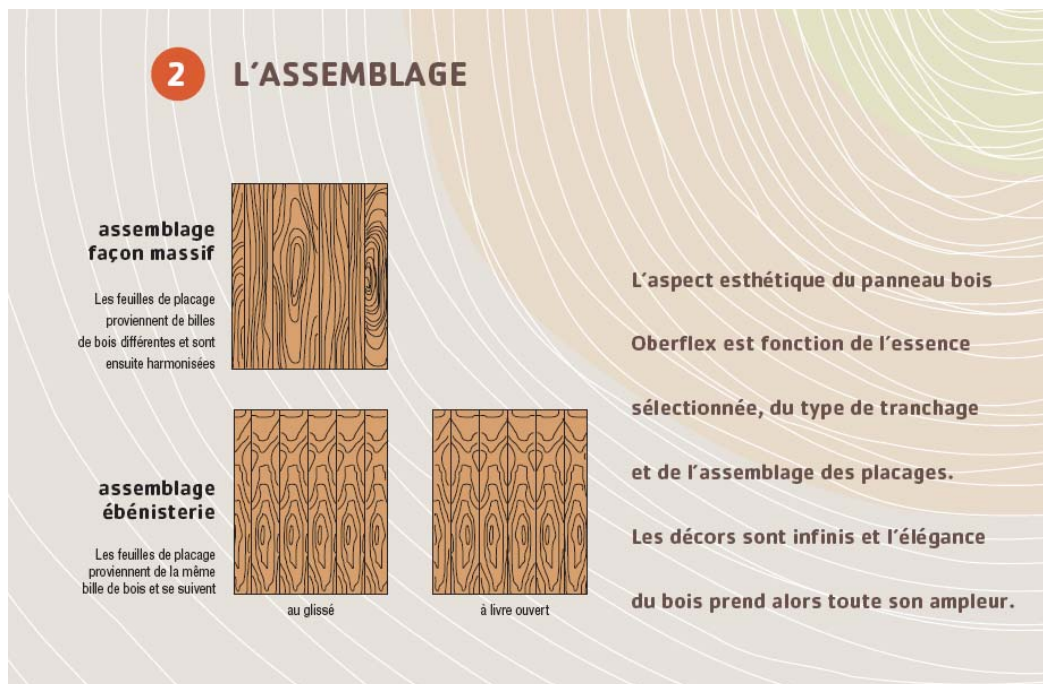
Cette caractéristique est principalement liée aux choix très sélectif des placages. La société Ober a un salarié qui s'occupe de l'approvisionnement des placages à plein temps. Une fois sur site, des les placages sont triés à l'entrée, en milieu de processus et tous les panneaux sont à nouveau triés et examinés avant leur expédition.

Le second élément concourant à l'esthétique des panneaux est lié au surfaçage. Les produits Oberflex proposées avec sept finitions différentes :

- les bruts avec une finition bois massif,
- le satiné qui donne au placage un aspect ciré,
- le relief qui associe un aspect satiné à une structure plus prononcée,
- le mat qui donne au placage un aspect plus naturel,
- le brossé qui associe un aspect mat à une structure plus prononcée,
- les tactils qui donnent au placage un véritable relief (nouveau 2005),
- les sablés qui reproduisent l'effet de bois éponyme.

Trois types d'assemblage de placages sont disponibles :

- assemblage ébénisterie,
- assemblage façon massif,
- assemblage fil travers (nouveau 2005)



2. Technique

La résistance des produits fait la réputation de la société. Elle a investi dans une nouvelle presse à replaquer pour produire en interne des produits plus souples et plus légers.



3. Largeur de gamme

La combinaison des différentes caractéristiques évoquées ci-dessus offre à Ober la possibilité de commercialiser plus de 3 500 références. Ce nombre important permet d'affirmer qu'OBER fabrique et commercialise le plus large gamme au monde de panneaux stratifié à base d'un véritable placage de bois.

6.1.3. Descriptif de la gamme

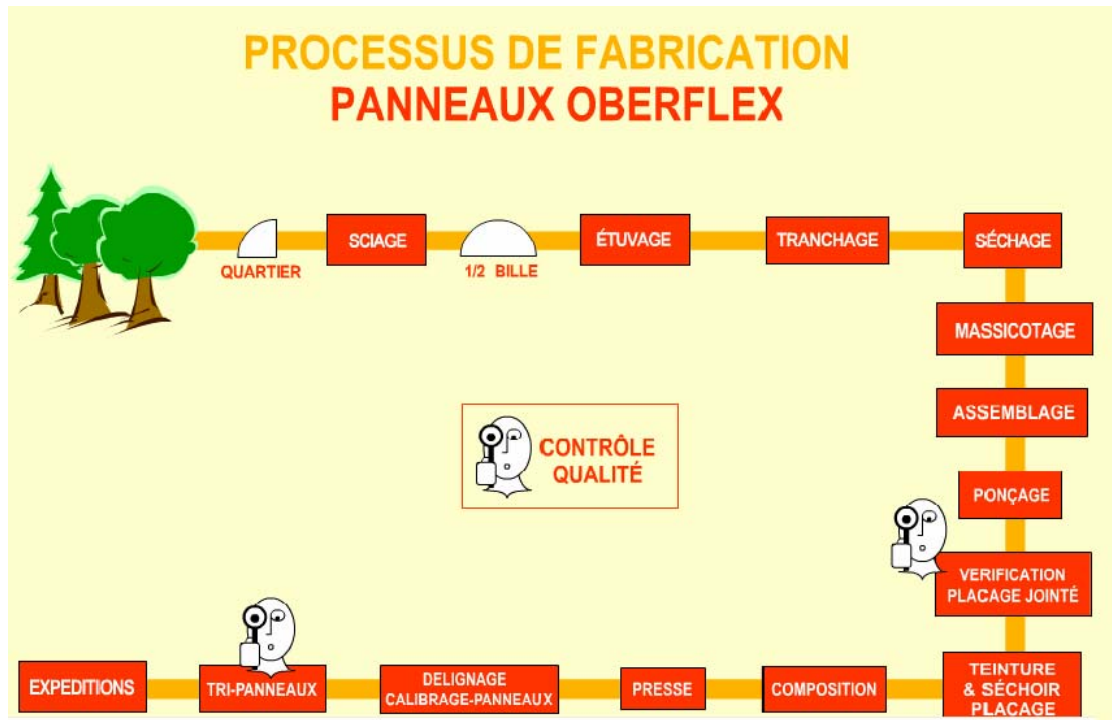
Le produit générant le plus de ventes est l'Oberflex (43,16 % du CA en 2005). C'est un panneau en véritable placage de bois recouvert d'une protection qui le rend très résistant. Dans cette famille de produits, la société OBER a lancé de nombreuses nouveautés depuis deux ans, ces dernières représentent déjà 4 % du chiffre d'affaires.

La seconde famille de produit est celle des panneaux acoustiques Obersound (21% du CA en 2005). Il s'agit d'un panneau revêtu d'un Oberflex et perforé. Ce panneau est taillé sur mesure, il peut revêtir mur et plafond.

La troisième famille de produits est celle du Brut d'OBER (9,3 % du CA en 2005) c'est également un panneau en véritable placage de bois mais avec une finition bois massif. Ce panneau est un produit dit de « vente diffuse ». Il est utilisé par des menuisiers et fabricants de meubles.

OBER commercialise également des panneaux à effet de marqueterie, des panneaux minces cintrables (Oberswing), des panneaux revêtus d'un décor métallique (Métapal), des panneaux à très haute résistance pour le sol (Oberfloor), des panneaux micro perforés pour le plafond (Microsound) des panneaux replaqués en format standards (PanOber et Compact)....

6.1.4. Processus de fabrication des panneaux



Il est à noter que depuis la fermeture de la division tranchages et placages, le processus de fabrication réalisé en interne débute au massicotage.

6.1.5. Les nouvelles essences

En plus des quarante essences utilisées, OBER a mis à sa gamme de nouvelles essences reconstituées et des essences venues d'Amérique du Sud et d'Afrique qui participent à un enrichissement des créations architecturales.

Ces nouvelles essences ont pour noms :

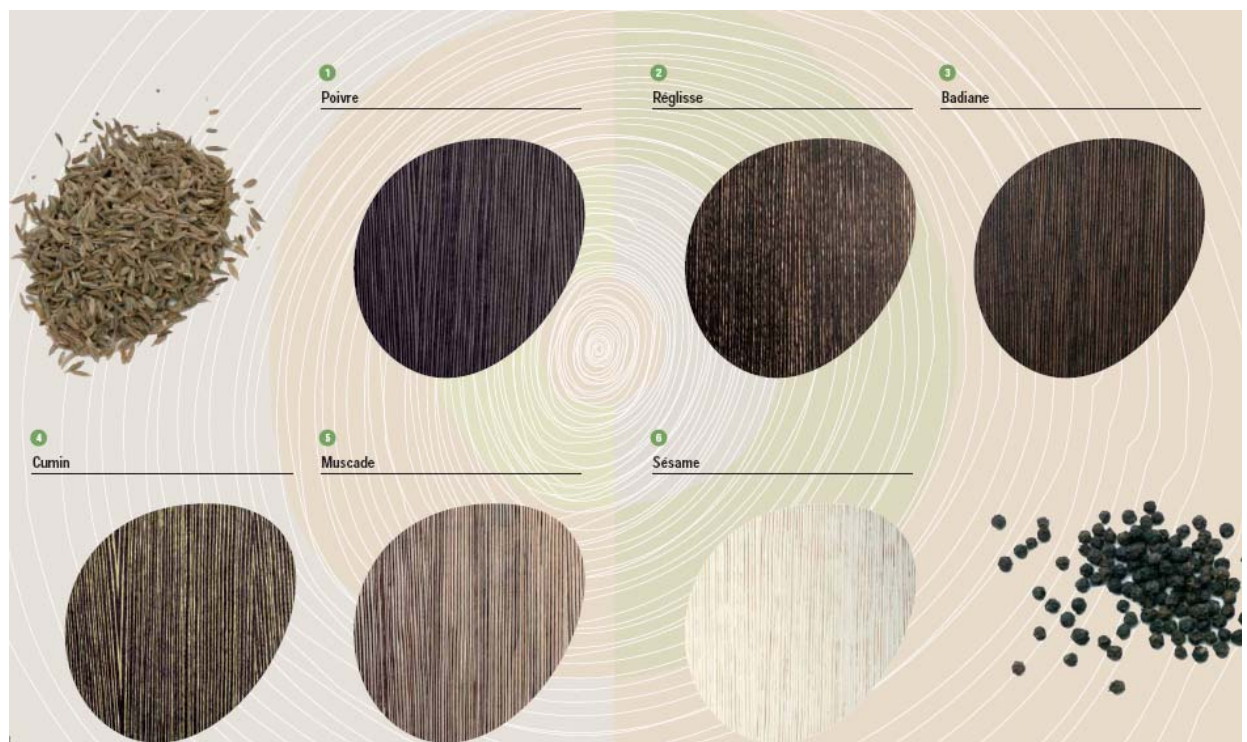
- Percoba mica,
- Goiabao,
- Sucupira
-



6.1.6. Les nouveautés 2005

a) Les bois d'épices

Les bois d'épices sont nés de l'évolution architecturale la plus récente. OBER a créé une gamme graphique qui décline un jeu de lignes où l'on retrouve un contraste entre couleur de bois et teinte naturelle dans six produits référents alliant esthétique et résistance.



b) Les fils travers

La société a lancé fin 2005, une nouvelle gamme de panneaux jointés en travers, elle sera la seule à proposer ce type de panneaux dans une finition résistante.

c) Le Deck d'Ober



6.1.7. Lancement des gammes annuelles

Chaque année, la société définit une nouvelle gamme de produits. La prochaine sera présentée au cours du premier semestre 2006.

6.2. STRATEGIE

6.2.1. Objectifs de développement

Ober entend renforcer sa position de leader sur son marché. La stratégie de développement de la société s'articule au tour de deux axes : l'innovation et le développement de l'export. Depuis 2003 les moyens du R&D ont été renforcés, cela a permis la mise au point des nouveautés présentées ci-dessus. Dans le même temps les effectifs de l'équipe export ont doublés. Ces mesures doivent permettre d'ici 2008 de porter le niveau de chiffre d'affaire réalisé à l'export à un niveau comparable à celui réalisé en France. Pour ce dernier la société table sur une croissance annuelle de l'ordre de 3,5%.

6.2.2. Perspectives de croissance interne

La société anticipe une croissance organique du chiffre d'affaires de 10% pour l'année 2006. Cette croissance devrait être particulièrement sensible à l'export.

La société OBER commercialise depuis du mois de novembre 2005 une nouvelle gamme de produits (sol en teck-deck d'Ober). Cette gamme doit représenter un chiffre d'affaires de l'ordre d'1 million d'euros sur l'année 2007. Elle finalise également la nouvelle gamme 2006.

Par ailleurs, elle se renforce significativement à l'export avec la création d'un poste de commercial en Espagne. Elle a également renforcé ses équipes commerciales en charge des grands cabinets d'architectes et des marchés industriels.

6.2.3. Perspectives de croissance externe

La société examine régulièrement les offres qui lui parviennent en la matière et demeure attentive pour saisir toute opportunité cohérente avec son analyse des marchés.

6.2.4. Stratégie de différenciation

La société OBER est leader sur son marché. Ses produits comme sa gamme constituent des repères pour son secteur d'activité. La stratégie de différenciation est donc l'enjeu posé à ses concurrents.

La société OBER consacre des efforts importants en matière de recherche et de développement. Elle considère que c'est une fonction clef de sa différenciation. La capacité d'innovation déterminera l'aptitude des entreprises à assurer leur pérennité et leur développement. Le consommateur recherche de plus en plus les singularités des produits signes de l'authenticité offerte par la nature tout en respectant un degré élevé des finitions. Cette personnalisation du produit est une nouvelle donne déterminante, d'où les efforts d'OBER dans ce domaine.

Ces efforts sur le produit doivent s'accompagner d'une politique déterminée de respect de l'environnement. Les critères d'éco-certification concourent de façon collatérale à parachever la démarche qualité du produit. Enfin le respect de l'environnement constitue le dernier maillon des efforts conduits par la société OBER quant à la référence de sa marque.

En matière de certification, il importe de noter que la société OBER dispose des certifications suivantes :

ISO 9001 V2000 : cette certification, délivrée par le BVQI, atteste de la conformité de la politique de qualité de la Société Industrielle OBER au système ISO.

La norme ISO 9001 récompense une démarche ayant comme priorité la satisfaction des clients et valide le système qualité d'OBERFLEX. Cette certification signifie qu'OBER garantit à ses clients un produit conforme à un cahier des charges, préalablement défini avec eux, respectant notamment un triple engagement en matière d'ouverture, de dialogue et d'efficacité.

PEFC (n°10-31-711) : cette certification est délivrée par l'association française de certification forestière, elle atteste de l'emploi, par OBER, de produits issues de forêt gérées durablement.

À la différence des certifications ISO qui valident des démarches « universelles », la certification PEFC s'applique au seul domaine de la gestion forestière. Elle garantit qu'OBER met en œuvre des produits qui respectent une gestion durable des forêts en s'appuyant sur un certain nombre de procédures et de référents.

6.2.5. Stratégie d'anticipation des attentes du marché

OBER développe une veille très performante face aux attentes du marché. De façon mensuelle, des réunions spécifiques sont organisées avec l'ensemble des intervenants (direction, prescripteurs, commerciaux, R&D et marketing) pour effectuer le point sur les activités de recherche-développement et leur adéquation avec les évolutions du marché.

6.2.6. Politique de prix

OBER évolue sur un marché haut de gamme. Ses prix sont donc élevés en relation avec la technicité de ses produits et la référence de sa gamme.

6.2.7. Politiques commerciale, logisitique et marketing

L'axe commercial et marketing d'OBER est simple. Tout le monde aime le bois. Grâce aux progrès techniques, tout le monde peut désormais laisser libre cours à cette attirance pour le bois qui est maintenant un matériau performant techniquement tenant la comparaison avec tous les autres matériaux.

OBER vend le « système bois ». Cela signifie qu'OBER propose des produits allant du sol au plafond. Ces produits servent principalement à la décoration des murs et des plafonds.

Le produit générant le plus de vente est l'Oberflex, c'est un panneau en véritable placage de bois recouvert d'une protection qui le rend très résistant.

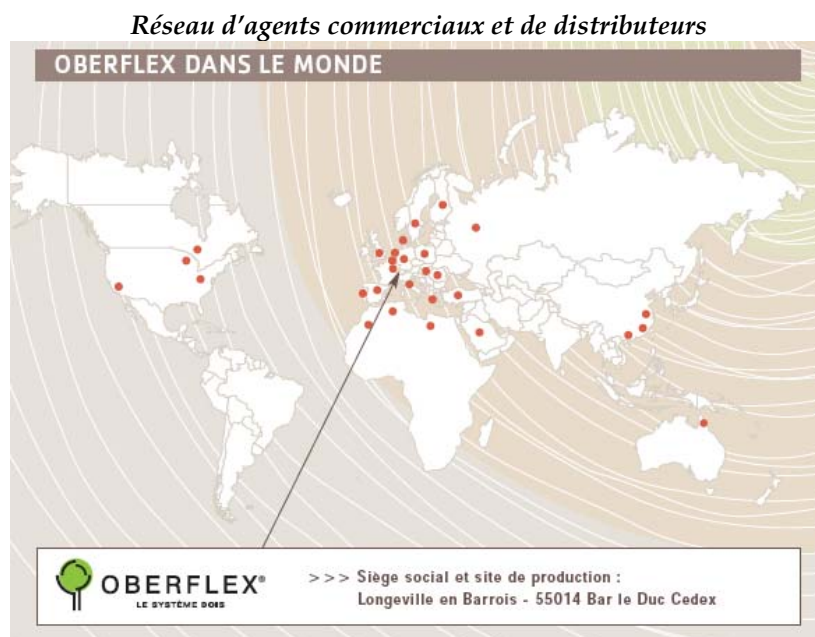
En France, sa force de vente (8 salariés) intervient directement auprès des architectes et des négoce. Dans ce dernier cas, les négoce mettent en avant les produits OBERFLEX auprès de toute la chaîne des relais commerciaux.

OBER compte également un département prescription (3 salariés) qui intervient plus spécifiquement auprès des grands donneurs d'ordres (architectes, agences...).

Enfin, vient d'être mise en place une structure commerciale spécifique destinée aux marchés industriels.

A l'export (4 salariés), OBER fonctionne avec des agents (sociétés de négoce ou industriels). Cette force commerciale travaille en liaison directe avec l'équipe marketing (2 salariés), un bureau d'étude (3 salariés) ainsi qu'une plate forme commerciale (4 salariés) qui épaulé l'ensemble du service commercial.

Toutes les expéditions ont lieu depuis Bar le Duc, le transport est sous traité.



OBER n'a presque plus d'agents (ce sont des « apporteur d'affaires » rémunérés à la commission).
Les distributeurs (en France et à l'étranger) achètent les produits OBER et le revendent.

Les clients finaux sont ceux des menuisiers, des agenceurs, chaînes hôtelières, Générali, Ministère de la Jeunesse et des sports...

6.2.8. Répartition géographique et sectorielle du Chiffre d'affaires

La répartition dans le processus de remontée d'informations est d'abord géographique puis sectorielle.

- Pour l'activité « parquets » (CA 2005 : 632 K€) : 100% des ventes sont réalisées en France.
- Pour l'activité Pont de bateaux² (CA 2005 : 193 K€) : 100% des ventes sont réalisées en GB.

Pour l'activité panneaux décoratifs, voir le tableau ci-dessous :

2003			2004			2005		
PAYS	CA EUR	%	PAYS	CA EUR	%	PAYS	CA EUR	%
France	10 077 279 €	69,14%	France	10 279 614 €	73,22%	France	11 618 457 €	74,33%
Espagne	1 143 349 €	7,84%	Espagne	992 469 €	7,07%	Espagne	1 198 586 €	7,67%
Grande Bretagne	579 290 €	3,97%	Grande Bretagne	641 933 €	4,57%	Belgique	538 710 €	3,45%
Grèce	572 439 €	3,93%	Italie	556 403 €	3,96%	Grande Bretagne	452 751 €	2,90%
Italie	447 447 €	3,07%	Belgique	504 085 €	3,59%	Allemagne	411 641 €	2,63%
Allemagne	376 458 €	2,58%	Allemagne	443 588 €	3,16%	USA	243 107 €	1,56%
Belgique	367 928 €	2,52%	Suisse	153 140 €	1,09%	Italie	187 750 €	1,20%
Pays-Bas	341 483 €	2,34%	Pays-Bas	120 237 €	0,86%	Pays-Bas	179 937 €	1,15%
Autriche	142 446 €	0,98%	USA	98 686 €	0,70%	Portugal	104 902 €	0,67%
USA	74 766 €	0,51%	Australie	66 057 €	0,47%	Hong Kong	98 729 €	0,63%
Suisse	74 717 €	0,51%	Grèce	46 767 €	0,33%	Suisse	67 677 €	0,43%
Hong Kong	62 148 €	0,43%	Suède	26 935 €	0,19%	Féd. de Russie	60 587 €	0,39%
Suède	49 354 €	0,34%	Pologne	20 058 €	0,14%	Australie	59 617 €	0,38%
Portugal	41 508 €	0,28%	Andorre	14 945 €	0,11%	Rép. tchèque	57 682 €	0,37%
Côte d'Ivoire	33 112 €	0,23%	Hong Kong	13 759 €	0,10%	Koweït	49 125 €	0,31%
Gabon	30 264 €	0,21%	Féd. de Russie	11 053 €	0,08%	Andorre	47 158 €	0,30%
Luxembourg	29 333 €	0,20%	Bulgarie	10 761 €	0,08%	Slovénie	45 655 €	0,29%
Hongrie	28 768 €	0,20%	Israël	9 886 €	0,07%	Suède	38 726 €	0,25%
Tchad	27 154 €	0,19%	Hongrie	8 807 €	0,06%	Autriche	30 648 €	0,20%
Israël	19 743 €	0,14%	Cameroun	6 265 €	0,04%	Pologne	26 420 €	0,17%
Finlande	15 944 €	0,11%	Danemark	6 245 €	0,04%	Hongrie	20 230 €	0,13%
Danemark	14 993 €	0,10%	Norvège	3 000 €	0,02%	Danemark	18 530 €	0,12%
Pologne	12 254 €	0,08%	Canada	2 708 €	0,02%	Roumanie	17 426 €	0,11%
Slovénie	7 217 €	0,05%	Liban	1 206 €	0,01%	Chine	13 118 €	0,08%
Andorre	6 223 €	0,04%	Egypte	1 205 €	0,01%	Bulgarie	12 361 €	0,08%
		0,00%	Turquie	319 €	0,00%	Grèce	9 234 €	0,06%
						Finlande	7 995 €	0,05%
						Irlande	7 208 €	0,05%
						Canada	4 693 €	0,03%
						Turquie	1 378 €	0,01%
						Maroc	571 €	0,00%
						Jordanie	278 €	0,00%
Total	14 575 615 €	100,00%	Total	14 040 130 €	100,00%	Total	15 630 886 €	100,00%

² L'arrêt de la fabrication des ponts est intervenu en juillet 2005. Ober exploitait une licence exclusive portant sur un brevet de fabrication de pont de bateaux. A la suite d'un différent commercial, le détenteur du brevet et la société OBER ont décidé, d'un commun accord, de mettre fin à leur relation. Afin d'exploiter son savoir-faire et les investissements réalisés, OBER a remplacé cette activité par la fabrication de panneaux pré jointée en teck massif.

6.2.9. Communication

Le budget « marketing et communication » est de l'ordre d'un million d'euros par an.

Les principaux outils sont :

- les échantillons,
- les catalogues et classeurs,
- le site Internet www.oberflex.fr,
- les mailings et l'achat d'espaces dans la presse spécialisée.

OBER participe également aux principaux salons professionnels : Batimat en France, Construmat en Espagne, ZOW en Allemagne ...

6.3. MARCHE & CONCURRENCE

6.3.1. La fabrication de panneaux de bois

Cette activité comprend la fabrication de panneaux de particules, de fibres, de contreplaqués et de bois de placage.

a) Un secteur relativement atomisé et de plus en plus concentré

En 2003, le secteur rassemble 78 entreprises industrielles de plus de 20 salariés et emploie plus de 9 000 personnes. Les quatre premières entreprises cumulent un quart du chiffre d'affaires et 20 % des effectifs.

De nature familiale à l'origine, ces entreprises principalement situées en Aquitaine ou au coeur des forêts vosgiennes et jurassiennes sont devenues peu à peu des filiales de groupes français ou étrangers, le plus souvent européens. C'est une industrie relativement performante par rapport aux différentes activités de l'ensemble du secteur du travail du bois avec des procédés industriels qui nécessitent des investissements importants.

La production alimente essentiellement les marchés du bâtiment et de l'ameublement. La fabrication de panneaux de fibres est en progression constante. Celle des contreplaqués rencontre une sérieuse concurrence face aux importations asiatiques.

b) Un commerce extérieur dynamique

La majorité d'entreprises filiales de grands groupes manifeste un réel dynamisme à l'exportation ; elles réalisent en effet plus de la moitié des échanges commerciaux de l'ensemble du travail du bois. Les échanges européens s'opèrent essentiellement avec les pays limitrophes. Le commerce extérieur, tiré par les panneaux de particules et de fibres, reste excédentaire.

c) Le développement durable, un intérêt majeur

Les entreprises réalisent des efforts particuliers dans le domaine du développement durable, soit en déposant un plan d'aménagement durable pour leurs concessions forestières étrangères, soit en s'inscrivant dans une démarche environnementale d'éco certification. Certaines unités utilisent la combustion du bois recyclé comme énergie pour le séchage du bois et la fabrication des panneaux. Enfin, la pratique du recyclage interne de l'eau pour nettoyer certaines machines permet de maîtriser et de réduire les quantités prélevées sur les réserves naturelles.

d) Ratios du secteur

Données 2003		Secteur
Frais de personnel par salarié	k€	23,7
Productivité apparente du travail : VAHT/effectifs	k€	39,9
Taux de valeur ajoutée : VAHT / CAHT	%	21,6
Taux d'exportation : EXP / CAHT	%	36,8
Taux de marge : EBE / VAHT	%	15,0
Taux de prélèvement financier : Frais financiers / EBE	%	75,5
Taux d'investissement : INV / VAHT	%	14,2
Taux d'autofinancement : CAF / INV	%	6,1

Source : Enquête Annuelle d'Entreprise

e) Chiffres clés du secteur

(Entreprises de 20 personnes et plus)

	Année 2004*	Année 2003	Évolution 2004/2003**
Nombre d'entreprises	70	78	////
Effectif salarié au 31 décembre	8 182	9 212	- 3,6 %
Chiffre d'affaires hors taxes M€	1 845	1 701	- 4,0 %
Exportations M€	776	627	20,0 %
Investissements corporels totaux M€	46	52	- 18,0 %

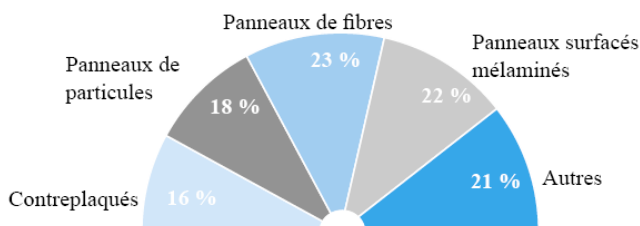
* résultats provisoires

** corrigée des variations de champ

Source : SESSI - Enquête Annuelle d'Entreprise

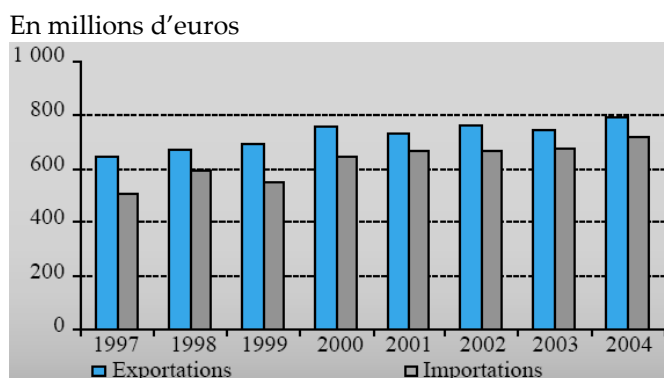
f) Les panneaux de fibres et particules dominant

Facturations : 1,72 Milliard d'euros



Source : Enquête annuelle de branche, 2004

g) Les importations prennent le pas



Source : Sessi - Douanes

6.3.2. Les produits bois dans la construction en France (source : SESSI - Enquête Annuelle d'Entreprise 2004)

La majorité d'entreprises filiales de grands groupes spécialisées dans la fabrication de panneaux de bois manifeste un réel dynamisme à l'exportation ; elles réalisent en effet plus de la moitié des échanges commerciaux de l'ensemble du travail du bois. C'est ce que révèle l'étude «Les fournisseurs de la construction» publiée récemment par le SESSI.

Les échanges européens du secteur s'opèrent essentiellement avec les pays limitrophes. Le commerce extérieur, tiré par les panneaux de particules et de fibres, reste excédentaire (importations - 2004: 717 millions d'euros; exportations - 2004: 795 millions d'euros). Les entreprises de 20 personnes et plus ont enregistré une hausse de 20% des exportations (776 millions d'euros) en 2004 par rapport à 2003.

Par contre, l'activité de charpentes et de menuiseries en bois est une activité peu exportatrice: le taux d'exportation ne représente que 3% du chiffre d'affaires soit un des taux les plus faibles de l'industrie manufacturière. Toutefois, face à cette situation, les professionnels de la menuiserie jouent la carte du partenariat pour répondre aux offres d'achats publics et présenter des capacités de production appropriées. Cette activité bénéficie assez peu du dynamisme de la construction en raison de la concurrence des autres matériaux tels le métal et surtout le PVC pour les menuiseries, qui devancent le bois. Néanmoins, le chiffre d'affaires hors taxes du secteur a affiché une croissance respectable l'année dernière, de 7,1% par rapport à 2003.

En ce qui concerne la fabrication de parquets, la production française subit une concurrence de plus en plus pressante des importations à bas prix en provenance des pays hors d'Europe. Face à cela, les fabricants de parquets innovent notamment dans le domaine des traitements de surface. La France se situe désormais au sixième rang des producteurs européens, derrière la Suède, la Pologne, l'Allemagne, les pays nordiques et l'Espagne après avoir occupé la troisième position en 2003. Concernant la consommation de parquets, l'Allemagne reste leader en Europe, suivie de l'Espagne, l'Italie et la France.

6.3.3. Le positionnement concurrentiel de la Société OBER

OBER est leader sur son marché. Depuis 2003 avec l'arrêt définitif de l'activité tranchage, la société OBER a retrouvé la capacité de développer pleinement l'activité panneaux décoratifs.

Elle a mis au point et lancé de nombreux nouveaux produits, ce qui a généré une croissance du chiffre d'affaires net supérieure à 10 % en 2005 vs 2004.

En interne, la stratégie d'OBER est de se concentrer sur le concept bois à travers le panneau décoratif. La société a ainsi arrêté sa fabrication de parquet et son unité de tranchage. Cette restructuration explique les pertes des années 2003 et 2002.

La capacité de production permettra de faire face à un objectif de croissance organique de l'ordre de 10% pour 2006.

6.3.4. Les acteurs du marché

Le marché est atomisé. Il importe néanmoins de signaler la présence d'autres sociétés significatives dont Marotte (France), Polyrey (France) et Hubler (France).

2004 (en Keuros)	Chiffres d'affaires	Résultat net	Effectifs
Marotte (groupe Rougier)	6 989	110	75
Hubler (société familiale)	4 398	309	9
Polyrey (Groupe International Paper)	120 750	(1 771)	790

Source : Ober

Aucun de ces concurrents ne possède une gamme aussi riche que celle qui est commercialisée par OBER. La société Marotte fabrique et commercialise un produit verni, la société Hubler exerce une activité de négoce. La société Polyrey commercialise principalement des panneaux revêtus d'un décor papier, seul une petite partie de son chiffre d'affaires correspond à des ventes de produits équivalents à ceux proposés par OBER.

6.3.5. Les avantages concurrentiels de OBER (Source : Ober)

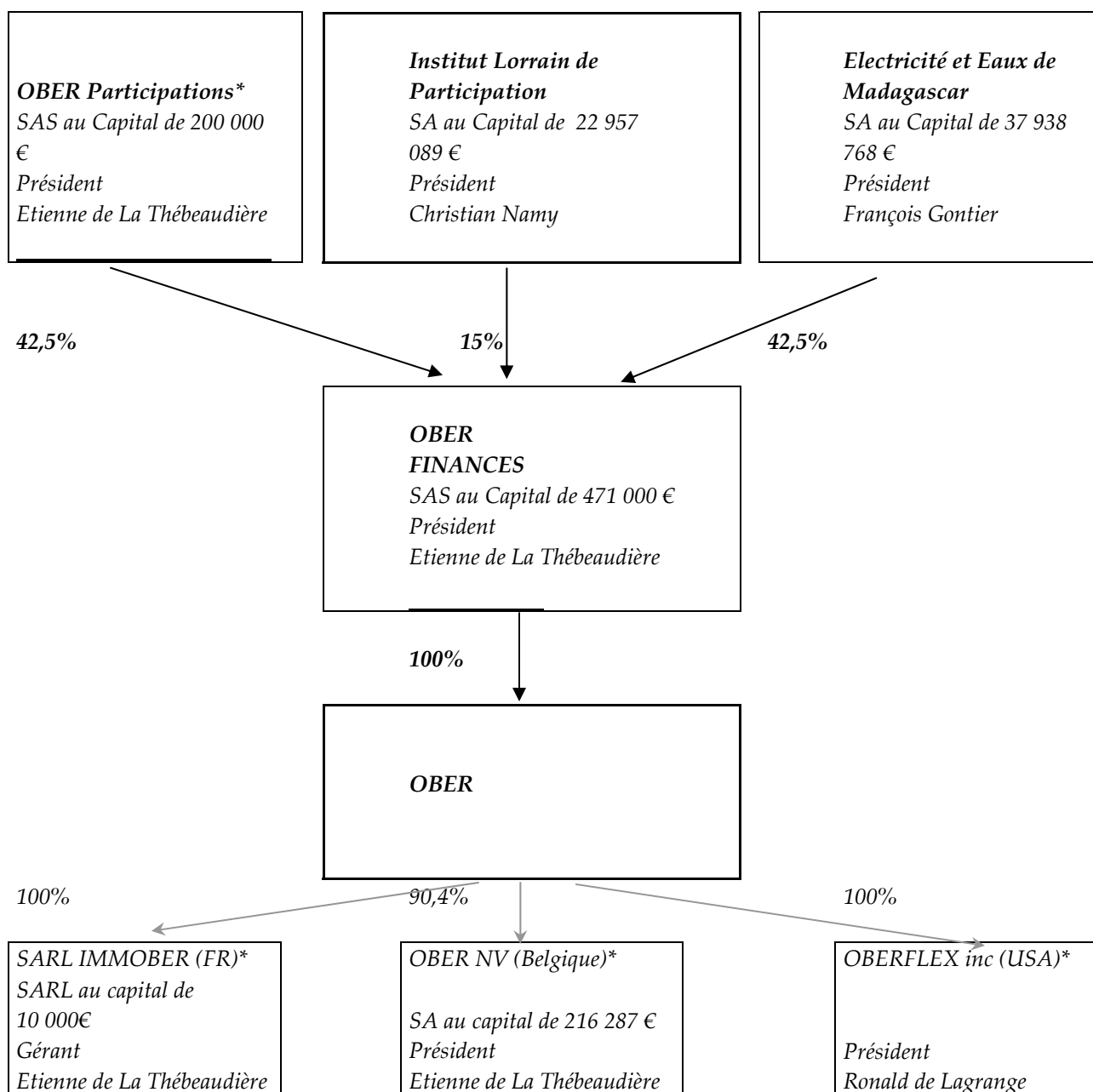
Ober dispose de la gamme la plus large et la plus complète de produits. Son expérience comme la qualité de ses procédés lui ont assuré une maîtrise exemplaire du procédé de stratification.

La marque Oberflex dispose d'une très forte notoriété chez les prescripteurs, les produits ont une réputation haut gamme et de qualité. Ce marché est utilisateur de produits naturels dont le bois.

La flexibilité des équipes de R&D et de production permet en outre de réaliser des décors sur mesure à la demande des plus grands architectes.

7. ORGANIGRAMMES

7.1. ORGANIGRAMME JURIDIQUE



*société sans activité

L'actionariat d'OBER Finances est composé de la manière suivante :
EEM : 42,5%, OBER Participations : 42,5%, Institut Lorrain de Participations : 15%.

La société EEM est l'ancien actionnaire majoritaire de la Société OBER, à ce titre elle a initié la restructuration et le renouveau de la société OBER.

La société OBER Participations regroupe les principaux cadres d'OBER.

L'Institut Lorrain de Participations est une société de développement régional qui a participé à la reprise d'OBER en décembre 2004. Ces trois sociétés sont liées par un pacte d'actionnaire (cf infra chapitre 18) signé le 16 décembre 2004. La répartition du capital et des droits de vote entre les trois actionnaires d'OBER Finances permettrait, en cas de conflit, d'éviter toute situation de blocage. La société OBER estime qu'il n'existe pas de risque lié à la composition du capital d'OBER Finances.

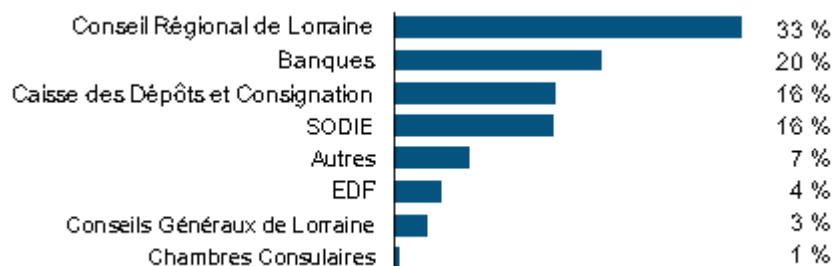
A noter les informations capitalistiques et juridiques suivantes :

- EEM consolidera OBER au 31 décembre 2005 par mise en équivalence (c'était déjà le cas au 31 décembre 2004)
- Il n'existe aucun lien de droit direct aujourd'hui entre OBER et EEM. EEM est actionnaire d'OBER Finances, laquelle détient 99,9% d'OBER.
- OBER est débiteur des sommes dues au titre du compte courant existant entre Ober Finances et Ober.
- Le crédit vendeur a été consenti à OBER Finances par EEM.

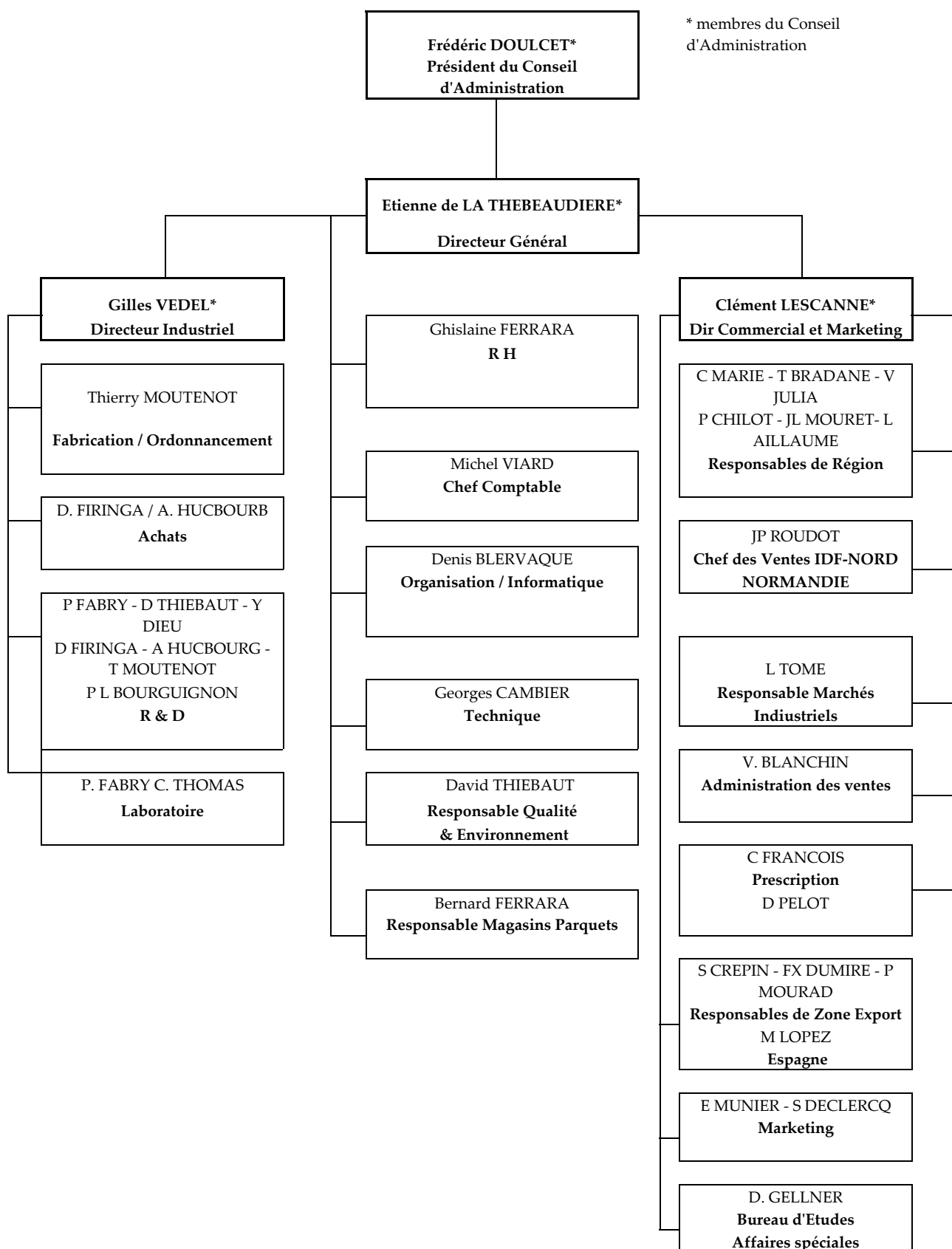
* Les actionnaires d'OBER Participations sont :

-SARL VDM:	50,4%
-Monsieur Clement Lescanne :	14%
-Monsieur Gilles Vedel :	14%
-SNC Foch :	8%
-EURL FDCP :	8%
-Madame Claudine François :	0,8%
-Madame Dominique Firinga :	0,8%
-Monsieur Thierry Moutenot :	0,8%
Monsieur Luis Tomé :	0,8%
Monsieur Michel Viard :	0,8%
Madame Ghislaine Ferrara :	0,3%
Monsieur François xavier Dumire :	0,3%
Monsieur Daniel Gellner :	0,3%
Monsieur Alban Hucbourg :	0,3%

Les actionnaires de l'Institut Lorrain de Participation sont :



7.2. Organigramme fonctionnel



8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

En octobre 2005, la Société EXPERTISES GALTIER S.A. a été mandatée afin de procéder à l'estimation en juste valeur (idem valeur vénale) de l'immeuble à usage de locaux industriels, sis 31 RUE DE BAR-LE-DUC 55000 LONGEVILLE EN BARROIS appartenant à la société Ober.

Cette propriété présente les caractéristiques suivantes :

- Surface du terrain 108 049 m²

- Surface construite :	* Locaux d'exploitation	17 757 m ²
	* Locaux hors exploitation	7 234 m ²
Soit		24 991 m ²

- Plan local d'urbanisme de LONGEVILLE EN BARROIS - Zone UX

- C.O.S : Pas de prescriptions

- Remarque : Implantation dans le département de la Meuse, sur l'axe LIGNY-en-BARROIS-BAR-LE-DUC, à 10 km de l'accès à la RN 4.

- Valeur du bien : * Locaux d'exploitation : 2 250 000 euros Hors Droits

9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

9.1 PRESENTATION ET COMPARAISON DES RESULTATS ANNUELS

Les commentaires sur les résultats annuels sont établis sur la base des comptes historiques sur 12 mois qui ont été établis sur les années civiles 2002, 2003 et 2004, arrêtés au 31 décembre de chaque année.

Les commentaires sur les comptes annuels établis sur la base de ces comptes historiques arrêtés au 31 décembre permettent d'offrir une information comptable historique permanente et comparable dans le temps.

COMPTE DE RESULTAT	2005	2 004	2 003
Chiffre d'affaires	16 546 707 €	15 023 922 €	19 148 519 €
Autres produits d'exploitations	331 932 €	700 903 €	3 484 367 €
Achats & variations de stocks	6 073 957 €	5 218 865 €	7 341 860 €
Autres achats et charges externes	3 720 487 €	3 808 224 €	5 313 609 €
Impôts taxes et versements assimilés	405 917 €	405 694 €	410 285 €
Salaires et charges	5 211 218 €	4 931 119 €	6 899 351 €
Dotations aux amortissements et provisions	169 428 €	288 213 €	1 128 156 €
Résultat d'exploitation	1 297 632 €	1 072 710 €	1 539 625 €
Résultat Financier	- 80 226 €	- 150 584 €	- 290 430 €
Résultat courant	1 217 406 €	922 126 €	1 249 196 €
Résultat exceptionnel	292 632 €	87 044 €	- 4 541 921 €
Impôts sur les bénéfices	38 889 €	- 18 750 €	- 18 750 €
Résultat net	1 548 927 €	990 420 €	- 3 311 475 €

9.1.1 Chiffre d'affaires et produits d'exploitation

	2005	vs 2004	2004	vs 2003	2003
division panneaux décoratifs	15 630 886 €	11,33%	14 040 130 €	-4%	14 575 615 €
division parquets	632 466 €	- 3,95%	658 453 €	27%	519 519 €
division "techmar"	193 362 €	-13,3%	223 008 €	128%	97 766 €
division placages			- €	-100%	3 838 563 €
divers	89 993 €	-12,06%	102 330 €	-13%	117 057 €
total chiffre d'affaires	16 546 707 €	10,14%	15 023 922 €	-22%	19 148 519 €
Autres produits	331 932 €	-52,64%	700 903 €	-80%	3 484 367 €
Total Produits d'exploitations	16 878 639 €	7;34%	15 724 825 €	-31%	22 632 886 €

En 2005, le chiffre d'affaires réalisé par la division panneaux a représenté 94,5 % du chiffre d'affaires globale de la société. Au cours de cette même année, les ventes réalisées ont été en progression de plus de 11%, Au sein de cette division, le principale contributeur aux ventes est la famille de produit oberflex (43 % des ventes), suivie de la famille obersound (21 % des ventes)..

Les ventes réalisées par la division parquet sont en légère régression en 2005. La très grande majorité des ventes est réalisée avec des produits de négoce.

Les ventes « techmar » sont, elles aussi, en régression en 2004.

Le chiffre d'affaires divers correspond principalement à la refacturation de coûts de transport et à la perception de loyers.

Les autres produits d'exploitation reprennent les postes de production stockée ou immobilisée, les subventions d'exploitation, les reprises sur amortissement et provision, les transferts de charges et produits divers de gestion. Il convient de noter, pour 2003 l'impacte de la fermeture de la division placages sur ce poste.

9.1.2 Charges d'exploitations

	2005	vs 2004	2004	vs 2003	2003
Achats & variations de stocks	6 073 957 €	16 %	5 218 865 €	-29%	7 341 860 €
Autres achats et charges externes	3 720 487 €	- 2 %	3 808 224 €	-28%	5 313 609 €
dont					
Fournitures	638 395 €	7 %	597 529 €	-13%	687 370 €
Services extérieurs	3 044 458 €	10 %	2 777 376 €	-15%	3 252 488 €
Pertes sur créances et charges diverses	37 634 €	- 91 %	433 319 €	-68%	1 373 750 €
Impôts taxes et versements assimilés	405 917 €	0 %	405 694 €	-1%	410 285 €
Salaires et charges	5 211 218 €	6 %	4 931 119 €	-29%	6 899 351 €
Dotations aux amortissements et provisions	169 428 €	- 41 %	288 213 €	-74%	1 128 156 €
Total charges d'exploitation	15 581 007 €	6 %	14 652 115 €	-31%	21 093 261 €
Charges d'exploitation vs produits d'exploitation	92 %		93%		93%
Résultat d'exploitation	1 297 632 €	21 %	1 072 710 €	-30%	1 539 625 €

L'évolution globale des postes de charges sur les trois exercices repris ci-dessus s'explique principalement par les restructurations menées en 2002 et 2003. En trois exercices les charges d'exploitations ont diminuées de 26 %. Tous les postes sont concernés par cette baisse.

9.1.3 Résultat d'exploitation

31 décembre 2005	31 décembre 2004	31 décembre 2003
1 297 632 €	1 072 710 €	1 539 625 €

Les restructurations de 2002 et 2003 ont permis, dès 2003 de retrouver un résultat d'exploitation positif.

9.1.4 Résultat net

31 décembre 2005	31 décembre 2004	31 décembre 2003
1 548 927 €	990 420 €	- 3 311 475 €

Le résultat net à fin 2005 est en forte progression.

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des Fonds propres	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005
Position à l'ouverture de l'exercice	6 630 429 €	3 158 113 €	2 997 222 €
Résultat net de la période	- 3 311 474 €	990 420 €	1 548 927 €
Augmentation de capital	- €	- 2 500 000 €	7 220 €
VARIATION RESERVES & PRIMES	- €	- 4 712 917 €	- 7 220 €
Distribution de dividendes	- €	- €	- €
VARIATION ANR		6 054 804 €	- €
VARIATION SUBVENTION INVEST	- 160 842 €	6 802 €	- 680 €
Position à la clôture de l'exercice	3 158 113 €	2 997 222 €	4 545 470 €

10.2. SOURCES ET MONTANT DES FLUX DE TRESORERIE

10.2.1. Sources et montant des flux de trésorerie pour les exercices 2003, 2004, 2005

	2005	2004	2003
Flux de trésorerie liée aux activités d'exploitation	1 531 827 €	1 764 780 €	1 454 048 €
Flux de trésorerie liée aux opérations d'investissement	-288 771 €	- 139 374 €	1 429 558 €
Flux de trésorerie liée aux opérations de financement	-690 910 €	- 138 520 €	- 1 889 334 €
Variation de Trésorerie	552 147 €	1 486 886 €	994 273 €
Trésorerie à l'ouverture	689 152 €	- 797 734 €	- 1 792 006 €
Trésorerie à la clôture	1 241 299 €	689 153 €	- 797 734 €

Les flux de trésorerie d'exploitation reflètent la rentabilité de la société. Les flux liés aux investissements négatifs en 2004 et 2005 s'expliquent par l'autofinancement des investissements. Le flux positif de 2003 est lié à des cessions d'actifs réalisés dans le cadre de la fermeture d'une activité non rentable. Les flux de trésorerie de financement de 2005 s'expliquent par le remboursement partiel du compte courant OBER Finances.

10.2.3. Flux de trésorerie au 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005

	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Trésorerie	1 241 300 €	689 153 €	-797 734 €
Disponibilités	1 241 300 €	689 562 €	154 170 €
Trésorerie actif	1 241 300 €	689 562 €	154 170 €
Concours bancaires	0 €	409 €	951 904 €
+ Effets escomptés et non échus	0 €	0 €	
+ Créances financées par Factoring		0 €	
Trésorerie passif	0 €	409 €	951 904 €
Variation trésorerie	552 147 €	1 486 887 €	994 273 €

10.3. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Les besoins de trésorerie d'OBER sont principalement liés au financement du fonds de roulement et des investissements, les ressources proviennent du financement du poste client et des flux d'exploitations.

La société OBER bénéficie des autorisations bancaires suivantes. Au 31 décembre 2005, seule la ligne de mobilisation des billets à ordre émis par le factor est utilisée (à hauteur de 1 680 000 €).

La société n'utilise plus les lignes de MCNE, aval et découvert depuis le mois de septembre 2004. Depuis septembre 2004, les seuls frais de financement supportés par la société sont ceux du factor et du réescompte des billets émis par ce dernier. Ces frais représentent respectivement pour les années 2003, 2004 et 2005, 212 492€, 112 442 €, 110 703 €.

	<i>Banque Populaire</i>		<i>BNP</i>		<i>KOLB</i>		<i>BTP banque</i>	
	<i>encours max</i>	<i>taux</i>	<i>encours max</i>	<i>taux</i>	<i>encours max</i>	<i>taux</i>	<i>encours max</i>	<i>taux</i>
<i>Ligne de mobilisation escompte sur billets factor</i>	2 286 735 €	eurib 3 mois + 0,8%	1 200 000 €	eurib + 0,6%	304 898 €	eurib 3 mois + 0,8%	600 000 €	eurib 3 mois +1,4%
<i>escompte autres effets</i>	686 020 €	eurib 3 mois + 1,25%	100 000 €	eurib + 2%	228 674 €	eurib 3 mois + 0,8%		
<i>MCNE</i>	533 572 €	eurib + 1,5%	100 000 €	eurib + 2%	304 898 €	eurib 3 mois + 0,6%		
<i>Aval</i>	230 000 €	2%	300 000 €	0,75%				
<i>découvert autorisé</i>	457 347 €	eurib + 1,5%	160 000 €	eurib + 2,5%	100 000 €	eurib 3 mois + 1,5%		

A cette même date le poste client est financé par la société Factorem à hauteur de 3 394 559 €

Au 31 décembre 2005, la société n'a pas d'endettement long terme.

10.4. TABLEAU DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2003, 31 DECEMBRE 2004 ET 31 DECEMBRE 2005

	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, SOLDE D'OUVERTURE	689 153 €	- 797 734 €	- 1 792 007 €
FLUX DE TRESORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 531 828 €	1 764 780 €	1 454 048 €
Flux de trésorerie relatifs à l'exploitation	1 550 578 €	1 783 530 €	1 472 798 €
Résultat opérationnel	1 631 034 €	1 153 555 €	- 3 106 004 €
Résultat de l'exercice (ligne 17 du compte de résultat)	1 548 927 €	990 420 €	- 3 311 475 €
Charges d'intérêt	183 581 €	184 752 €	212 492 €
Intérêts perçus (-)	- 81 335 €	- 21 618 €	- 7 021 €
Dividendes perçus (-)			
Charges (produits) d'impôts sur le résultat	- 20 139 €		
Quote-part dans le résultat net des participations mises en équivalence			
Autre augmentation (diminution) pour correspondre au résultat opérationnel			
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie	92 312 €	83 464 €	281 315 €
Dotations aux amortissements	114 720 €	248 269 €	451 996 €
(Reprise des) pertes de valeur			
Profit (perte) de change latent(e) (-)	- 23 544 €	- 15 050 €	- 24 389 €
Profit (perte) de juste valeur latent(e) (-)			
Profit (perte) sur cessions d'actifs non-courants non détenus en vue de la vente (-)			
Profit (perte) sur cessions d'autres actifs et passifs (-)	- 34 004 €	20 250 €	666 376 €
Quote-part dans le résultat net des participations (-)			
Augmentation (diminution) des provisions	35 140 €	- 170 006 €	- 812 668 €
Augmentation (diminution) des éléments différés			
Autres ajustements pour éléments sans effet de trésorerie			
Augmentation (diminution) du capital d'exploitation	172 768 €	- 546 512 €	- 4 297 488 €
Augmentation (diminution) des contrats de construction et des travaux en cours d'exécution			
Augmentation (diminution) des stocks	131 835 €	- 267 574 €	- 4 396 369 €
Augmentation (diminution) des clients et autres débiteurs	85 342 €	- 740 524 €	- 1 514 108 €
Augmentation (diminution) des instruments financiers détenus à des fins de transaction	15 360 €		
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs (-)	- 12 289 €	280 854 €	1 387 770 €
Augmentation (diminution) des dettes fiscales (-)	- 114 565 €	113 932 €	194 529 €
Augmentation (diminution) des obligations résultant des avantages postérieurs à l'emploi (-)			
Autre augmentation (diminution) du fonds	67 086 €	66 800 €	30 690 €

de roulement/capital d'exploitation (a)			
Flux de trésorerie relatifs aux autres activités opérationnelles	- 18 750 €	- 18 750 €	- 18 750 €
Dividendes perçus classés dans les activités opérationnelles			
Dividendes versés classés dans les activités opérationnelles (-)			
Intérêts perçus classés dans les activités opérationnelles			
Intérêts versés classés dans les activités opérationnelles (-)			
Impôts sur le résultat (payés) remboursés	- 18 750 €	- 18 750 €	- 18 750 €
Autres entrées (sorties) relatives aux autres activités opérationnelles			
FLUX DE TRESORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 288 771 €	- 139 374 €	1 429 558 €
Acquisitions (-)	- 340 543 €	- 167 481 €	- 48 038 €
Paiements effectués pour l'acquisition d'actifs non-courants, non financiers (-)	- 340 543 €	- 167 481 €	- 48 038 €
Paiements effectués pour l'acquisition de filiales, d'entreprises associées ou de coentreprises (net de la trésorerie acquise) (-)			
Paiements effectués pour l'acquisition d'autres actifs (-)			
Cessions	4 205 €	61 655 €	1 553 901 €
Entrées relatives à la cession d'actifs non-courants, non financiers	4 205 €	61 655 €	1 553 901 €
Entrées relatives à la cession de filiales, d'entreprises associées ou de coentreprises (net de la trésorerie cédée)			
Entrées relatives à la cession d'autres actifs			
Dividendes perçus classés dans les activités d'investissement			
Intérêts perçus classés dans les activités d'investissement			
Avances de trésorerie et prêts (-)	- 14 078 €	- 44 922 €	- 76 305 €
Remboursement d'avances de trésorerie et de prêts	52 145 €		
Subventions publiques perçues	9 500 €	6 801 €	- €
Autres flux de trésorerie relatifs aux activités d'investissement		4 572 €	
FLUX DE TRESORERIE NETS RELATIFS AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 690 910 €	- 138 520 €	- 1 889 334 €
Flux de trésorerie perçus relatifs aux financements	- €	1 162 685 €	112 869 €
Entrées provenant de l'émission d'instruments de capitaux propres			
Entrées provenant de la cession d'actions propres			
Entrées provenant des contrats de location-financement			
Entrées provenant de l'émission d'instruments financiers composés			
Entrées provenant de l'émission d'autres passifs financiers		1 162 685 €	112 869 €
Flux de trésorerie remboursés relatifs aux financements (-)	- €	- 185 680 €	- 1 143 220 €
Rachat d'instruments de capitaux propres pour leur annulation/destruction (-)			
Achat d'actions propres (-)			
Remboursement de dettes relatives à un contrat de location-financement (-)			
Remboursement d'instruments financiers composés (-)			

Remboursement d'autres passifs financiers (-)		- 185 680 €	- 1 143 220 €
Intérêts versés classés dans les activités de financement (-)			
Dividendes versés classés dans les activités de financement (-)	- 690 501 €		
Avances de trésorerie par des parties liées			
Remboursement d'avances de trésorerie par des parties liées (-)			
Augmentation (diminution) des découverts bancaires	- 409 €	- 1 115 525 €	- 858 983 €
Autres flux de trésorerie relatifs aux activités de financement			
AUGMENTATION NETTE DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	552 147 €	1 486 886 €	994 273 €
EFFET DES CHANGEMENTS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET LES EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
EFFET DES CHANGEMENTS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION			
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, SOLDE DE CLÔTURE	1 241 300 €	689 152 €	- 797 734 €
Affacturage : Montant des créances cédées	3 394 559 €	2 865 286 €	2 586 325 €
dont retenue de Garantie (non financée)	- 291 682 €	- 297 886 €	- 269 504 €

10.5. RESTRICTIONS EVENTUELLES A L'UTILISATION DES CAPITAUX

Il n'existe aucune restriction à l'utilisation des capitaux.

10.6. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES POUR LES INVESTISSEMENTS FUTURS

L'autofinancement est la politique adoptée par la Société en la matière. »

11. RECHERCHE & DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

Le niveau d'investissement courant peut être estimé à 75 K€ par an. Les investissements liés à de nouveaux projets sont déjà engagés. Ils représentent un budget de 700 K€.

Ces investissements permettront une baisse du prix de revient sur certaines familles de produits, notamment grâce au rapatriement en interne d'opérations sous-traitées à ce jour. Ils permettront également de lancer de nouveaux produits.

Les dépenses directes de R&D sont de l'ordre de 200 à 300 K€ par an. Quatre personnes y sont totalement dédiées et bénéficient d'un laboratoire en interne.

OBER est propriétaire des marques suivantes :

Nom	Date d'enregistrement INPI
OBERSOUND	18 novembre 1993
OBERFLEX	17 janvier 2000
TACTILES	21 février 2005
BOIS D'EPICES	21 février 2005

OBER ne détient et n'exploite aucun brevet.

Il n'existe pas de brevet ou licence détenue par les sociétés actionnaires du Groupe ou tierces.

12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

12.1 PRINCIPALES TENDANCES AYANT AFFECTE LES VENTES, COUTS ET PRIX DE VENTE DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE

L'évolution favorable du chiffre d'affaires constatée au cours de l'exercice 2005 (+ 10% vs 2004) se confirme. A la fin du premier trimestre 2006 le chiffre d'affaires net, par rapport à la même période de l'exercice précédent, est en progression de 7,4%.

CA net	2006	2005	variation
Trim 1	4 338 460 €	4 039 146 €	7,41%

Une augmentation des prix de vente de 3% sera applicable à compter du 1^{er} mai.

12.2 TENDANCES ET PERSPECTIVES DE LA SOCIETE

La Société n'a pas connaissance de tendance connue ou d'événements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement et de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2006.

13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

13.1. PREVISIONS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2006

13.1.1. Bilan prévisionnel 2006

Capital souscrit non appelé (0)			
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement	500 000	100 000	400 000
Frais de recherche & de développement	0	0	0
Concessions, brevets & droits similaires	0	0	0
Fonds commercial	305 050	228 826	76 225
Autres immobilisations incorporelles	73 030	73 030	0
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles	0	0	0
			0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	154 036	1 739	152 297
Constructions	2 174 119	1 866 811	307 308
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 996 668	2 269 905	1 726 763
Autres immobilisations corporelles	50 291	43 769	6 522
Immobilisations en cours	0	0	0
Avances & acomptes	53 550	0	53 550
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0
Autres participations	142 509	70 294	72 214
Créances rattachées à des participations	849,8	0	849,8
Autres titres immobilisés	0	0	0
Prêts	230 937	0	230 937
Autres immobilisations financières	295 798	0	295 798
TOTAL (I)	7 976 838	4 654 375	3 322 463
<u>ACTIF CIRCULANT</u>			
STOCKS			
Matières premières, approvisionnements	791 363	0	791 363
En-cours de production de biens	358 235	0	358 235
En-cours de production de services	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	2 864 340	47 310	2 817 030
Marchandises	324 814	0	324 814

Avances & acomptes versés sur commandes	0	0	0
CREANCES			
Clients et comptes rattachés	1 285 202	514 595	770 607
Autres créances	63 797	0	63 797
Capital souscrit & appelé, non versé	0	0	0
DIVERS			
Valeurs mobilières de placement	61300	13690	47610
Disponibilités	10 042 164		10 042 164
Charges constatées d'avance	159 781		159 781
TOTAL (II)	15 950 996	575 595	15 375 401
			0
COMPTES DE REGULARISATION			0
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0		0
Primes de remboursement des obligations (IV)			0
Ecart de conversion actif (V)	0		0
			0
TOTAL GENERAL (0 à V)	23 927 834	5 229 970	18 697 863

Passif	2 006 (p)
CAPITAUX PROPRES	
Capital social	2 142 860
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 642 857
Ecart de réévaluation	0
Réserve légale	214 286
Réserves statutaires ou contractuelles	0
Réserves réglementées	0
Autres réserves	0
Report à nouveau	1 989 348
Résultat de l'exercice	2 055 128
Subventions d'investissement	6 802
Provisions réglementées	
TOTAL (I)	16 051 280
AUTRES FONDS PROPRES	
Produits des émissions de titres participatifs	0
Avances conditionnées	0
TOTAL (II)	0

<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>	
Provisions pour risques	18 806
Provisions pour charges	0
TOTAL (III)	18 806
<u>DETTES</u>	
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts & dettes financières divers	2 023
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	6 498
Dettes fiscales & sociales	900 000
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	1 493 094
Autres dettes	0
Produits constatés d'avance	226 162
TOTAL (IV)	0
Ecarts de conversion passif (V)	2 627 776
TOTAL GENERAL (I à V)	18 697 863

13.1.6. Comptes de résultats prévisionnels au 31 décembre 2006

Ventes	17 608 419
Ventes internes	
Production stockée	- 198 954
Sous-total : production	17 409 465
Autres produits	
Total produits d'exploitation	17 409 465
Achats internes	-
Achats de marchandises	817 495
Variation stock de marchandises	- 160 735
Achats de matières premières	5 441 271
Variation stock matières premières	- 236 579
Sous-total achats, approv. matières	5 861 452
Marge brute	11 548 013
%	66,33%

Autres achats et charges externes	3 738 514
Impôts et taxes	401 955
Salaires et charges	4 965 024
Dotations aux amortissements	197 397
Dotations aux provisions	9 246
Autres charges	29 583
Sous-total autres charges	9 341 720
Résultat d'exploitation	2 206 293
Produits financiers	441 000
Charges financières	110 000
Résultat financier	331 000
Résultat courant	2 537 293
Résultat exceptionnel	
Résultat net avant impôts	2 537 293
Impôt sur les sociétés	482 165
Résultat net	2 055 128

13.4. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL AU 31 DECEMBRE 2006

Tableau de financement	31.12.2006 (p)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde d'ouverture	1 241 300
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles	1 485 800
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissements	- 1 000 000
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement	8 472 888
Trésorerie et équivalents de trésorerie, solde de clôture	10 199 988

13.5. ANNEXES AUX COMPTES PREVISIONNELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2006

Compte de résultat

La croissance de chiffres d'affaires est estimée à 10% ce qui correspond à une variation légèrement plus importante que celle enregistré en 2005 par rapport à 2004. Nous justifions ce niveau de croissance par le lancement d'une nouvelle gamme de produits sol et par une croissance significative de nos ventes à l'export. Nous tablons sur un quasi maintien de notre niveau de marge brute, aucun fournisseur ne nous ayant annoncé de hausse de tarif.

Nous ne prévoyons pas d'évolution significative de la masse salariale. Nous intégrons des amortissements correspondant au programme d'investissements détaillé dans la présente note.

Nous intégrons un résultat financier en forte hausse. L'hypothèse retenue pour atteindre ce résultat est un rendement de 2,6% /an.

Bilan

Le bilan tient compte du compte de résultat prévisionnel 2006 (impact sur les immobilisations, les stocks, les disponibilités, le résultat, les provisions et les dettes). Il prend l'objectif de levée de fonds de 10 M€ (impact sur le capital social, les primes, les disponibilités) ainsi que les frais d'établissements correspondants. Il prend également en compte une distribution de dividende (opérée en 2006 sur le résultat de 2005) à hauteur de 35%.

Compléments d'information relatifs aux comptes estimés et prévisionnels :

Dettes fournisseurs : La société Ober a l'intention de payer un maximum de fournisseurs comptant moyennant escompte, cela explique la diminution de ce poste. Cette politique de règlement sera évidemment facilitée par l'IPO.

Les délais moyens de règlement des fournisseurs sont les suivants :

A fin 2002 :	82
A fin 2003 :	57
A fin 2004 :	59
A fin 2005 :	52
A fin 2006 (p) :	30

13.6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES PREVISIONNELS

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,

En notre qualité de commissaire aux comptes et en application du règlement (CE) N°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat de la société OBER incluses dans la partie 13 de son document de base daté du 26 avril 2006.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques de la société OBER. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

Les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
la base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société OBER.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'offre au public en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lequel le prospectus visé par l'AMF serait notifié et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Neuilly sur Seine, le 26 avril 2006

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés
Alain PENANGUER

14. ORGANES DE DIRECTION

14.1 DIRIGEANTS ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

14.1.1 Informations générales relatives aux dirigeants et membres du Conseil d'administration

	Fonction	Date de nomination	Date fin de mandat
Frédéric Doulcet	Président	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
Etienne de La Thébeaudière	Directeur Général Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
Jean Ducroquet	Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
Electricité et Eaux de Madagascar (EEM)	Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
Institut Lorrain de Participations (ILP)	Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
OBER Participations	Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010
Gilles Vedel	Administrateur	14 novembre 2005	Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2010

- L'ensemble de ces personnes a pour adresse professionnelle le siège social de la Société.
- L'expertise et l'expérience en matière de gestion de ces personnes résultent des différentes fonctions salariées et/ou de direction qu'elles ont précédemment exercées et/ou qu'elles continuent à exercer au sein d'autres sociétés ou organismes divers.
- Il n'existe entre les personnes listées ci-dessus aucun lien familial.
- Aucune de ces personnes, au cours des 5 dernières années,
 - i. n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
 - ii. n'a été associée en sa qualité de dirigeant ou membre du Conseil de Surveillance à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
 - iii. n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ; ni
 - iv. n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

14.1.2. Autres mandats exercés par les membres du Conseil d'administration

A l'intérieur du groupe :

	Nature du mandat exercé à tout moment au cours des 5 dernières années	Sociétés
Etienne de La Thébeaudière	Co Gérant	SARL IMMOBER
Etienne de La Thébeaudière	Président du CA	OBER NV

A l'extérieur du groupe :

Nature du mandat exercé à tout moment au cours des 5 dernières années		Sociétés
Etienne de La Thébeaudière	Gérant	SARL VDM
Etienne de La Thébeaudière	Président	SAS OBER PARTICITIONS
Etienne de La Thébeaudière	Président	SAS OBER FINANCES
Frédéric Doulcet	Président Directeur Général	SA VERNEUIL PARTICIPATIONS
Frédéric Doulcet	Président	SA LA TETE DANS LES NUAGES
Frédéric Doulcet	Président	SAS SAIRO
Frédéric Doulcet	Directeur Général Délégué	EEM
Frédéric Doulcet	Administrateur	SA DUC
Frédéric Doulcet	Gérant	SARL VERNEUIL FINANCE
Frédéric Doulcet	Gérant	SARL FDCP
Frédéric Doulcet	Co Gérant	SNC VERNEUIL ET ASSOCIES
Frédéric Doulcet	Administrateur	GRUPE GASCOGNE
Frédéric Doulcet	Rep perm de Verneuil Fi Gér	SC Marbeau
Jean Ducroquet	Administrateur	EEM

A noter que les mandats détenus par Monsieur Frédéric Doulcet sont compatibles avec les textes législatifs relatifs aux cumuls des sièges.

Le nombre de mandats d'administrateur de Monsieur Doulcet dans des SA est de six (Verneuil participations, Duc, la Tête dans les nuages, EEM, Groupe Gascogne, OBER). Pour autant, les mandats exercés dans Verneuil Participations, Duc et la Tête dans les nuages ne sont comptabilisés que pour un mandat, les sociétés Duc et la Tête dans les nuages étant contrôlées, au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce par la société Verneuil Participations. Monsieur Doulcet n'exerce donc que quatre mandats au sens des articles L225-21 et L 225-94 du Code de Commerce.

Il en va de même pour les autres administrateurs.

14.1.3 Biographies des dirigeants

Frédéric Doulcet, Président du Conseil d'Administration

Frédéric Doulcet, 48 ans, est Président de la société OBER et Directeur Général Délégué de la société EEM. Frédéric Doulcet a notamment réorganisé puis vendu les sociétés Sir à Lyon (tubes aciers et hydrauliques) et le Cerf et Bachelet à Bobigny (tubes aciers). Il est aujourd'hui Président des sociétés SAIRO, Verneuil Participations, la Tête dans les nuages, et gérant de la société FDCP.

Etienne de la Thébeaudière, Directeur Général

Etienne de la Thébeaudière est âgé de 33 ans. Il est à la direction générale de l'entreprise depuis 2003. Titulaire d'un DEA de stratégie de l'entreprise (1997, ESC Paris-Panthéon Assas) et d'une maîtrise de droit privé (1996, Université Panthéon Assas), il a mené tout son cursus professionnel dans la gestion d'entreprises privées.

Clément Lescanne, Responsable Commercial et marketing – Administrateur

Clément Lescanne est âgé de 35 ans. Diplômé de l'Institut Commercial de Nancy (1994, DESS Marketing) et de l'Ecole Internationale de Management de Weller (1993), il s'est spécialisé dans le négoce avant d'être Directeur Commercial et marketing France de Zelles Fenêtre PVC (Groupe St Gobain).

Gilles Vedel, Responsable de production – Administrateur

Gilles Vedel est âgé de 34 ans. Ingénieur de l'Ecole Supérieure du Bois, il maîtrise parfaitement l'ensemble des procédures de production. Il a commencé sa carrière en 1996 au sein de la société Tribois SA (République de Côte d'Ivoire).

14.2 CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Il existe un pacte d'actionnaires entre les sociétés OBER Participations, OBER Finances, EEM et LILP³.

Il n'existe aucun conflit potentiel au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.

³ A ce titre, se reporter à la section 18.6 du présent document de présentation

15. REMUNERATION ET AVANTAGES

15.1 REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRIGEANTS

Au titre de l'exercice de clos le 31 décembre 2004, Monsieur Frédéric Doulcet, qui était Président de la SASU n'a bénéficié d'aucune rémunération ni avantage en nature.

Messieurs Ducroquet, Lescanne, de Montalembert et Voinot n'avait aucun lien en 2004 avec la société. Messieurs de La Thébeaudière et Vedel était salariés non dirigeants de la SAS OBER.

Les rémunérations brutes avant impôt des mandataires sociaux de la société OBER au titre de l'année 2005 :

Frédéric Doulcet	:	0 €
Etienne de La Thébeaudière	:	110 570 € (dont variable 13 156 €)
Clément Lescanne (représentant d'OBER Participations)	:	62 464 € (dont variable 8 134 €)
Gilles Vedel	:	67 214 € (dont variable 8 457 €)
Jean Ducroquet	:	0 €
Bruno de Montalembert	:	0 €

Aucun jeton de présence n'a été versé, ni en 2004, ni en 2005.

Aucune commission de gestion n'a été versée, ni en 2004, ni en 2005.

Aucune prime de départ, ni aucun régime de retraite complémentaire n'est prévu au profit des membres du Conseil d'Administration et dirigeants de la Société.

Aucune d'option d'achat ou de souscription n'a été accordée aux membres du Conseil d'Administration et dirigeants de la Société

15.2 SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRIGEANTS

Aucune provision n'a été constituée à ce titre.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. DIRECTION DE LA SOCIETE

16.1.1. Cumul des fonctions de Directeur Général et de Président du Conseil d'Administration

Ce cumul n'intervient pas.

16.1.2. Contrats entre les membres du Conseil d'administration et la Société

Il n'existe aucun contrat de service conclu entre la Société et l'un de ses membres du Conseil d'Administration ou dirigeants à la date du présent Document de Base.

Le contrat de travail de Monsieur de La Thébeaudière a été suspendu le jour de sa nomination comme Directeur Général.

Messieurs Clément Lescanne et Gilles Vedel sont salariés par la société.

16.2 COMITES D'AUDIT ET DE REMUNERATION

La Société n'envisage pas, pour le moment, de mettre en place de Comité de rémunération ou d'audit. Elle estime en effet que la taille de sa structure ne requiert pas, pour le moment, la mise en place de tels comités.

Le Conseil d'Administration de la société examinera au cours de l'exercice 2006 l'opportunité de mettre en place un Comité d'Audit.

16.3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La société n'a pas d'administrateur indépendant. Le Conseil d'Administration de la société examinera au cours de l'exercice 2006 l'opportunité de mettre en place un Comité d'Audit.

17. SALARIES

17.1. NOMBRE DE SALARIES

La société compte 131 salariés. Douze salariés exercent leur fonction à l'extérieur de la société.

17.2. AGE MOYEN

Au 31 décembre 2005, l'âge moyen est de 43 ans.

17.3. POLITIQUE DE FORMATION

En 2005, la société OBER a dépensé 1,6 % de la masse salariale en formation. Elle assure de nombreuses formations en interne. Toutes les catégories de salariés sont concernées.

17.4. INTERESSEMENT ET PARTICIPATION

Un accord d'intéressement est en vigueur dans l'entreprise.

17.5. OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS

Néant.

17.6. REPARTITION DE L'EFFECTIF PAR SEXE

Années	31 Déc. 2005	31 Déc. 2004	31 Déc. 2003
Hommes	59%	59 %	60 %
Femmes	41%	41 %	40 %
Total	100%	100%	100%

17.7. REPARTITION DE L'EFFECTIF PAR STATUT

Années	31 Déc. 2005	31 Déc. 2004	31 Déc. 2003
Cadres et assimilés	32	29	32
Employés et ouvriers	99	106	102
Total	131	135	134

17.8. REPARTITION DE L'EFFECTIF PAR SERVICE

Années	31 Déc. 2005	31 Déc. 2004	31 Déc. 2003
Direction	0	1	1
Ventes	13	13	13
Administration & Comptabilité	30	31	30
Production	88	90	90
Total	131	135	134

17.9. REPARTITION DE L'EFFECTIF PAR NATURE DE CONTRAT

Années	31 Déc. 2005	31 Déc. 2004	31 Déc. 2003
Contrat à durée déterminée	0	0	0
Contrat à durée indéterminée	131	135	134
Total	131	135	134

17.10 HOMMES CLES

OBER estime que la motivation de ses équipes, fédérées autour d'un management complémentaire et très expérimenté, constitue un atout important

OBER a pris la décision d'associer les « cadres clefs » au capital d'OBER Participations.

Une Assurance homme clef, souscrite par société, couvre cette dernière en cas de décès ou d'accident de Messieurs de La Thébeaudière, Lescanne et Vedel.

17.11 PARTICIPATION ET STOCK OPTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRIGEANTS

Aucun membre du Conseil d'Administration ni dirigeant ne bénéficie, à la date du présent Document de Base, d'options de souscription ou d'achat d'actions.

17.12 PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE

Aucun salarié de la Société ne bénéficie d'options de souscription ou d'achat d'actions et/ou de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. ACTIONNARIAT AVANT INSCRIPTION

Actionnaires	AVANT INSCRIPTION			
	ACTIONS	%	DROITS DE VOTE	%
OBER Finances	1 053 825	99,9 %	1 053 825	99,9%
Institut Lorrain de Participation	25	NS	25	NS
Electricité et Eaux de Madagascar	25	NS	25	NS
OBER Participation	25	NS	25	NS
Frédéric Doulcet	25	NS	25	NS
Etienne de La Thébeaudière	25	NS	25	NS
Jean Ducroquet	25	NS	25	NS
Gilles Vedel	25	NS	25	NS
TOTAL	1 054 000	100 %	1 054 000	100 %

18.2. ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

OBER Finances, détenant respectivement 99,9% et 99,9% du capital social de la Société à la date du présent Document de Base, n'est pas représenté à son Conseil d'Administration.

Cependant, les actionnaires de la société Ober Finances sont tous représentés au Conseil d'administration de la société Ober.

18.3. DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Aux termes de l'article 26 des statuts de la Société, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

18.4. CONTROLE DE LA SOCIETE

A la date du présent Document de Base, OBER Finances contrôle le capital et les droits de vote de la société à hauteur de 99,9 %.

A l'issue de l'admission aux négociations des actions de la Société sur Alternext, OBER Finances continuera à être l'actionnaire de référence de la Société.

La Société n'a pas mis en place des mesures en vue d'assurer que ce contrôle ne sera pas exercé de manière abusive.

18.5. ACCORDS POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord en place dont la mise en oeuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

18.6. CONFLITS D'INTERETS, CONDITIONS DE NOMINATION, CESSIBILITE DES PARTS

Un pacte d'actionnaire existe entre les sociétés OBER Participations, OBER Finances, EEM et LILP.

Ce pacte a été signé le 16 décembre 2004. Le pacte a pris effet à compter de cette date et restera en vigueur aussi longtemps que l'ILP sera propriétaire de titres émis par OBER Finances, sans toutefois excéder une durée de 20 ans expirant le 31 décembre 2024.

Il est précisé que ce pacte prendra fin de façon anticipée dès le premier jour de cotation par introduction en bourse de la société OBER Finances et/ou de ses filiales.

Ce pacte ne contient pas de clause prévoyant une répartition des pouvoirs, la remonté de flux financiers. Toutefois, il est mentionnée dans ce pacte que le groupe dirigeant (OBER Participations) s'engage, en cas de création de comités spécialisés, à offrir à l'ILP un poste de membre desdits comités. L'ILP bénéficie en outre d'un droit de retrait dans les conditions ci après en cas de survenance de l'un des évènements suivants :

- A. Réduction immédiate ou à terme de la participation de Monsieur Etienne de la Thébeaudière dans le capital de la société OBER participations ou de ses droits de vote dans les assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires à un niveau inférieur à 50 %.
- B. Réduction immédiate ou à terme de la participation de la société OBER Finance dans le capital de la société OBER ou de ses droits de vote dans les assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires à un niveau inférieur à 90 %.
- C. Réalisation de toute opération ayant pour effet de réduire immédiatement ou à terme la participation du groupe dirigeant dans le capital de la Société ou ses droits de vote dans les assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires à un niveau inférieur à 40 %,
- D. Non-respect par le groupe dirigeant d'une ou plusieurs obligations substantielles du Pacte,
- E. Réalisation d'une opération soumise à son droit de consultation préalable prévu à l'article 5 ci-dessus pour laquelle l'ILP a notifié un avis défavorable,
- F. Réalisation d'une augmentation de capital de la Société, immédiate ou différée, sans que l'ILP ait été mis en mesure, conformément aux stipulations de l'article 10 ci-dessous, de souscrire à des titres lui permettant de conserver sa quote-part du capital de la Société.

L'ILP pourra en cas de survenance de l'un de ces évènements et dans le délai de quinze jours suivant la connaissance par l'ILP de cet événement, notifier au groupe dirigeant sa décision d'exercer son droit de retrait.

A défaut de notification dans ce délai, l'ILP ne pourra plus exercer son droit de retrait au titre de l'événement considéré.

Ce droit de retrait ne peut être exercé que pour la totalité des titres détenus par l'ILP.

Le groupe dirigeant s'engage, en cas d'exercice du droit de retrait, à acheter ou à faire acheter à l'ILP, qui accepte cette promesse en tant que telle sans s'obliger à vendre, la totalité des titres que ce dernier détient dans la Société.

Le prix de rachat des titres de l'ILP sera déterminé comme suit :

La base de prix (V) pour 100 % des actions de la société OBER FINANCE, sera de 85% de la valeur la plus élevée (V1) ou (V2) ou (V3) issue des trois méthodes de calcul suivantes :

$$V1 = \frac{RN \text{ consolidé de l'année } n + RN \text{ consolidé de l'année } n-1}{2} * 7$$

$$V2 = \frac{CAF \text{ de l'année } n + CAF \text{ de l'année } n-1}{2} * 4$$

$$V3 = SN - VNCP + VRP$$

Il n'existe aucun autre accord conclu avec des clients, des fournisseurs ou autre visant à la sélection d'un organe d'administration.

Il n'existe pas de restriction acceptée par les personnes exerçant une fonction d'organe d'administration ou de direction concernant la cession, dans un certain laps de temps de leur participation dans le capital social d'OBER.»

19. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Se reporter aux rapports spéciaux des Commissaires aux comptes, reproduits aux sections 20.3.1, 20.3.2. et 20.3.3 du présent Document de Base.

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE LA SOCIETE

20.1 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES

La société dispose de participations dans un cadre marginal (cf. section 25).

20.1.1 Comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005

A. Bilan

ACTIF	Brut	Amortissements Provisions	Net 2 005	Net 2 004
Capital souscrit non appelé				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			0	0
Frais de recherche & de développement				0
Concessions, brevets & droits similaires				0
Fonds commercial	305 050	228 826	76 225	76 225
Autres immobilisations incorporelles	171 611	73 030	98 581	0
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			0	0
			0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0	0
Terrains	154 036	1 739	152 297	152 297
Constructions	2 114 883	1 798 879	316 004	290 678
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 698 162	2 163 234	534 928	352 634
Autres immobilisations corporelles	45 121	32 905	12 216	9 284
Immobilisations en cours	0		0	24 800
Avances & acomptes	0		0	3 042
				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0	0
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence			0	0
Autres participations	142 509	70 294	72 214	72 214
Créances rattachées à des participations	1 300	0	1 300	0
Autres titres immobilisés			0	0
Prêts	243 716		243 716	230 937
Autres immobilisations financières	295 798	0	295 798	335 778
TOTAL (I)	6 172 185	4 368 907	1 803 278	1 547 888
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	758 121	0	758 121	734 867
En-cours de production de biens	388 737	0	388 737	323 776
En-cours de production de services				0
Produits intermédiaires et finis	2 805 748	47 310	2 758 437	2 739 704
Marchandises	270 834	0	270 834	259 730
			0	0
Avances & acomptes versés sur commandes	16 063		16 063	2 280

			0	0
CREANCES			0	0
Clients et comptes rattachés	1 155 402	559 404	595 999	641 867
Autres créances	206 654	0	206 654	75 443
Capital souscrit & appelé, non versé			0	0
DIVERS			0	0
Valeurs mobilières de placement	61 300	13 690	47 610	0
Disponibilités	1 180 000		1 180 000	689 562
Charges constatées d'avance	30 256		30 256	61 752
TOTAL (II)	6 873 114	620 404	6 252 710	5 528 981
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0		0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)			0	0
Ecarts de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (0 à V)	13 045 300	4 989 311	8 055 988	7 076 869

	2 005	2 004
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital social	1 507 220	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	342 058	350 000
Ecarts de réévaluation		0
Réserve légale	150 722	150 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées		0
Autres réserves		0
Report à nouveau	990 420	0
Résultat de l'exercice	1 548 927	990 420
Subventions d'investissement	6 121	6 802
Provisions réglementées		0
TOTAL (I)	4 545 469	2 997 222
<u>AUTRES FONDS PROPRES</u>		
Produits des émissions de titres participatifs		0
Avances conditionnées		0
TOTAL (II)		
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
Provisions pour risques	0	10 000
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	0	10 000

<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires convertibles		0
Autres emprunts obligataires		0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	0	409
Emprunts & dettes financières divers	477 112	1 162 685
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	1 836	8 248
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 598 429	1 579 727
Dettes fiscales & sociales	1 234 884	1 086 890
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	0	3 920
Autres dettes	198 258	227 768
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL (IV)	3 510 519	4 069 647
Ecart de conversion passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL (I à V)	8 055 988	7 076 869
PASSIF	2 005	2 004
<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Capital social	1 507 220	1 500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	342 058	350 000
Ecart de réévaluation		0
Réserve légale	150 722	150 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées		0
Autres réserves		0
Report à nouveau	990 420	0
Résultat de l'exercice	1 548 927	990 420
Subventions d'investissement	6 121	6 802
Provisions réglementées		0
TOTAL (I)	4 545 469	2 997 222
<u>AUTRES FONDS PROPRES</u>		
Produits des émissions de titres participatifs		0
Avances conditionnées		0
TOTAL (II)		
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>		
Provisions pour risques	0	10 000
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	0	10 000
<u>DETTES</u>		
Emprunts obligataires convertibles		0
Autres emprunts obligataires		0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	0	409
Emprunts & dettes financières divers	477 112	1 162 685

Avances & acomptes reçus sur commandes en cours		1 836	8 248
Dettes fournisseurs & comptes rattachés		1 598 429	1 579 727
Dettes fiscales & sociales		1 234 884	1 086 890
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés		0	3 920
Autres dettes		198 258	227 768
Produits constatés d'avance		0	0
	TOTAL (IV)	3 510 519	4 069 647
Ecarts de conversion passif	(V)	0	0
	TOTAL GENERAL (I à V)	8 055 988	7 076 869

B. Compte de Résultat

	2 005	2 004
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>	-	
Ventes de marchandises	1 101 365	884 546
Production vendue : biens	15 234 157	13 851 442
Production vendue : services	211 184	287 933
<u>Chiffre d'affaires Net</u>	<u>16 546 707</u>	<u>15 023 922</u>
Production stockée	-38 904	-139 706
Production immobilisée	0	18 671
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements & provisions, transferts de charges	351 921	545 465
Autres produits	18 915	276 473
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	16 878 639	15 724 825
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>	-	
Achats de marchandises	1 096 053	605 058
Variation de stocks (marchandises)	-76 215	-25 812
Achats de matières premières et autres approvisionnements	5 134 858	4 645 561
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	-80 739	-5 943
Autres achats et charges externes	3 682 853	3 374 905
Impôts taxes et versements assimilés	405 917	405 694
Salaires et traitements	3 763 309	3 521 267
Charges sociales	1 447 909	1 409 852
Dotations aux amortissements	114 720	248 269
Dotations aux provisions (sur immobilisations)		
Dotations aux provisions (sur actif circulant)	54 708	29 944
Dotations aux provisions (pour risques & charges)	0	10 000
Autres charges	37 634	433 319
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	15 581 007	14 652 115
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 297 632	1 072 710
<u>OPERATIONS EN COMMUN</u>	-	
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)	

Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>	-	
Produits financiers des participations	0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	81 335	21 618
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Différences positives de change	23 544	15 751
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	104 880	37 369
<u>CHARGES FINANCIERES</u>	-	
Dotations financières aux amortissements & provisions	1 525	3 200
Intérêts et charges assimilées	183 581	184 052
Différences négatives de change	0	700
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	185 106	187 952
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-80 226	-150 584
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 217 406	922 126
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	-	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	371 199	72 493
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 429	27 500
Reprises sur provisions & transferts de charges	0	59 772
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	374 628	159 766
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	-	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	44 563	65 472
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	37 433	7 250
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	81 996	72 722
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	292 632	87 044
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-38 889	18 750
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	17 358 147	15 921 959
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	15 809 220	14 931 539
5 - BENEFICE OU PERTE (Produits - charges)	1 548 927	990 420

C. Annexes aux comptes clos le 31 décembre 2005

I FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

PEFC

A la suite de l'audit de février 2005, Ober a obtenu la certification PEFC certification qui consacre l'engagement d'Ober dans la gestion durable.

PROCES ATOS

Nous avons régularisé un protocole d'accord avec la société ATOS Origin. Le montant de l'indemnisation versée à OBER a été de 330 K€.

ALTERNEXT

Nous avons décidé d'engager les démarches pour introduire la société OBER sur ce nouveau segment de marché. Un projet de document de base a été déposé auprès de l'AMF en décembre. Son examen est en cours. Nous tablons sur une première cotation d'Ober courant avril 2006.

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la société applique le nouveau règlement CRC n° 2002-10 et 2004-06 sur les actifs. Ces changements de méthode n'ont pas eu d'incidence sur les capitaux propres à l'ouverture.

Le changement de méthode résultant de la première application du règlement du CRC n° 2002-10 a été traité de manière prospective.

2.2 Immobilisations incorporelles

- Fonds de commerce

Le fonds de commerce est inscrit dans les comptes pour 76 K€. Ce montant est jugé faible au regard de la valeur intrinsèque représentative des marques régulièrement déposées et renouvelées.

A titre indicatif, le montant de 76 K€ est justifié dans le procès verbal du conseil de surveillance du 22 septembre 1999 de la société OBER dans lequel il est précisé que cette somme était "représentative des marques acquises lors de la création de la société" en 1991 (reprise des fonds de commerce de cinq filiales d'Ober à la barre du Tribunal de Verdun). La valeur brute de ce fonds de commerce d'un montant de 305 K€ a été ramenée (par prudence) entre 1992 et 1995 à un montant net de 76 K€.

2.3 Immobilisations corporelles

Application des nouvelles normes comptables :

Comptabilisation des immobilisations par composantes :

Selon les règles définies par le règlement du CRC n° 2002-10, les actifs immobilisés doivent être décomposés en éléments séparés ayant des durées d'utilisation distinctes.

Ainsi, les immobilisations corporelles ont été décomposées en fonction de la durée d'utilisation de leurs principaux éléments.

Durée d'amortissement des immobilisations corporelles :

Dans le cadre de l'application du règlement du CRC n° 2002-10, notre société a été amenée à réviser son plan d'amortissement comptable.

Cette révision a consisté à prendre en compte les durées d'utilité en lieu et place des durées d'usage. Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries:	15
Compresseurs :	10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse :	20
Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La révision du plan d'amortissement a eu un impact positif de 109 273,64 euros sur le résultat de l'exercice.

La valeur brute des immobilisations correspond à leur valeur d'achat. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

2.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'utilité. La plus faible des deux valeurs est retenues au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

Au cours de l'exercice écoulé nous avons procédé au reclassement des actions Groupe Gascogne. La société OBER n'étant plus membre du Conseil de Surveillance de cette société, la conservation de ces titres n'est plus obligatoire. Ces titres sont désormais comptabilisés en valeurs mobilières de placement.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients sont comptabilisées à l'émission des factures. Ces dernières sont émises lors du transfert de propriété.

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard, ce qui explique l'importance de la dépréciation par rapport à la valeur brute des créances.

La décision de dépréciation est prise au cas par cas.

2.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les stocks de produits finis panneaux décoratifs et de parquets sont évalués au prix de revient. Les produits intermédiaires et finis sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient correspond au coût de fabrication. Ce coût est fixé annuellement. Il comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

III COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2005	31/12/2004
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	0 €	409 €
Emprunts et dettes financières divers*	477 112 €	1 162 685 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 600 265 €	1 587 975 €
Dettes fiscales et sociales	1 234 884 €	1 086 890 €

*Ce poste correspond au solde du compte courant existant entre OBER et OBER Finances.

3.2 Créances, produits à recevoir

Intérêts sur prêt	0 €	0 €
-------------------	-----	-----

3.3 Charges constatées d'avance

Locations et crédit-bail	30 256 €	47 553 €
Exposition	0 €	14 199 €

3.4 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Frais de salons et expositions	0 €	0€
--------------------------------	-----	----

3.5 Composition du capital social

Depuis la décision de l'Assemblée Générale en date du 14 novembre 2005, le Capital Social est de 1 507 220 € pour 1 054 000 actions. Chaque action a une valeur nominale de 1,43 euros.

3.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	France	Export	Total
Produits fabriqués	11 301	3 934	15 235
Négoce	971	130	1 101
Prestation de services	127	84	211
Total de l'exercice (12 mois)	12 399	4 148	16 547

3.7 Principales composantes des transferts de charges (en K€):

Aide 35 heures :	180
------------------	-----

Refacturation de frais de commercialisation :	60
Reclassement de charges en charges exceptionnelles	43
Remboursement de frais déplacement	26
Divers :	43

3.8 Effectif au 31.12.2005

Cadres	30
Agents de maîtrise	5
Employés	20
Ouvriers	76
Total	131

3.9 Immobilisations (en K€)

	01/01/05	Acquisitions	Cessions	31/12/05
Incorporelles	378	99		477
Corporelles	5 045	365	398	5 012
Financières	749	14	80	683
Total	6 172	478	478	6 172

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles correspondent aux frais engagés dans le cadre du projet d'introduction en bourse.

3.10 Amortissements (en K€)

	01/01/05	Dotations	Reprises	31/12/05
Immobilisations incorporelles	302	0		302
Immobilisations corporelles	4 240	115	358	3 997
Total	4 542	115	358	4 305

3.11 Provisions (en K€)

	01/01/05	Dotations	Reprises	31/12/05
Provisions d'exploitation	516	55	11	560
Provisions financières	82	2	0	84
Provisions exceptionnelles	47			47
Total	645	57	11	691

3.12 Principales composantes du résultat exceptionnel (valeur nette):

	Produits	Charges
Cession d'immobilisations	2 749 €	
CCI 55 Remboursement Prêt 1984	30 947 €	
Indemnités Protocole ATOS (SAP)	330 000 €	43 063 €

Maintien Salaires (Plan Licenciement 2003)	0 €	1 500 €
Rentrées sur créances sorties	10 252 €	
Valeur comptable d'immobilisations cédées	0 €	37 433 €
Quote-part Subvention Aménagement Poste	680 €	
Total	374 628 €	81 996 €

3.13 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
OBER nv (au 31.12.2004)	90,4 %	+ 43 K€	- 144 K€
IMMOBER	99,9%	+ 18 K€	- 8 K€

3.14 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
1.1.1 Immobilisations financières	613	293	320
Actif circulant	6 253	6 253	
Total	6 866	6 546	320

3.15 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 an
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	0	0	0	0
<i>Emprunts et dettes financières divers</i>	10	0	10	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 600	1 600	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 235	1 235	0	0
Dettes sur immobilisations	0	0	0	0
Groupe et associés	468	468	0	0
Autres dettes	198	198	0	0
1.1.2 Total	3 511	3 501	10	0

3.16 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées
Clients et comptes rattachés	832 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 309 €
Chiffre d'affaires	2 430 €
Achat de matières premières	35 729 €

IV SITUATION FISCALE

La société OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun. La société bénéficiant d'un report fiscal déficitaire, elle n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice écoulé. OBER bénéficie par ailleurs d'un crédit impôt recherche de 20 339 €.

V ENGAGEMENTS FINANCIERS

<u>5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles</u>	0 €
<u>5.2 Effets escomptés et non échus</u>	0 €
<u>5.3 Montants restants dus par les clients à la société Factorem</u>	3 394 559 €
<u>5.4 Crédit Bail</u>	
Valeur hors taxes du matériel acquis en 2005	0 €
Valeur hors taxes totale du matériel acquis en crédit bail	1 578 652 €
Calcul de l'amortissement pour l'exercice (12 Mois)	122 258 €
Valeur cumulée des amortissements calculés	1 014 579 €
Valeur nette cumulée au 31/12/2005	564 073 €
Redevances de crédit bail réglées en 2005	0 €
Total des redevances réglées au 31/12/2005	1 729 564 €

Redevances de crédit bail restant à régler

A moins d'un an	0 €
A plus d'un an et moins de 5 ans	0 €
Total restant à régler	0 €

5.5 Indemnités de départ en retraite 148 451 €

Ce montant est calculé (hors incidence de charges sociales éventuelles) sur la base d'un départ en retraite à 60 ans. Le calcul tient compte de l'âge, de la rotation et de l'ancienneté des effectifs.

VI VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Variation des Fonds propres	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005
Position à l'ouverture de l'exercice	8 676 938 €	6 630 429 €	3 158 113 €	2 997 222 €
Résultat net de la période	- 2 027 197 €	- 3 311 474 €	990 420 €	1 548 927 €
Augmentation de capital	3 357 200 €	- €	- 2 500 000 €	7 220 €
VARIATION RESERVES & PRIMES	- 3 357 200 €	- €	- 4 712 917 €	- 7 220 €
Distribution de dividendes	- €	- €	- €	- €
VARIATION ANR			6 054 804 €	- €
VARIATION SUBVENTION INVEST	- 19 312 €	- 160 842 €	6 802 €	- 680 €
Position à la clôture de l'exercice	6 630 429 €	3 158 113 €	2 997 222 €	4 545 470 €

20.1.2 Comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004

A. Bilan

Actif (en euros)	Brut	Amortissements Provisions	Net 31/12/2 004	Net 31/12/2 003
Capital souscrit non appelé (0)				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			0	0
Frais de recherche & de développement				0
Concessions, brevets & droits similaires				0
Fonds commercial	305 050	228 826	76 225	76 225
Autres immobilisations incorporelles	73 030	73 030	0	0
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			0	0
			0	0

			0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0	0
Terrains	154 036	1 739	152 297	152 297
Constructions	2 078 869	1 788 191	290 678	367 852
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 768 723	2 416 089	352 634	396 245
Autres immobilisations corporelles	43 511	34 227	9 284	4 380
Immobilisations en cours	24 800		24 800	0
Avances & acomptes	3 042		3 042	0
				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0	0
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence			0	0
Autres participations	142 509	70 294	72 214	72 214
Créances rattachées à des participations	0	0	0	61 655
Autres titres immobilisés			0	0
Prêts	230 937		230 937	214 397
Autres immobilisations financières	347 943	12 165	335 778	310 596
TOTAL (I)	6 172 449	4 624 561	1 547 888	1 655 860
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	734 867	0	734 867	699 750
En-cours de production de biens	323 776	0	323 776	507 069
En-cours de production de services				0
Produits intermédiaires et finis	2 787 015	47 310	2 739 704	2 862 133
Marchandises	259 730	0	259 730	231 724
			0	0
Avances & acomptes versés sur commandes	2 280		2 280	27 256
			0	0
CREANCES			0	0
Clients et comptes rattachés	1 147 656	505 789	641 867	995 690
Autres créances	75 443	0	75 443	470 438
Capital souscrit & appelé, non versé			0	0
			0	0
DIVERS			0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	689 562		689 562	154 170
			0	0
Charges constatées d'avance	61 752		61 752	53 458
TOTAL (II)	6 082 080	553 099	5 528 981	6 001 687
<u>COMPTES DE REGULARISATION</u>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0		0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)			0	0
Ecart de conversion actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (0 à V)	12 254 529	5 177 660	7 076 869	7 657 547

Passif (en euros)	31/12/2004	31/12/2003
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	1 500 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	350 000	2 726 396
Ecart de réévaluation		0
Réserve légale	150 000	400 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	2 086 521
Réserves réglementées		0
Autres réserves		0
Report à nouveau	0	-2 743 330
		0
Résultat de l'exercice	990 420	-3 311 475
		0
Subventions d'investissement	6 802	0
Provisions réglementées		0
TOTAL (I)	2 997 222	3 158 113
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		0
Avances conditionnées		0
TOTAL (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	10 000	0
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	10 000	0
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		0
Autres emprunts obligataires		0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	409	984 221
Emprunts & dettes financières divers	1 162 685	213 875
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	8 248	730
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	1 579 727	1 868 099
Dettes fiscales & sociales	1 086 890	1 186 577
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	3 920	10 259
Autres dettes	227 768	231 813
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL (IV)	4 069 647	4 495 574
Ecart de conversion passif (V)	0	3 861
TOTAL GENERAL (I à V)	7 076 869	7 657 547

B. Compte de résultat

	31/12/2004	31/12/2003
PRODUITS D'EXPLOITATION	-	
Ventes de marchandises	884 546	1 652 782
Production vendue : biens	13 851 442	17 148 397
Production vendue : services	287 933	347 340
Chiffre d'affaires Net	15 023 922	19 148 519
Production stockée	-139 706	-3 360 771
Production immobilisée	18 671	0
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements & provisions, transferts de charges	545 465	6 531 535
Autres produits	276 473	313 603
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	15 724 825	22 632 886
CHARGES D'EXPLOITATION	-	
Achats de marchandises	605 058	612 225
Variation de stocks (marchandises)	-25 812	123 615
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 645 561	5 945 192
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	-5 943	660 829
Autres achats et charges externes	3 374 905	3 939 858
Impôts taxes et versements assimilés	405 694	410 285
Salaires et traitements	3 521 267	5 215 754
Charges sociales	1 409 852	1 683 597
Dotations aux amortissements	248 269	451 996
Dotations aux provisions (sur immobilisations)		
Dotations aux provisions (sur actif circulant)	29 944	633 718
Dotations aux provisions (pour risques & charges)	10 000	42 442
Autres charges	433 319	1 373 750
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	14 652 115	21 093 261
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 072 710	1 539 625
OPERATIONS EN COMMUN	-	
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS	-	
Produits financiers des participations	0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	21 618	7 021
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	1 343 515
Différences positives de change	15 751	25 410
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	37 369	1 375 946

<u>CHARGES FINANCIERES</u>	-	
Dotations financières aux amortissements & provisions	3 200	0
Intérêts et charges assimilées	184 052	1 665 354
Différences négatives de change	700	1 021
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	187 952	1 666 376
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-150 584	-290 430
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	922 126	1 249 196
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	-	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	72 493	30 503
Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 500	1 227 245
Reprises sur provisions & transferts de charges	59 772	0
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	159 766	1 257 748
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	-	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	65 472	5 208 297
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 250	591 371
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	72 722	5 799 668
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	87 044	-4 541 921
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	18 750	18 750
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	15 921 959	25 266 580
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	14 931 539	28 578 055
5 - BENEFICE OU PERTE (Produits - charges)	990 420	-3 311 475

C. Annexes aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004

(Information complémentaire : pour les faits majeures de l'exercice, se reporter au rapport d'activité 2004, cf section 20.1.2.A du présent document de base)

I PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983.

1.2 Depuis le 1er janvier 2002 la Société Industrielle OBER applique le règlement n°2000-06 sur les passifs adopté par le CRC. L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres à l'ouverture.

1.3 Le mode d'amortissement pour dépréciation des immobilisations est précisé dans le résumé des amortissements figurant dans la présente annexe : la dotation linéaire de l'exercice est considérée comme économiquement justifiée.

Les durées moyennes d'amortissement pour cet exercice sont les suivantes :

Eléments incorporels du plan de cession	5 ans
Constructions :	10 ans
Matériel et outillage, installations techniques et autres immobilisations, acquisitions des plans de cession :	5 ans
Investissements effectués depuis le 26/07/1991 :	10 ans

1.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'estimation. La plus faible des deux valeurs est retenues au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

1.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font, le cas échéant, en fonction du risque encouru, l'objet d'une provision pour dépréciation.

1.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les stocks de produits finis panneaux décoratifs et de parquets sont évalués au prix de revient.

II COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2004	31/12/2003
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	0 €	29 €
Emprunts et dettes financières divers	0 €	60 489 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	343 298 €	384 279 €
Dettes fiscales et sociales	570 910 €	649 670 €

2.2 Créances, produits à recevoir

Intérêts sur prêt	0 €	0 €
-------------------	-----	-----

2.3 Charges constatées d'avance

Locations et crédit-bail	47 553 €	53 458 €
--------------------------	----------	----------

Exposition	14 199 €	0 €
------------	----------	-----

2.4 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Frais de salons et expositions	0 €	0€
--------------------------------	-----	----

2.5 Composition du capital social

Depuis la décision de l'Assemblée Générale en date du 22 décembre 2004, le Capital Social est de 1 500 000 €, il n'est plus fait mention de la valeur nominale des actions. Chaque action a une valeur correspondant à 1/42 160ème du Capital Social.

2.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	France	Export	Total
Produits fabriqués	10 041	3 810	13 851
Négoce	820	65	885
Prestation de services	118	170	288
Total de l'exercice (12 mois)	10 979	4 045	15 024

2.7 Effectif au 31.12.2004

Cadres	25
Agents de maîtrise	7
Employés	21
Ouvriers	83
Total	136

2.8 Immobilisations (en K€)

	01/01/04	Acquisitions	Cessions	
31/12/04				
Incorporelles	442		64	378
Corporelles	5 444	140	538	5 045
Financières	738	73	62	749
Total	6 624	212	664	6 172

2.9 Amortissements (en K€)

	01/01/04	Dotations	Reprises	31/12/04
Immobilisations incorporelles	366	0	64	302
Immobilisations corporelles	4 523	248	531	4 240
Total	4 888	452	2 333	4 542

2.10 Provisions (en K€)

	01/01/04	Dotations	Reprises	31/12/04
Provisions d'exploitation	629	30	153	506

Provisions financières	79	3		82
Provisions exceptionnelles	107		60	47
Total	816	33		636

2.11 Les principales composantes du résultat exceptionnel de + 87 044 € s'analysent comme suit, en valeur nette :

	Produits	Charges
Cession d'immobilisations	27 500 €	
CCI 55 Remboursement Prêt 1983	28 859 €	
Plan de sauvegarde de l'emploi Rembst FNE	21 485 €	5 700 €
Reprises Provisions et solde comptes	59 772 €	59 772 €
Reprises Provisions Clients	22 150 €	
Valeur comptable d'immobilisations cédées		7 250 €
Total	159 766 €	72 722 €

2.12 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
OBER nv	90,4 %	12 653 KFB	-412 KFB
IMMOBER	99,9%	+ 26 K€	+ 47 K€

2.13 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	639	409	230
Actif circulant	6 001	6 001	
Total	6 640	6 410	230

2.14 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 an
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	0,4	0,4	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 580	1 580	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 087	1 087	0	0
Dettes sur immobilisations	4	4	0	0
Groupe et associés	1 163	1 163	0	0

Autres dettes	228	228	0	0
Total	4 062	4 062	0	0

2.15 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées
Clients et comptes rattachés	18 170 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0 €
Chiffre d'affaires	0 €
Achat de matières premières	52 944 €

III Situation fiscale

La société Industrielle OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

IV Engagements financiers

4.1 Dettes garanties par des sûretés réelles	0 €
4.2 Effets escomptés et non échus	0 €
4.3 Montants restants dus par les clients à la société Factorem	2 865 286 €
4.4 Crédit Bail	
Valeur hors taxes du matériel acquis en 2004	0 €
Valeur hors taxes totale du matériel acquis en crédit bail	1 578 652 €
Calcul de l'amortissement pour l'exercice	126 283 €
Valeur cumulée des amortissements calculés	881 323 €
Valeur nette cumulée au 31/12/2004	697 329 €
Redevances de crédit bail réglées en 2004	165 054 €
Total des redevances réglées au 31/12/2004	1 729 564 €
Redevances de crédit bail restant à régler	
A moins d'un an	0 €
A plus d'un an et moins de 5 ans	0 €
Total restant à régler	0 €
4.5 Indemnités de départ en retraite	156 385 €

Ce montant est calculé (hors incidence de charges sociales éventuelles) sur la base d'un départ en retraite à 60 ans. Le calcul tient compte de l'âge, de la rotation et de l'ancienneté des effectifs

D. Compléments d'information aux annexes des comptes sociaux clos au 31 décembre 2004

▪ Méthode de dépréciation des créances :

Les créances sont dépréciées (provisionnées) en fonction du retard pris dans le règlement et surtout en fonction de la cause de ce retard, ce qui explique l'importance de la dépréciation par rapport à la valeur brute des créances.

La décision est prise au cas par cas.

Le montant de 505 789 € au 31.12.2004 se décompose comme suit :

Européenne Agencement	22 026€
Dewes Ladenbau	2 949€
Worldwide Impex Corp.	12 302€
CICS	431 567€
Due Gi	0€
Wood System	7 000€
Judea	0€
Ind.Cirauqui	0€
Constituées en 2004	
Catana	6 996€
Delta Voiles	522€
Drumarkon	0€
Cevipe	22 426€

La plus grosse dotation correspond au solde dû par l'ancien agent Espagnol de la société (en RJ).

La diminution de ce poste est due à la fermeture de l'activité placages.

▪ Méthode de valorisation du poste « produits intermédiaires et finis » :

Les produits intermédiaires et finis sont valorisés au prix de revient. Le prix de revient unitaire est un prix correspondant au coût de fabrication. Ce prix est fixé annuellement. Il comprend les coûts matières et les coûts de transformation. Les coûts de transformation intègrent la main d'œuvre et les charges de l'usine.

Ce mode de valorisation fait l'objet de contrôles de cohérence réguliers. Il est systématiquement vérifié par les commissaires aux comptes.

▪ Niveau des stocks :

La société travaille principalement à la commande il y a donc peu de stock qui ne tournent pas. Les produits intermédiaires ou finis font l'objet d'un tri extrêmement sélectif, les produits non conformes sont systématiquement déclassés ou passés au rebus ce qui génère une charge et non pas une provision.

▪ Dépôt de la marque Oberflex auprès de l'INPI :

La marque Oberflex a été déposée par OBER auprès de l'INPI. Le dernier renouvellement date du 30 juin 2000, elle est donc protégée jusqu'au 30 juin 2010.

A titre indicatif, le montant de 76K€ est justifié dans le procès verbal du conseil de surveillance du 22 septembre 1999 de la société OBER dans lequel elle précise que cette somme était "représentative des marques acquises lors de la création de la société" en 1991 (reprise des fonds de commerce de cinq filiales d'Ober à la barre du Tribunal de Verdun). La valeur brute de ces fonds de commerce d'un montant de 305 K€ a été ramenée (par prudence) entre 1992 et 1995 à un montant net de 76 K€.

- Reclassement du fonds de commerce :

Le reclassement du fonds de commerce pour 76K€ inscrit à l'époque en dépôt et cautionnement a été réalisé en 1999 après délibération du Conseil de Surveillance du 22 septembre 1999, montant faible au regard de la valeur intrinsèque représentative des marques régulièrement déposées et renouvelées. Absence d'amortissement ou de dépréciation en conséquence.

- L'ensemble des immobilisations dédiées aux activités arrêtées a été totalement déprécié et cédé. Les écrites enregistrées ont été les suivantes:

Valeur brute des immobilisations :	2 923 964 €
Réintégration des amortissements :	2 332 593 €
Valeur nette comptable des actifs cédés :	591 371 €
Produits de la vente de ces actifs :	1 066 402 €
Plus value réalisée :	475 031 €

- Explication de la variation du poste de provisions pour risques et charges en 2004 d'un montant de 10 K€ :

La dotation aux provisions de 10 K€ correspond à un litige. Ce litige a été soldé en 2005. La provision a donc été reprise, la charge effectivement constatée pour ce litige a été de 8 776 €.

- Précision sur la société OBER NV :

OBER NV est sans activité et en cours de liquidation (elle a été décidée en 2005 et sera soldée en 2006).

20.1.3 Comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003

G. Bilan

	Brut	Amortissements Provisions	Net 2 003	Net 2 002
Capital souscrit non appelé (0)				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement			0	0
Frais de recherche & de développement				0
Concessions, brevets & droits similaires				0
Fonds commercial	305 050	228 826	76 225	76 225
Autres immobilisations incorporelles	136 878	136 878	0	0
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles			0	0
			0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0	0
Terrains	154 036	1 739	152 297	164 854
Constructions	2 066 229	1 698 377	367 852	517 864
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 998 338	2 602 093	396 245	1 228 001
Autres immobilisations corporelles	224 947	220 567	4 380	5 384
Immobilisations en cours	0		0	0
Avances & acomptes	0		0	54 000
				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			0	0
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence			0	0
Autres participations	142 509	70 294	72 214	250 412
Créances rattachées à des participations	61 655	0	61 655	5 806
Autres titres immobilisés			0	0
Prêts	214 397		214 397	224 431
Autres immobilisations financières	319 561	8 965	310 596	312 630
TOTAL (I)	6 623 600	4 967 740	1 655 860	2 839 606
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	791 908	92 158	699 750	1 421 999
En-cours de production de biens	507 069	0	507 069	706 164
En-cours de production de services				0
Produits intermédiaires et finis	2 909 443	47 310	2 862 133	6 114 611
Marchandises	271 922	40 198	231 724	433 765
			0	0
Avances & acomptes versés sur commandes	27 256		27 256	47 761
			0	0
CREANCES			0	0

Clients et comptes rattachés	1 509 887	514 197	995 690	2 416 457
Autres créances	512 880	42 442	470 438	563 779
Capital souscrit & appelé, non versé			0	0
			0	0
DIVERS			0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	154 170		154 170	86 525
			0	0
Charges constatées d'avance	53 458		53 458	35 219
TOTAL (II)	6 737 992	736 305	6 001 687	11 826 280
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0		0	0
Primes de remboursement des obligations (IV)			0	0
Ecarts de conversion actif (V)	0		0	336
TOTAL GENERAL (0 à V)	13 361 592	5 704 045	7 657 547	14 666 221

Passif (en euros)	31/12/2003	31/12/2002
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	4 000 000	4 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 726 396	2 726 396
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	400 000	400 000
Réserves statutaires ou contractuelles	2 086 521	2 086 521
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-2 743 330	-716 133
	0	0
Résultat de l'exercice	-3 311 475	-2 027 197
	0	0
Subventions d'investissement	0	160 842
Provisions réglementées	0	0
TOTAL (I)	3 158 113	6 630 429
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL (II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0	335
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (III)	0	335
DETTES		

Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts & dettes financières divers	984 221	2 205 198
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	213 875	946 620
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	730	0
Dettes fiscales & sociales	1 868 099	3 256 599
Dettes sur immobilisations & comptes rattachés	1 186 577	1 402 819
Autres dettes	10 259	1 378
Produits constatés d'avance	231 813	220 203
TOTAL (IV)	0	0
	4 495 574	8 032 819
Ecarts de conversion passif (V)	3 861	2 638
TOTAL GENERAL (I à V)	7 657 547	14 666 221

H. Compte de résultat

	31/12/2003	31/12/2002
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	1 652 782	1 233 042
Production vendue : biens	17 148 397	20 535 120
Production vendue : services	347 340	308 225
<u>Chiffre d'affaires Net</u>	<u>19 148 519</u>	<u>22 076 387</u>
Production stockée	-3 360 771	-1 384 587
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	0	0
Reprises sur amortissements & provisions, transferts de charges	6 531 535	1 362 652
Autres produits	313 603	183 026
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	22 632 886	22 237 478
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	612 225	606 679
Variation de stocks (marchandises)	123 615	145 644
Achats de matières premières et autres approvisionnements	5 945 192	7 780 201
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	660 829	696 901
Autres achats et charges externes	3 939 858	4 432 576
Impôts taxes et versements assimilés	410 285	569 573
Salaires et traitements	5 215 754	5 555 223
Charges sociales	1 683 597	2 134 166
Dotations aux amortissements	451 996	716 042
Dotations aux provisions (sur immobilisations)		
Dotations aux provisions (sur actif circulant)	633 718	390 669
Dotations aux provisions (pour risques & charges)	42 442	
Autres charges	1 373 750	368 378

TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	21 093 261	23 396 050
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 539 625	-1 158 573
<u>OPERATIONS EN COMMUN</u>		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
Produits financiers des participations	0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 021	5 494
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 343 515	8 330
Différences positives de change	25 410	10 200
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	1 375 946	24 024
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
Dotations financières aux amortissements & provisions	0	500
Intérêts et charges assimilées	1 665 354	463 355
Différences négatives de change	1 021	2 928
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	1 666 376	466 783
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	-290 430	-442 759
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 249 196	-1 601 332
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	30 503	108 231
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 227 245	19 312
Reprises sur provisions & transferts de charges	0	0
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	1 257 748	127 542
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 208 297	515 602
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	591 371	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	5 799 668	515 602
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-4 541 921	-388 059
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	18 750	37 806

TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	25 266 580	22 389 044
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	28 578 055	24 416 241
5 - BENEFICE OU PERTE (Produits - charges)	-3 311 475	-2 027 197

I. Annexes aux comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003

I FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Lors du Conseil de Surveillance du 27 mars 2003, il a été décidé de fermer définitivement la division placages. Nous estimions alors que cette restructuration entraînerait une perte exceptionnelle de l'ordre de 5 350 K€. Le tableau ci-dessous reprend les estimations de mars et les coûts réels.

K€	Pertes		Profits		Dépenses		Recettes	
	Prévues	Réalisées	Prévu	Réalisé	Prévues	Réalisées	Prévues	Réalisées
Stocks	2 963	2 600	0	0	935	935	1 675	2 114
Matériel	732	736	617	736	0	145	617	731
Bâtiments	0	0	0	490	0	0	0	330
OBER Furnier	620	389			250	0	737	650
Licenciements	1 650	1 900			1 650	1 900		
divers	0	152			0	92		
Total	5 965	5 779	617	1 227	2 835	3 072	3 029	3 825
Solde	5 350	4 552					194	753

ISO 9001

La division panneaux décoratifs a engagé, début 2003, un processus d'amélioration continue de la qualité de nos produits et services. A l'issu d'un audit de certification qui s'est déroulé courant février 2004, nous avons obtenu la certification ISO 9001. Le certificat sera définitivement délivré en avril 2004.

ACTIONNAIRES

La Société Industrielle OBER est détenue à 100 % par la société Electricité et Eaux de Madagascar, Société Anonyme au capital de 37 938 768 €, dont le siège social se trouve 25, rue Murillo ,75008 Paris, inscrite au Registre du Commerce et des Société de Paris sous le numéro B 602 036 782

II PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le Décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983.

2.2 Depuis le 1er janvier 2002 la Société Industrielle OBER applique le règlement n°2000-06 sur les passifs adopté par le CRC. L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres à l'ouverture.

2.3 Le mode d'amortissement pour dépréciation des immobilisations est précisé dans le résumé des amortissements figurant dans la présente annexe : la dotation linéaire de l'exercice est considérée comme économiquement justifiée.

Les durées moyennes d'amortissement pour cet exercice sont les suivantes :

Eléments incorporels du plan de cession	5 ans
Constructions :	10 ans
Matériel et outillage, installations techniques et autres immobilisations, acquisitions des plans de cession :	5 ans
Investissements effectués depuis le 26/07/1991 :	10 ans

2.4 Immobilisations financières

A la clôture de l'exercice, la valeur d'acquisition des titres est comparée à la valeur d'estimation. La plus faible des deux valeurs est retenues au bilan, après, le cas échéant, constitution d'une provision pour dépréciation.

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font, le cas échéant, en fonction du risque encouru, l'objet d'une provision pour dépréciation.

2.6 Evaluation des stocks

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements, ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat rendu usine.

Les stocks de produits finis panneaux décoratifs et de parquets sont évalués au prix de revient. Les stocks de produits finis de placages sont toujours valorisés avec taux d'abattement sur le prix de vente. Ce taux correspond aux charges futures de distribution et de commercialisation ainsi qu'à la neutralisation des coûts financiers.

III **COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

3.1 Dettes, charges à payer

	31/12/2003	31/12/2002
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	29 €	421 €
Emprunts et dettes financières divers	60 489 €	56 835 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	384 279 €	456 884 €
Dettes fiscales et sociales	649 670 €	416 221 €

3.2 Créances, produits à recevoir

Intérêts sur prêt	0 €	0 €
-------------------	-----	-----

3.3 Charges constatées d'avance

Locations et crédit-bail	81 385 €	86 271 €
--------------------------	----------	----------

3.4 Charges à répartir sur plusieurs exercices

Frais de salons et expositions	0 €	0 €
--------------------------------	-----	-----

3.5 Composition du capital social

Conformément à la décision l'Assemblée Générale en date du 23 juin 2002. Le Capital Social a été augmenté, par incorporation de réserve disponible, et porté à la somme de 4 000 000 €, il n'est plus fait mention de la valeur nominale des actions. Chaque action a une valeur correspondant à 1/42 160ème du Capital Social.

3.6 Ventilation du chiffre d'affaires net (en K€)

	France	Export	Total
Produits fabriqués	10 710	6 438	17 148
Négoce	1 320	333	1 653
Prestation de services	165	182	347
Total de l'exercice (12 mois)	12 195	6 953	19 149

3.7 Effectif au 31.12.2002

Cadres	25
Agents de maîtrise	7
Employés	21
Ouvriers	83
Total	136

3.8 Immobilisations (en K€)

	01/01/03	Acquisitions	Cessions	31/12/03
Incorporelles	493		51	442
Corporelles	8 322	48	2 927	5 444
Financières	2 216	76	1 554	738
Total	11 031	124	4 532	6 624

3.9 Amortissements (en K€)

	01/01/03	Dotations	Reprises	31/12/03
Immobilisations incorporelles	417	0	51	366
Immobilisations corporelles	6 352	452	2 282	4 523
Total	6 769	452	2 333	4 888

3.10 Provisions (en K€)

	01/01/03	Dotations	Reprises	31/12/03
Provisions d'exploitation	1 483	477	1 446	514
Provisions financières	1 423	0	1 343	70
Provisions exceptionnelles	23	0	199	222
Total	2 929	676	2 408	816

3.11 Les principales composantes du résultat exceptionnel de - 4 541 921 € s'analysent comme suit, en valeur nette :

	Produits	Charges
Cession d'immobilisations	1 066 402 €	
Subvention d'investissement	160 842 €	
CCI 55 Remboursement Prêt 1982	26 907 €	
Plan de sauvegarde de l'emploi		5 187 633 €
Provisions / reprises		20 664 €
Valeur comptable d'immobilisations cédées		591 371 €
Total	1 257 747 €	5 799 668 €

3.12 Filiales et participations

En milliers d'unités	part du capital détenu	Capitaux propres	Résultat au dernier exercice clos
OBER nv	90,4 %	12 653 KFB	-412 KFB
IMMOBER	99,9%	- 21 K€	- 11 K€

3.13 Etat des créances (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Immobilisations financières	720	430	290
Actif circulant	4 644	4 644	
Total	6 860	6 015	845

3.14 Etat des dettes (en K€)

	Montant brut	A un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A 5 an
Emprunt et dettes auprès d'établissements de crédit	984	984	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 868	1 868	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 187	1 187	0	0
Dettes sur immobilisations	10	0	0	0
Groupe et associés	214	214	0	0
Autres dettes	232	232	0	0
Total	4 449	4 449	0	0

3.15 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan et du compte de résultat

	Montants concernant les entreprises liées
Clients et comptes rattachés	13 536 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 735€
Chiffre d'affaires	367 347 €

Achat de matières premières 23 810 €

IV Situation fiscale

La société Industrielle OBER est passible de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun.

V Engagements financiers

5.1 Dettes garanties par des sûretés réelles	0 €
5.2 Effets escomptés et non échus	164 030 €
5.3 Montants restants dus par les clients à la société Factorem	2 586 325 €
5.4 Crédit Bail	
Valeur hors taxes du matériel acquis en 2003	0 €
Valeur hors taxes totale du matériel acquis en crédit bail	3 014 556 €
Calcul de l'amortissement pour l'exercice	94 742 €
Valeur cumulée des amortissements calculés	2 152 705 €
Valeur nette cumulée au 31/12/2003	861 851 €
Redevances de crédit bail réglées en 2003	271 173 €
Total des redevances réglées au 31/12/2003	4 952 569 €
Redevances de crédit bail restant à régler	
A moins d'un an	161 112 €
A plus d'un an et moins de 5 ans	0 €
Total restant à régler	161 112 €
5.5 Indemnités de départ en retraite	140 452 €

Ce montant est calculé (hors incidence de charges sociales éventuelles) sur la base d'un départ en retraite à 60 ans. Le calcul tient compte de l'âge, de la rotation et de l'ancienneté des effectifs.

A. Informations complémentaires sur les annexes 2005, 2004 et 2003

- Fonds de commerce

La valeur nette du fond de commerce correspond à la valeur estimée de la marque Oberflex.

- Stocks

Evolution du niveau des stocks de décembre 2003 à décembre 2005

	31-déc-05	évolution	31-déc-04	évolution	31-déc-03
Matières premières	758 121 €	3%	734 867 €	-1,31%	744 598 €
Produits finis	2 758 437 €	1%	2 739 704 €	-5,83%	2 909 443 €
En cours	388 737 €	20%	323 776 €	-36,15%	507 069 €
Marchandises	270 834 €	4%	259 730 €	4,29%	249 055 €
Total	4 176 129 €	3%	4 058 078 €	-7,98%	4 410 164 €

Le niveau de stock est en légère augmentation,. Cette augmentation est liée à l'accroissement de l'activité.

- Affacturage

La société a recours à l'affacturage. Le fonds de garantie est comptabilisé en autres immobilisations financières. Au 31 décembre 2005 il représente immobilisation de 291 682 €.

- Dettes groupes et associés :

Evolution du niveau des dettes groupes et associés de décembre 2003 à décembre 2005

dettes groupe et filiales	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
OBER Furnier			
OBER OEVEL	92 424 €	117 009 €	151 923,55 €
IMMOBER	- 1 300€	4 572 €	- 43 715,39 €
OBER FINANCES	467 612 €	1 158 116 €	
EEM		- 291 €	352 497,21 €
SB BAYANGA*			- 108 401,74 €
CBM*	- 12 095 €	- 18 032 €	- 100 937,44 €
YANGOON YWIL*	- 47 €	- 138 €	- 64 629,44 €
STCPA*			
Total	546 594 €	1 261 235 €	186 736,75 €

Les sociétés Ober Furnier, Ober oevel et Immober étaient ou sont des filiales d'OBER. Les sociétés SB Bayanga, CBM, Yangoon Ywil et STCPA étaient ou sont des filiales d'EEM.

20.1.4 Rapports de gestion sur les opérations des exercices clos les 31 décembre 2005, 31 décembre 2004 et 31 décembre 2003

A. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos les 31 décembre 2005

Il y a un an nous tablions, pour l'année 2005, sur un bénéfice de l'ordre d'un million quatre cent mille d'euros.

L'exercice écoulé affiche un résultat net de 1 548 927 euros, en croissance de 56%. Ce résultat, supérieur à nos attentes, est le fruit de l'augmentation de notre chiffre d'affaires (+10% vs 2004), du maintien de notre marge sur coût matière et de la finalisation d'un accord transactionnel dans le procès qui nous opposait à la société ATOS ORIGIN.

1 - ENVIRONNEMENT, RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

Division panneaux

Le chiffre d'affaires réalisé par la division panneaux décoratif est en progression de 11,26%. Le taux de marge brute réalisé est de 66,9 % (vs budget de 67,4 %) et le résultat net de 1 794 251 € (en progression de 28%). La légère diminution du taux de marge brute s'explique principalement par la livraison, au mois de novembre, d'une très grosse vente de négoce en Espagne (500 K€) sur laquelle nous avons réalisé une marge relativement faible. L'impacte de cette affaire sur le taux de marge a été de l'ordre de 1,3%.

Les orientations de développement demeurent inchangées : accélération des lancements de nouveaux produits sur le marché français et mise en place de nouveaux agents à l'export. Nous y avons ajouté le développement des marchés industriels, un responsable commercial a été recruté à cet effet.

Division Panneaux décoratifs	Real 2002	Réal 2003	Réal 2004	Réal 2005
Total produits d'exploitation	14 719 273	15 149 010	13 913 063	15 316 942
Sous-total achats, approv. matières	5 411 033	4 568 476	4 499 919	5 057 371
Marge primaire	9 294 781	10 089 494	9 318 350	10 208 683
%	63,20%	68,83%	67,4%	66,9%
Sous-total autres charges	6 791 443	6 524 873	6 335 540	7 038 677
Résultat d'exploitation	2 516 798	4 055 661	3 077 603	3 220 893
Résultat financier	- 166 013	- 104 426	-70 771	-21 220
Résultat de contribution	2 350 785	3 951 235	3 006 832	3 199 674
Technique	658 870	722 749	923 912	972 549
Administration	976 657	673 164	676 512	424 440
Résultat courant	715 258	2 555 322	1 406 407	1 802 685

Résultat exceptionnel	-	-		-8 434
Résultat net	715 258	2 555 322	1 406 407	1 794 251

Négoce de parquet.

Cette activité, proche de l'équilibre au cours de l'exercice précédent a réalisé une bonne performance en 2005.

Parquet	Real 2002	Réal 2003	Réal 2004	Réal 2005
Total produits d'exploitation	549 540	508 900	683 200	725 346
Sous-total achats, approv. matières	403 813	335 611	445 070	406 855
Marge primaire	142 550	172 977	238 002	308 480
%	26,09%	34,01%	34,8%	43,12%
Sous-total autres charges	424 165	303 940	220 775	201 088
Résultat d'exploitation	- 278 438	- 130 652	17 354	117 403
Résultat financier		472	988	1 126
Résultat de contribution	- 278 438	-130 180	18 342	118 530
Technique	156 874	70 652		0
Administration	75 127	45 195	37 584	23 580
Résultat courant	- 510 439	- 246 027	-19 241	94 950
Résultat exceptionnel	1 023			0
Résultat net	- 509 416	- 246 027	-19 241	94 950

Deck d'Ober / Fabrication de ponts de bateaux

Nous avons décidé de mettre un terme au contrat, en contre partie nous serons autorisé à fabriquer et commercialiser librement de la plaque pour le secteur du bâtiment. Nous avons formalisé cet accord au cours du premier semestre. Nous avons débuté la commercialisation de produits standard mis au point chez nous en novembre. Pour 2006 nous tablons sur un résultat à l'équilibre.

TECHMAR	Réal 2003	Réal 2004	Réal 2005
Total produits d'exploitation	112 331	262 697	183 525

Marge primaire	29 917	128 068	69 022
%	27%	48,7%	37,6%
Sous-total autres charges	193 480	493 272	369 886
Résultat d'exploitation	- 163 564	-365 211	-300 864
Résultat financier	-	-19	3 687
Résultat de contribution	- 163 564	-365 230	-297 177
Technique	8 694	18 855	19 848
Administration	13 482	37 584	23 580
Résultat courant	- 185 739	-421 669	-340 605
Résultat exceptionnel	-		332
Résultat net	- 185 739	-421 668	-340 273

2 - AUTRES ÉLÉMENTS DE GESTION

Ressources humaines

Les effectifs par catégorie se répartissent de la manière suivante :

28 cadres
5 agents de maîtrise
19 employés
79 ouvriers

Total 131

Les femmes représentent 41% de l'effectif total. Par catégorie, les femmes représentent 22% des cadres, 79% des Etam et 42 % des ouvriers.

Il y a eu, au cours de l'année écoulée, dix-neuf accidents du travail (dont 12 sans arrêt de travail) représentant 165 journées d'arrêt contre 395 l'année dernière.

Environnement / PEFC

OBER est confronté à une problématique de gestion de ses déchets et rejets. Un Responsable de l'environnement est en charge de ce sujet. Afin d'améliorer le traitement de ces déchets, la société OBER a deux investissements en cours de validation :

- une chaudière bois qui permettra d'exploiter ses déchets bois et de réduire la facture énergétique (budget : 500 K€, retour sur investissement prévu en 3,5 ans)

-un système de retraitement des Composés Organiques Volatils (budget 150 K€, pas de retours sur investissement).

La société est visitée régulièrement par les organismes de contrôle. A l'occasion de sa dernière visite, la DRIRE a demandé à la société de faire évacuer un stock de sciure et copeaux que la société conservait dans l'attente de la mise en service de sa nouvelle chaudière. Des démarches en ce sens ont été engagées. Au cours de cette même visite la DRIRE a également fait un certain nombre de recommandations sur les méthodes de stockage et d'évacuation des déchets non valorisables. A compter du 20 décembre 2005, la société OBER bénéficie d'un délai huit mois pour faire évacuer son stock de sciures, d'un délai de trois mois pour emmagasiner les résidus de fabrication dans un local spécial et faire éliminer des fûts et des déchets contenant de l'aluminium, d'un délai d'un mois pour isoler les déchets contenant de l'aluminium et mettre sous rétention les fûts contenant des produits dangereux pour l'environnement. A défaut la société pourrait être l'objet des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

La société a engagé un plan d'action et toutes les mesures ont été prises pour respecter ces prescriptions. Le coût prévisionnel de ces actions est de l'ordre de 30 k€

La société a souscrit une assurance en responsabilité civile.

A la suite de l'audit de février 2005, Ober a obtenu la certification PEFC certification qui consacre l'engagement d'Ober dans la gestion durable.

PROCES ATOS

Nous avons régularisé un protocole d'accord avec la société ATOS Origin. Le montant de l'indemnisation versée à OBER a été de 330 K€.

ALTERNEXT

Nous avons décidé d'engager les démarches pour introduire la société OBER sur ce nouveau segment de marché. Un projet de document de base a été déposé auprès de l'AMF en décembre. Son examen est en cours. Nous tablons sur une première cotation d'Ober au cours du premier semestre 2006.

R&D

Les dépenses directes de R&D sont de l'ordre de 200 à 300 K€ par an. Une quatrième personne a rejoint l'équipe au cours de l'année écoulée. La société bénéficie d'un laboratoire en interne (entièrement rééquipé en 2001, ce qui a représenté un investissement de 182 641 €).

Actionnariat

Actionnaires	AVANT INSCRIPTION			
	ACTIONS	%	DROITS DE VOTE	%
OBER Finances	1 053 825	99,9 %	1 053 825	99,9%
Electricité et Eaux de Madagascar	25	NS	25	NS
OBER Participation	25	NS	25	NS
Institut Lorrain de Participation	25	NS	25	NS
Frédéric Doulcet	25	NS	25	NS
Etienne de La Thébeaudière	25	NS	25	NS
Jean Ducroquet	25	NS	25	NS
Gilles Vedel	25	NS	25	NS
TOTAL	1 054 000	100 %	1 054 000	100 %

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité dans le domaine des augmentations de capital

Le tableau ci-dessous synthétise l'ensemble des résolutions d'émission prises par l'assemblée générale des actionnaires le 3 novembre 2005.

Autorisation/Délégation	Caractéristiques	Utilisation et part résiduelle
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Autorisation du conseil d'administration en vue du rachat par la société de ses propres actions	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 18 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'annuler les propres actions de la Société acquises par elle	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 24 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €

Ces autorisations n'ont pas été utilisées à ce jour.

Mandataires sociaux et autres mandats exercés

	Nature du	Sociétés
Etienne de La Thébeaudière	Gérant	SARL VDM
Etienne de La Thébeaudière	Président	SAS OBER
Etienne de La Thébeaudière	Président	SAS OBER
Frédéric Doulcet	Président	SA VERNEUIL
Frédéric Doulcet	Président	SA LA TETE
Frédéric Doulcet	Président	SAS SAIRO
Frédéric Doulcet	Directeur	EEM
Frédéric Doulcet	Administrateur	SA DUC
Frédéric Doulcet	Gérant	SARL VERNEUIL
Frédéric Doulcet	Gérant	SARL FDCP
Frédéric Doulcet	Co Gérant	SNC VERNEUIL
Frédéric Doulcet	Administrateur	GROUPE
Frédéric Doulcet	Rep perm de	SC Marbeau
Jean Ducroquet	Administrateur	EEM

Evènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi.

Néant

Activité des filiales

Les filiales de la société OBER sont en sommeil.

Changement de méthode comptable

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la société applique les nouveaux règlements CRC n° 2002-10 et 2004-06 sur les actifs. Ces changements de méthode n'ont pas eu d'incidence sur les capitaux propres à l'ouverture.

Dans le cadre de l'application du règlement du CRC n° 2002-10, notre société a été amenée à réviser son plan d'amortissement comptable.

Cette révision a consisté à prendre en compte les durées d'utilité en lieu et place des durées d'usage. Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

INSTALLATIONS TECHNIQUES

Chaudière, Transformateurs et distribution, Fluides et tuyauteries:	15
Compresseurs :	10

MATERIEL INDUSTRIEL et SERVICES GENERAUX

Ponts roulants, Presse :	20
Mécanique générale, Traitements de surfaces :	15
Matériel d'Usinage du bois :	12
Matériel de laboratoire, centre d'usinage :	10

La révision du plan d'amortissement a eu un impact positif de 109 273,64 euros sur le résultat de l'exercice.

3 - RÉSULTAT FINANCIER 2005 ET BUDGET 2006

	2 003	2 004	2 005	2 006
<u>Chiffre d'affaires Net</u>	<u>19 148 519</u>	<u>15 023 922</u>	<u>16 546 707</u>	<u>17 608 419</u>
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	22 632 886	15 724 825	16 878 639	17 409 465
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	21 093 261	14 652 115	15 581 007	15 312 436
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 539 625	1 072 710	1 297 632	2 097 019
RESULTAT FINANCIER	-290 430	-150 584	-80 226	331 000
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 249 196	922 126	1 217 406	2 428 019

RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 541 921	87 044	292 632	0
Impôts sur les bénéfices	18 750	18 750	-38 889	451 785
BENEFICE OU PERTE	-3 311 475	990 420	1 548 927	1 976 234

Pour 2006, la croissance de chiffres d'affaires est estimée à 10% ce qui correspond à une variation identique que celle enregistré en 2005 par rapport à 2004. Nous justifions ce niveau de croissance par le lancement d'une nouvelle gamme de produits sol et par une croissance significative de nos ventes à l'export. Nous tablons sur un quasi maintien de notre niveau de marge brute, aucun fournisseur ne nous ayant annoncé de hausse de tarif.

BILAN

La situation du bilan au 31.12.2005 (en K€) est la suivante

	2005	2004	2003
IMMOBILISATIONS BRUTES	6 074	6 172	6 624
AMORTISSEMENTS	- 4 369	- 4 625	- 4 968
IMMOBILISATIONS NETTES	1 705	1 548	1 656
STOCKS	4 192	4 060	4 328
CLIENTS (y compris escompte et SFF)	3 991	3 507	3 582
AUTRES ACTIFS COURT TERME	335	137	524
TRESORERIE	1 228	690	154
TOTAL ACTIF	11 451	9 942	10 244
CAPITAL ET PRIME	1 849	1 850	6 726
RESERVES ET R.A.N.	1 141	150	- 257
RESULTAT EXERCICE	1 549	990	- 3 311
PROVISIONS FISCALES & SUBVENTIONS INV.	6	7	-
DIVIDENDES			
FONDS PROPRES	4 545	2 997	3 158
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	-	10	-
DETTES BANCAIRES LT ET MT	-	-	32
DETTES BANCAIRES CT et ESCOMPTE	3 872	4 028	3 752
DETTES PLAN CESSION	-	-	-
FOURNISSEURS	1 600	1 588	1 869
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 235	1 087	1 187
AUTRES PASSIFS COURT TERME	198	232	246
TOTAL PASSIF	11 451	9 942	10 244
<i>Fonds propres vs total bilan</i>	<i>39,70%</i>	<i>30,15%</i>	<i>30,83%</i>
<i>Endettement net vs Fonds propres</i>	<i>58,17%</i>	<i>111,40%</i>	<i>114,95%</i>

4 - CONCLUSION

Les résultats atteints par Ober au cours de l'exercice écoulé sont globalement satisfaisants. Les objectifs fixés pour 2006 (introduction en bourse, réalisation d'un programme d'investissement industriels

ambitieux, développement de l'export et des marchés industriels) doivent permettre de les améliorer de manière durable.

Longeville en Barrois, le 15 mars 2006

B. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos les 31 décembre 2004

Il y a un an nous tablions, pour l'année 2004, sur un bénéfice de l'ordre d'un million d'euros.

L'exercice écoulé a permis de confirmer nos prévisions et le bien fondé de notre dernière restructuration.

En effet, après deux années consécutives de lourdes pertes liées à des restructurations, nous terminons cet exercice en affichant un résultat net bénéficiaire de 990 K€.

1 - ENVIRONNEMENT, RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

Division panneaux

La division panneaux est le cœur de l'activité de la société (94 % du CA), le chiffre d'affaires réalisé en 2004 est de 14 040 130 € (en diminution de 3,7 % vs n-1). Le taux de marge brute réalisé est de 67,4 (vs budget de 65 %) et le résultat net de 1 406 407 € (vs budget de 1,5 M€), contre un résultat net annuel 2003 de 2 555 322 € et un résultat net annuel de 715 K€ en 2002.

La régression du chiffre d'affaires est principalement liée à une contre performance de l'export. Celle-ci tient à un démarrage plus lent que prévu de la mise en place de nouveaux agents.

Nous avons continué à rationaliser nos dépenses, les postes de charges de la division qui étaient déjà en diminution de 10 % en 2003, régressent de 3 % en 2004.

Pour l'année 2005, nous tablons sur un résultat net de l'ordre de 1 650 000 €.

Les orientations de développement demeurent inchangées : accélération des lancements de nouveaux produits sur le marché français et mise en place de nouveaux agents à l'export.

Notre objectif est de réaliser 50% de notre chiffre d'affaires à l'export d'ici à fin 2006 (70% - 30% à ce jour).

Division Panneaux décoratifs 1040	Réal 2001	Real 2002	Réal 2003	Réal 2004	Budget 2005
	€	€	€		
Ventes	15 605 957	14 910 979	14 595 127	14 052 929	15 202 043
Ventes internes	-	5 039	1 293		-
Production stockée	- 26 692	- 210 204	61 549	-234 659	- 150 000
Sous-total : production	15 579 266	14 705 814	14 657 970	13 818 270	15 052 043
Autres produits	67 491	13 459	491 039	94 793	-
Total produits d'exploitation	15 646 757	14 719 273	15 149 010	13 913 063	15 052 043
Achats internes	172 145	399 062	407 461	51 916	-
Achats de marchandises	414 917	306 271	338 399	259 917	400 000

Variation stock de marchandises	9 042	78 107	- 84 961	6 455	
Achats de matières premières	5 228 225	4 238 513	4 508 671	4 242 347	4 380 000
Variation stock matières premières	- 283 132	389 080	- 601 093	-60 717	
Sous-total achats, approv. matières	5 541 198	5 411 033	4 568 476	4 499 919	4 780 000
Marge primaire	10 038 068	9 294 781	10 089 494	9 318 350	10 272 043
%	64,43%	63,20%	68,83%	67,4%	68,24%
Autres achats et charges externes	2 835 068	2 485 291	2 343 040	2 290 812	2 635 362
Impôts et taxes	296 896	288 749	209 744	344 919	350 000
Salaires et charges	3 296 952	3 457 054	3 279 066	3 514 384	3 600 000
Dotations aux amortissements	177 582	158 596	150 817	132 938	180 000
Dotations aux provisions	-	390 669	458 727	22 426	-
Autres charges	27 567	11 085	83 479	30 058	25 000
Sous-total autres charges	6 634 065	6 791 443	6 524 873	6 335 540	6 790 362
Résultat d'exploitation	3 471 494	2 516 798	4 055 661	3 077 603	3 481 681
Produits financiers	19 216	11 720	14 768	34 315	15 000
Charges financières	216 359	177 733	119 194	105 087	120 000
Résultat financier	- 197 143	- 166 013	- 104 426	-70 771	- 105 000
Résultat de contribution	3 274 351	2 350 785	3 951 235	3 006 832	3 376 681
Technique	689 776	658 870	722 749	923 912	932 464
Administration	937 966	976 657	673 164	676 512	785 859
Résultat courant	1 646 609	715 258	2 555 322	1 406 407	1 658 359
Résultat exceptionnel	12 892	-	-		-
Résultat net	1 659 501	715 258	2 555 322	1 406 407	1 658 359

Négoce de parquet.

Cette activité déficitaire de manière récurrente jusqu'à la restructuration est proche de l'équilibre et en plein dans son budget de résultat net. Les actions de communication menées en 2004 ont permis de re-développer le chiffre d'affaires. La question de la fermeture du point de vente parisien est à nouveau à l'ordre du jour. En effet, malgré une remontée du CA ce point de vente n'est pas à l'équilibre.

Parquet 1050	Réal 2001	Real 2002	Réal 2003	Réal 2004	Budget 2005
Ventes	534 270	527 948	519 519	658 453	631 500
Ventes internes					
Production stockée	- 29 446	18 415	- 10 932	24 619	15 000
Sous-total : production	504 824	546 363	508 588	683 072	646 500
Autres produits	1 081	3 177	312	127	
Total produits d'exploitation	505 905	549 540	508 900	683 200	646 500

Achats internes	18 040	24 858	1 976	9 292	
Achats de marchandises	164 374	188 521	247 617	346 825	391 530
Variation stock de marchandises	- 50 067	1 063	- 14 103	-17 600	
Achats de matières premières	100 843	141 335	41 786	63 023	
Variation stock matières premières	- 16 568	48 036	58 334	43 528	
Sous-total achats, approv. matières	216 621	403 813	335 611	445 070	391 530
Marge primaire	288 202	142 550	172 977	238 002	254 970
%	57,09%	26,09%	34,01%	34,8%	39,44%
Autres achats et charges externes	161 101	148 198	103 070	78 524	79 813
Impôts et taxes	50 980	47 493	35 846	17 028	18 000
Salaires et charges	130 393	110 963	86 540	80 942	81 000
Dotations aux amortissements	117 613	115 884	78 419	34 255	34 500
Dotations aux provisions	18 294			10 000	
Autres charges	7 246	1 628	66	25	
Sous-total autres charges	485 628	424 165	303 940	220 775	213 313
Résultat d'exploitation	- 196 345	- 278 438	- 130 652	17 354	41 657
Produits financiers		-	472	988	
Charges financières			0	0,00	
Résultat financier	0		472	988	
Résultat de contribution	- 196 345	- 278 438	-130 180	18 342	41 657
Technique	164 232	156 874	70 652		
Administration	72 151	75 127	45 195	37 584	43 659
Résultat courant	- 432 728	- 510 439	- 246 027	-19 241	- 2 001
Résultat exceptionnel		1 023			
Résultat net	- 432 728	- 509 416	- 246 027	-19 241	- 2 001

Fabrication de ponts de bateaux

Nous ne parvenons pas à démarrer cette activité, nos rapports avec le détenteur du brevet, qui est notre donneur d'ordre, ne sont pas satisfaisants. Nous avons décidé de mettre un terme au contrat, en contre partie nous serons autorisé à fabriquer et commercialiser librement de la plaque pour le secteur du bâtiment.

TECHMAR	Réal 2003	Réal 2004
Ventes	97 766	224 008
Ventes internes	-	
Production stockée	14 565	38 695
Sous-total : production	112 331	262 704

Autres produits	-	-7
Total produits d'exploitation	112 331	262 697
Achats internes	4 847	15 098
Achats de marchandises	-	
Variation stock de marchandises	-	24
Achats de matières premières	133 002	134 205
Variation stock matières premières	- 55 435	-14 692
Sous-total achats, approv. matières	82 414	134 636
Marge primaire	29 917	128 068
%	27%	48,7%
Autres achats et charges externes	33 741	124 554
Impôts et taxes	2 289	20 000
Salaires et charges	153 721	331 937
Dotations aux amortissements	3 729	9 263
Dotations aux provisions	-	7 517
Autres charges	-	
Sous-total autres charges	193 480	493 272
Résultat d'exploitation	- 163 564	-365 211
Produits financiers	-	0,00
Charges financières	-	19
Résultat financier	-	-19
Résultat de contribution	- 163 564	-365 230
Technique	8 694	18 855
Administration	13 482	37 584
Résultat courant	- 185 739	-421 669
Résultat exceptionnel	-	
Résultat net	- 185 739	-421 668

2 - AUTRES ÉLÉMENTS MAJEURS DE GESTION

POLITIQUE PERSONNEL

Les effectifs par catégorie se répartissent de la manière suivante :

- 27 cadres
- 8 agents de maîtrise
- 19 employés
- 81 ouvriers

Total 135

Les femmes représentent 41% de l'effectif total. Par catégorie, les femmes représentent 22% des cadres, 79% des employés et 42 % des ouvriers.

Il y a eu, au cours de l'année écoulée, huit accidents du travail (dont un durant le trajet) représentant 395 journées d'arrêt.

PEFC

Nous avons entamé les démarches pour obtenir ce label de gestion durable. Un audit a eu lieu fin février, nous devrions obtenir la certification courant avril.

PROCES ATOS

Nous sommes parvenue à nous mettre d'accord avec la société ATOS Origin sur le montant d'une indemnisation (330 K€). La rédaction du protocole d'accord est en cours.

3 - RÉSULTAT FINANCIER 2004 ET BUDGET 2005

Société Industrielle OBER 2004	Réal 2001 €	Real 2002 €	Réal 2003 €	Réal 2004	Budget 2005
Ventes	23 910 318	22 000 392	19 050 975	14 948 318	16 033 543
Ventes internes	190 185	428 959	415 578	76 307	
Production stockée	873 823	- 1 086 287	- 3 770 709	-257 526	- 135 000
Sous-total : production	24 974 326	21 343 064	15 695 844	14 767 098	15 898 543
Autres produits	427 902	350 722	3 386 668	245 683	115 000
Total produits d'exploitation	25 402 228	21 693 786	19 082 512	15 012 781	16 013 543
Achats internes	190 185	428 959	415 578	76 307	
Achats de marchandises	970 282	612 957	614 301	606 744	791 530
Variation stock de marchandises	- 13 310	144 461	179 049	-11 120	
Achats de matières premières	10 156 812	7 530 065	5 731 333	4 439 577	4 500 000
Variation stock matières premières	72 530	1 043 565	269 307	-7 564	
Sous-total achats, approv. matières	11 376 499	9 760 007	7 209 568	5 103 943	5 291 530
Marge primaire	13 597 828	11 583 057	8 486 276	9 663 155	10 607 013
%	54,45%	54,27%	54,07%	65,44%	66,72%
Autres achats et charges externes	3 952 236	3 322 308	2 943 962	2 529 004	2 765 916
Impôts et taxes	557 207	534 947	389 840	384 668	374 000
Salaires et charges	5 414 423	5 301 897	3 991 286	4 032 819	3 976 000
Dotations aux amortissements	586 106	530 387	370 100	176 458	229 500
Dotations aux provisions	18 294	390 669	676 160	39 944	
Autres charges	42 622	139 611	86 124	41 276	25 000
Sous-total autres charges	10 570 888	10 219 820	8 457 472	7 204 168	7 370 416
Résultat d'exploitation	3 454 842	1 713 959	3 415 472	2 704 670	3 351 597

Produits financiers	19 216	12 501	15 674	35 304	15 000
Charges financières	345 087	290 642	164 545	105 106	120 000
Résultat financier	- 325 870	- 278 141	- 148 871	-69 802	- 105 000
Résultat de contribution	3 128 971	1 435 818	3 266 601	2 634 868	3 246 597
Technique	1 642 323	1 568 738	1 141 224	942 768	951 494
Administration	1 443 024	1 502 549	890 409	751 681	873 176
Résultat courant	43 624	- 1 635 469	1 234 968	940 419	1 421 928
Résultat exceptionnel	25 854	- 391 728	- 4 548 164	50 001	
Résultat net	69 478	- 2 027 197	- 3 313 196	990 420	1 421 928

BILAN

La situation du bilan au 31.12.2004 (en K€) est la suivante

	2 004	2 003	2 002	2 001
IMMOBILISATIONS BRUTES	6 172 €	6 624 €	11 031 €	10 554 €
AMORTISSEMENTS	-4 625 €	-4 968 €	-8 192 €	-6 881 €
IMMOBILISATIONS NETTES	1 548 €	1 656 €	2 840 €	3 674 €
STOCKS	4 060 €	4 328 €	8 724 €	9 759 €
CLIENTS (y compris escompte et SFF)	3 507 €	3 582 €	5 124 €	6 295 €
AUTRES ACTIFS COURT TERME	137 €	524 €	599 €	642 €
TRESORERIE	690 €	154 €	87 €	526 €
TOTAL ACTIF	9 942 €	10 244 €	17 374 €	20 896 €
CAPITAL ET PRIME	1 850 €	6 726 €	6 726 €	3 369 €
RESERVES ET R.A.N.	150 €	-257 €	1 770 €	4 050 €
RESULTAT EXERCICE	990 €	-3 311 €	-2 027 €	1 009 €
PROVISIONS FISCALES & SUBVENTIONS INV.	7 €	0 €	161 €	0 €
DIVIDENDES				
FONDS PROPRES	2 997 €	3 158 €	6 630 €	8 427 €
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	10 €	0 €	0 €	14 €
DETTES BANCAIRES LT ET MT	0 €	32 €	327 €	628 €
DETTES BANCAIRES CT et ESCOMPTE	4 028 €	3 752 €	4 908 €	4 486 €
DETTES PLAN CESSION	0 €	0 €	625 €	1 543 €
FOURNISSEURS	1 588 €	1 869 €	3 257 €	4 299 €
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 087 €	1 187 €	1 403 €	1 320 €
AUTRES PASSIFS COURT TERME	232 €	246 €	224 €	180 €

TOTAL PASSIF	9 942 €	10 244 €	17 374 €	20 896 €
<i>Fonds propres vs total bilan</i>	30,15%	30,83%	38,16%	40,33%
<i>Endettement net vs Fonds propres</i>	111,40%	114,95%	87,07%	72,74%

4 - CONCLUSION

Malgré des résultats disparates selon les activités, nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés. En ce début d'exercice il nous reste à concrétiser les accords auxquels nous sommes parvenue avec les sociétés Techmar et Atos. Notre budget 2005 est ambitieux, les deux premiers mois de l'année sont en phase avec lui.

C. Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos les 31 décembre 2003

L'année 2003 aura été pour votre société difficile et contrastée.

Pour la deuxième année consécutive, la Société Industrielle OBER a été contrainte de se restructurer. Il a été décidé de fermer définitivement la division placages. Cette restructuration qui a pesé très lourdement sur les comptes de la société, nous a permis d'engager un développement accéléré de la division panneaux décoratifs. La restructuration a commencé à porter ses fruits lors de l'exercice écoulé, nous avons dégagé un résultat bénéficiaire de 1 053 837 € au cours du second semestre.

Ces résultats encourageants du second semestre nous ont permis de ramener la perte de l'exercice à 3 311 475 € et de tablir, pour l'année 2004, sur un bénéfice de l'ordre d'un million d'euros.

1 - ENVIRONNEMENT, RÉSULTATS ET PERSPECTIVES

Division panneaux

La division panneaux est le cœur de l'activité de la société (87% du CA), le chiffre d'affaires réalisé en 2003 est de 14 595 127 €. Le taux de marge brute réalisé est de 68,8 % et le résultat net de 2 555 322 € (17 %) contre un résultat net annuel 2002 de 715 K€.

Si le chiffre d'affaires annuel est en régression de 2 % vs n-1, le chiffre d'affaires semestriel est, pour sa part, en progression de plus de 5% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les deux premiers mois de l'exercice 2004 confirment cette tendance.

La cause de cette évolution annuelle du CA est liée au marché espagnol. Nous avons décidé au premier trimestre de mettre fin au contrat de notre distributeur sur ce pays. L'effet immédiat a été une forte régression de notre chiffre d'affaires global (-685 374 €), l'Espagne étant notre premier marché étranger. La mise en place de nouveaux agents a porté ses fruits lors du second semestre.

Nous avons décidés de dénoncer ce contrat à cause des mauvaises marges réalisées par notre agent. Sur un an, l'amélioration de la marge analytique est de 33 %.

Cette très forte amélioration de la rentabilité de nos ventes en Espagne a eu, avec d'autres facteurs moindres, un impacte très significatif sur notre taux de marge brute qui a augmenté de 5 % par rapport à l'année 2002.

Nous avons continué à rationaliser nos dépenses, les postes de charges de la division sont en très net recul - 10 % sur l'année.

Il est essentiel de noter que les charges du second semestre sont en phase avec les estimations faites lors de la restructuration. Les résultats obtenus par la division sur ce semestre sont donc un indicateur fiable pour en estimer la rentabilité future.

Pour l'année 2004, nous tablons sur un chiffre d'affaires en progression de 6 %, sur un taux de marge brute de 65 % et sur un résultat net proche de 1 500 000 €. Cette prévision tient compte d'une augmentation de la masse salariale, d'une enveloppe d'investissement de 400 000 € et d'une augmentation du budget marketing/communication de 190 000 €.

Les orientations de développement décidés sont les suivantes : accélération des lancements de nouveaux produits sur le marché français et mise en place de nouveaux agents à l'export.

Notre objectif est de réaliser 50% de notre chiffre d'affaires à l'export d'ici à 2006 (70% - 30% à ce jour).

Les lancements de 2004 sont déjà planifiés. Nous finalisons actuellement ceux de 2005.

Division Panneaux décoratifs 1040	Réal 2001 €	Real 2002 €	Réal 2003 €
Ventes	15 605 957	14 910 979	14 595 127
Ventes internes	-	5 039	1 293
Production stockée	- 26 692	- 210 204	61 549
Sous-total : production	15 579 266	14 705 814	14 657 970
Autres produits	67 491	13 459	491 039
Total produits d'exploitation	15 646 757	14 719 273	15 149 010
Achats internes	172 145	399 062	407 461
Achats de marchandises	414 917	306 271	338 399
Variation stock de marchandises	9 042	78 107	- 84 961
Achats de matières premières	5 228 225	4 238 513	4 508 671
Variation stock matières premières	- 283 132	389 080	- 601 093
Sous-total achats, approv. matières	5 541 198	5 411 033	4 568 476
Marge primaire	10 038 068	9 294 781	10 089 494
%	64,43%	63,20%	68,83%
Autres achats et charges externes	2 835 068	2 485 291	2 343 040
Impôts et taxes	296 896	288 749	209 744
Salaires et charges	3 296 952	3 457 054	3 279 066
Dotations aux amortissements	177 582	158 596	150 817
Dotations aux provisions	-	390 669	458 727
Autres charges	27 567	11 085	83 479
Sous-total autres charges	6 634 065	6 791 443	6 524 873
Résultat d'exploitation	3 471 494	2 516 798	4 055 661
Produits financiers	19 216	11 720	14 768
Charges financières	216 359	177 733	119 194
Résultat financier	- 197 143	- 166 013	- 104 426
Résultat de contribution	3 274 351	2 350 785	3 951 235

Technique	689 776	658 870	722 749
Administration	937 966	976 657	673 164
Résultat courant	1 646 609	715 258	2 555 322
Résultat exceptionnel	12 892	-	-
Résultat net	1 659 501	715 258	2 555 322

Négoce de parquet.

Cette activité déficitaire de manière récurrente jusqu'à la restructuration est désormais à l'équilibre. Le résultat net cumulé annuel demeure cependant négatif à hauteur de - 246 087 € vs -509416 € en 2002. Le chiffre d'affaires est en très légère régression 520 K€ vs 528 K€. Les mauvaises performances de notre point de vente parisien sont la cause de ce léger tassement. Les actions mises en place pour stopper cette érosion ont permis de retrouver un niveau de chiffre d'affaires correct dès la fin de l'année 2003.

Parquet	Réal	Real	Réal
1050	2001	2002	2003
Ventes	534 270	527 948	519 519
Ventes internes	-	-	-
Production stockée	- 29 446	18 415	- 10 932
Sous-total : production	504 824	546 363	508 588
Autres produits	1 081	3 177	312
Total produits d'exploitation	505 905	549 540	508 900
Achats internes	18 040	24 858	1 976
Achats de marchandises	164 374	188 521	247 617
Variation stock de marchandises	- 50 067	1 063	- 14 103
Achats de matières premières	100 843	141 335	41 786
Variation stock matières premières	- 16 568	48 036	58 334
Sous-total achats, approv. matières	216 621	403 813	335 611
Marge primaire	288 202	142 550	172 977
%	57,09%	26,09%	34,01%
Autres achats et charges externes	161 101	148 198	103 070
Impôts et taxes	50 980	47 493	35 846
Salaires et charges	130 393	110 963	86 540
Dotations aux amortissements	117 613	115 884	78 419
Dotations aux provisions	18 294	-	-
Autres charges	7 246	1 628	66
Sous-total autres charges	485 628	424 165	303 940
Résultat d'exploitation	- 196 345	- 278 438	- 130 652
Produits financiers	- 0	-	472
Charges financières	-	-	0

Résultat financier	- 0	-	472
Résultat de contribution	- 196 345	- 278 438	-130 180
Technique	164 232	156 874	70 652
Administration	72 151	75 127	45 195
Résultat courant	- 432 728	- 510 439	- 246 027
Résultat exceptionnel	-	1 023	-
Résultat net	- 432 728	- 509 416	- 246 027

Fabrication de ponts de bateaux

Cette activité est en phase de démarrage. Nous avons réalisé l'installation de l'atelier durant les congés de cet été. La signature à la fin du mois d'octobre 2003 de contrats cadres avec des fabricants de bateaux importants justifient les efforts de recrutement et les investissements que nous faisons. Le second semestre 2004 doit nous permettre de rentabiliser cette activité qui a un potentiel de développement très significatif.

TECHMAR		Réal 2003
Ventes		97 766
Ventes internes		-
Production stockée		14 565
Sous-total : production		112 331
Autres produits		-
Total produits d'exploitation		112 331
Achats internes		4 847
Achats de marchandises		-
Variation stock de marchandises		-
Achats de matières premières		133 002
Variation stock matières premières		- 55 435
Sous-total achats, approv. matières		82 414
Marge primaire		29 917
	%	27%
Autres achats et charges externes		33 741
Impôts et taxes		2 289
Salaires et charges		153 721
Dotations aux amortissements		3 729
Dotations aux provisions		-
Autres charges		-
Sous-total autres charges		193 480
Résultat d'exploitation		- 163 564

Produits financiers	-
Charges financières	-
Résultat financier	-
Résultat de contribution	- 163 564
Technique	8 694
Administration	13 482
Résultat courant	- 185 739
Résultat exceptionnel	-
Résultat net	- 185 739

2 - AUTRES ÉLÉMENTS MAJEURS DE GESTION

RESTRUCTURATION

Lors du Conseil de Surveillance du 27 mars 2003, il a été décidé de fermer définitivement la division placages. Nous estimions alors que cette restructuration entraînerait une perte exceptionnelle de l'ordre de 5 350 K€. Le tableau ci-dessous reprend les estimations de mars et les coûts réels.

K€	Pertes		Profits		Dépenses		Recettes	
	Prévues	Réalisées	Prévu	Réalisé	Prévues	Réalisées	Prévues	Réalisées
Stocks	2 963	2 600	0	0	935	935	1 675	2 114
Matériel	732	736	617	736	0	145	617	731
Bâtiments	0	0	0	490	0	0	0	330
OBER Furnier	620	389			250	0	737	650
Licenciements	1 650	1 900			1 650	1 900		
divers	0	152			0	92		
Total	5 965	5 779	617	1 227	2 835	3 072	3 029	3 825
Solde	5 350	4 552					194	753

ISO 9001

La division panneaux décoratifs a engagé, début 2003, un processus d'amélioration continue de la qualité de nos produits et services. A l'issu d'un audit de certification qui s'est déroulé courant février 2004, nous avons obtenu la certification ISO 9001. Le certificat sera définitivement délivré en avril 2004.

POLITIQUE PERSONNEL

Les effectifs actuels par division sont les suivants :

- 111 personnes à la division panneaux décoratifs
- 7 personnes à la division Techmar
- 7 personnes à la division Technique
- 8 personnes à la DAF
- 2 personnes à la division Parquet
- 1 personnes à la division négoce

Les effectifs par catégorie se répartissent de la manière suivante :

- 25 cadres
- 7 agents de maîtrise
- 20 employés
- 82 ouvriers
- 1 CDD

Total 136

Les femmes représentent 40% de l'effectif total. Par catégorie, les femmes représentent 17% des cadres, 79% des employés et 41 % des ouvriers.

3 - RÉSULTAT FINANCIER 2003 ET BUDGET 2004

Société Industrielle OBER 2004	Réal 2001 €	Real 2002 €	Réal 2003 €	Budget 2004 €
Ventes	23 910 318	22 000 392	19 050 975	16 250 000
Ventes internes	190 185	428 959	415 578	-
Production stockée	873 823	- 1 086 287	- 3 770 709	-
Sous-total : production	24 974 326	21 343 064	15 695 844	16 250 000
Autres produits	427 902	350 722	3 386 668	152 787
Total produits d'exploitation	25 402 228	21 693 786	19 082 512	16 402 787
Achats internes	190 185	428 959	415 578	
Achats de marchandises	970 282	612 957	614 301	877 000
Variation stock de marchandises	- 13 310	144 461	179 049	-
Achats de matières premières	10 156 812	7 530 065	5 731 333	5 381 604
Variation stock matières premières	72 530	1 043 565	269 307	-
Sous-total achats, approv. matières	11 376 499	9 760 007	7 209 568	6 258 604
Marge primaire	13 597 828	11 583 057	8 486 276	9 991 396
%	54,45%	54,27%	54,07%	61%
Autres achats et charges externes	3 952 236	3 322 308	2 943 962	2 704 601
Impôts et taxes	557 207	534 947	389 840	368 000
Salaires et charges	5 414 423	5 301 897	3 991 286	3 552 128
Dotations aux amortissements	586 106	530 387	370 100	260 000
Dotations aux provisions	18 294	390 669	676 160	-
Autres charges	42 622	139 611	86 124	27 000
Sous-total autres charges	10 570 888	10 219 820	8 457 472	6 911 729
Résultat d'exploitation	3 454 842	1 713 959	3 415 472	3 232 454
Produits financiers	19 216	12 501	15 674	-
Charges financières	345 087	290 642	164 545	186 875
Résultat financier	- 325 870	- 278 141	- 148 871	- 186 875

Résultat de contribution	3 128 971	1 435 818	3 266 601	3 045 579
Technique	1 642 323	1 568 738	1 141 224	1 142 350
Administration	1 443 024	1 502 549	890 409	932 521
Résultat courant	43 624	- 1 635 469	1 234 968	970 708
Résultat exceptionnel	25 854	- 391 728	- 4 548 164	-
Résultat net	69 478	- 2 027 197	- 3 313 196	970 708

BILAN

La situation du bilan au 31.12.2003 (en K€) est la suivante

	2 003	2 002	2 001
IMMOBILISATIONS BRUTES	6 354 €	11 031 €	10 554 €
AMORTISSEMENTS	-4 968 €	-8 192 €	-6 881 €
IMMOBILISATIONS NETTES	1 386 €	2 840 €	3 674 €
STOCKS	4 328 €	8 724 €	9 759 €
CLIENTS (y compris escompte et SFF)	3 582 €	5 124 €	6 295 €
AUTRES ACTIFS COURT TERME	793 €	599 €	642 €
TRESORERIE	154 €	87 €	526 €
TOTAL ACTIF	10 244 €	17 374 €	20 896 €
CAPITAL ET PRIME	6 726 €	6 726 €	3 369 €
RESERVES ET R.A.N.	-257 €	1 770 €	4 050 €
RESULTAT EXERCICE	-3 311 €	-2 027 €	1 009 €
PROVISIONS FISCALES & SUBVENTIONS INV.	0 €	161 €	0 €
DIVIDENDES			
FONDS PROPRES	3 158 €	6 630 €	8 427 €
PROVISIONS RISQUES & CHARGES	0 €	0 €	14 €
DETTES BANCAIRES LT ET MT	32 €	327 €	628 €
DETTES BANCAIRES CT et ESCOMPTE	3 752 €	4 908 €	4 486 €
DETTES PLAN CESSION	0 €	625 €	1 543 €
FOURNISSEURS	1 869 €	3 257 €	4 299 €
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 187 €	1 403 €	1 320 €
AUTRES PASSIFS COURT TERME	246 €	224 €	180 €
TOTAL PASSIF	10 244 €	17 374 €	20 896 €
<i>Fonds propres vs total bilan</i>	<u>30,83%</u>	<u>38,16%</u>	<u>40,33%</u>
<i>Endettement net vs Fonds propres</i>	<u>114,95%</u>	<u>87,07%</u>	<u>72,74%</u>

Le processus de désendettement de la société s'est fortement accéléré. Au cours de l'année l'endettement net est passé de 5,9 M€ à 3,8 M€. En 2003, nous avons :

- terminé le remboursement du plan de cession
- ramenée les dettes long terme et moyen terme à niveau proche de zéro (le remboursement définitif du solde de ces emprunts a été effectué en février 2004)
- fait passer notre dette auprès d'EEM de 337 K€ à 127 K€ (le solde de ce compte courant a été entièrement remboursé au cours du premier trimestre 2004).

Cependant, le ratio dettes / fonds propres s'est dégradé en passant de 87 % à fin 2002 à 115 % au 31.12.2003. L'amélioration significative de ce ratio est l'un des objectifs que nous nous sommes fixé pour l'exercice 2004. Au 31 mars 2004, notre niveau d'endettement sur fonds propres était de 92,26 %.

TRESORERIE

Les lignes de crédit accordées par nos banques sont les suivantes :

Lignes banques	BPL		BNP		KOLB		TOTAL
	encours max	taux	encours max	taux	encours max	taux	
Mob factor	2 286 735 €	eurib + 0,8%	1 200 000 €	eurib + 0,6%	304 898 €	eurib + 0,8%	3 791 633 €
LCR	186 021 €	eurib + 1,25%	100 000 €	eurib + 2%	228 674 €	eurib + 0,8%	514 695 €
MCNE	1 150 000 €	eurib + 1,5%	100 000 €	eurib + 2%	304 898 €	eurib + 0,6%	1 554 898 €
Aval	230 000 €	2%	300 000 €	0,75%	- €	1%	530 000 €
découvert autorisé	457 347 €	eurib + 1,5%	160 000 €	eurib + 2,5%	100 000 €	eurib + 1,5%	717 347 €
Sommes	4 310 103 €		1 860 000 €		938 470 €		7 108 573 €

Nous avons connu un début d'exercice extrêmement difficile, en effet, nous avons eu à faire face dans le même temps au financement des pertes de la division placages, au paiement du plan social et à un impayé de 431 K€. Nous avons pu honorer nos engagements grâce aux recettes dégagées lors de la restructuration. Les bons résultats du second semestre nous ont permis d'améliorer sensiblement notre situation. Au 31 décembre nous n'avions plus de retard fournisseur et nous n'utilisons plus nos autorisations de découvert bancaire. Nous continuons néanmoins à financer la totalité de notre poste client.

4 - CONCLUSION

Malgré les importantes difficultés rencontrées au cours de l'exercice, les choix, coûteux, socialement et financièrement, que nous avons faits nous ont permis de nous retrouver une situation assainie. Cela nous permet d'envisager un exercice 2004 bénéficiaire et de procéder enfin aux investissements productifs et marketings nécessaires au redéploiement de l'activité panneaux décoratifs.

20.2. VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES ANNUELLES HISTORIQUES

20.2.1 Rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice social clos le 31 décembre 2005

A. Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2005

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société OBER, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.1 et 2.3 de l'annexe qui exposent le changement de méthode comptable résultant de l'application à compter du 1er Janvier 2005 du règlement CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly, le 24 mars 2006

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés
Alain PENANGUER

B. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées - exercice social clos le 31 décembre 2005

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Conventions autorisées au cours de l'exercice

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L.225-38 du code de commerce.

Convention approuvée au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, approuvée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- Administrateur concerné :
Etienne de La Thébeaudière

- Objet de la convention :
OBER Finances et OBER SA ont mis en place entre elles une convention de compte courant en date du 23 décembre 2004.

- Modalités financières :
Il est convenu entre les parties que les sommes portées sur le compte courant ne produiront pas d'intérêts. Au 31 décembre 2005, ce compte courant présente un solde créditeur de 467 612 Euros.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Neuilly, le 24 mars 2006

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés
Alain PENANGUER

20.2.2 Rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice social clos le 31 décembre 2004

A. Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur

- le contrôle des comptes annuels de la société S.I. OBER SASU tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS 2004

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 225-235 du Code de commerce, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris le 12 mai 2005

Le Commissaire aux Comptes
Bernard DUBOIS

B. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées - exercice social clos le 31 décembre 2004

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base de, information qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient, selon le, termes de l'Article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice visé à l'Article L 227-10 du Code de Commerce.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Paris, le 12 mai 2005

Le Commissaire aux Comptes

Bernard DUBOIS

C. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur la réduction du capital – Assemblée Générale du 22 décembre 2004

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société industrielle OBER SAS et en exécution de la mission prévue à l'article L 225-204 du Code de Commerce en cas de réduction du capital, nous vous présentons notre rapport sur la réduction du capital envisagée.

Nous avons analysé l'opération de réduction du capital en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous nous sommes assurés notamment que la réduction est proposée sur la condition suspensive de réalisation d'une augmentation de capital de 1.468.283 euros avant le 23 décembre 2004, ne ramenait pas le montant du capital à des chiffres inférieurs au minimum légal libellé en Euros et que l'opération ne pouvait porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de cette opération qui réduira provisoirement le capital de votre société de 4.000.000 euros à 31.717 euros. Le capital reste divisé en 42.160 actions toutes de même catégorie.

Fait à Paris, le 6 décembre 2004

Le Commissaire aux Comptes

Bernard DUBOIS

20.2.3 Rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice social clos le 31 décembre 2003

A. Rapport général du commissaire aux comptes relatif à l'exercice social clos le 31 décembre 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre associé unique, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur

- le contrôle des comptes annuels de la société SOCIETE INDUSTRIELLE OBER, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé, pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris et Neuilly, le 27 mai 2004
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet Bernard Dubois
Bernard DUBOIS

Calan Ramolino & Associes
Alain PENANGUER

20.3. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

		Exercice clos le 31 décembre 2005	Exercice clos le 31 décembre 2004	Exercice clos le 31 décembre 2003	
		Dubois bernard	Dubois bernard	Dubois bernard	Calan Ramolino
Audit					
Commissariat aux comptes	10 000 €	15 300 €	26 142,31	20 006,39	47 542,08
Missions accessoires					
Sous-total	10 000 €	15 300 €	26 142,31	20 006,39	47 542,08
Autres prestations le cas échéant					
- juridique, fiscal, social					
- technologies de l'information					
- audit interne		13 000 €			
- autres (à indiquer si > 10% aux honoraires d'audit)					
Sous-total					
TOTAL	10 000 €	28 300 €	26 142,31	20 006,39	47 542,08

20.4. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Au cours des cinq derniers exercices il y a eu un versement de dividende d'un montant de 1 158 113 € en décembre 2004. Il n'existe pas de dividende non réclamé.

A l'avenir, OBER entend adopter une politique de versement de dividendes réguliers. A compter de l'exercice clos en 2005, le dividende distribué devrait être de l'ordre de 35 % du Résultat Net.

20.5. PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

La Société peut être impliquée, dans le cadre normal de ses activités, dans des procédures judiciaires, d'arbitrage, gouvernementales ou administratives. A la connaissance de la Société, il n'existe toutefois, à la date du présent Document de Base, aucune procédure d'une telle nature ni aucun fait exceptionnel qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité.

En outre, à la date du présent Document de Base, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

Au cours de l'exercice 2005, OBER et ATOS Origin ont régularisé un accord transactionnel qui a mis fin au procès qui les opposait. Ce procès avait pour origine la mise en place du logiciel SAP chez OBER. OBER a touché une indemnité transactionnelle de 300 K€.

La Société souhaite néanmoins porter l'attention des investisseurs sur les trois seuls litiges en cours à la date du présent Document de Base.

Trois litiges mineurs sont en cours. Deux d'entre eux concernent des procédures prud'homales. Un litige commercial concerne un volet marginal par ailleurs signalé à l'assurance.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 CAPITAL SOCIAL

21.1.1 Montant du capital social

Le capital social est fixé à un million cinq sept mille deux cent vingt (1 507 220) Euros.

Il est divisé en un million cinquante quatre mille (1 054 000) actions de un euros et quarante trois centimes (1, 43 Euros) de valeur nominale entièrement souscrites et libérées.

21.1.2 Capital autorisé non émis

Le tableau ci-dessous synthétise l'ensemble des résolutions d'émission prises par l'assemblée générale des actionnaires le 3 novembre 2005 et dont bénéficie la Société à la date du présent Document de Base, le cas échéant sous réserve de l'admission de ses titres aux négociations sur un marché non réglementé.

Autorisation/Délégation	Caractéristiques	Utilisation et part résiduelle
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Autorisation du conseil d'administration en vue du rachat par la société de ses propres actions	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 18 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'annuler les propres actions de la société acquises par elle	Montant : 1.000 000 € en nominal Durée : 24 mois à compter du 3 novembre 2005	Montant utilisé : 0 Part résiduelle : 1.000 000 €

Ces autorisations n'ont pas été utilisées à ce jour, hormis pour la présente opération.

21.1.3 Capital potentiel

Il n'existe aucun autre titre donnant accès à terme au capital.

21.1.4 Titres non représentatifs du capital

A la date du présent Document de Base, il n'existe aucun titre non représentatif du capital de la Société.

21.1.5 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la Société ou pour son compte

A la date du présent Document de Base, la Société ne détient aucune de ses propres actions, et aucune de celles-ci n'est détenue pour son compte.

21.1.6 Valeurs mobilières complexes

Néant.

21.1.7 Options ou accords portant sur le capital de la Société

Un pacte d'actionnaire existe entre les sociétés OBER Participations, OBER Finances, EEM et LILP.

21.1.8 Evolution du capital social

A. Evolution générale du capital social depuis la création de la Société

Date	Nature des opérations	Augmentation de capital	Prime d'émission ou d'apport	Nombre d'actions créées	Valeur nominale	Nombre d'actions cumulées	Capital après opération
juil-91	Création de la société	0	0	5 000	100 FF	5 000	500 000 FF
27.08.1991	Apport en numéraire	2 600 000 F	11 800 000 F	26 000	100 FF	31 000	3 100 000 FF
14.12.1998	Apport en numéraire	1 116 000 F	6 083 986 F	11 160	100 FF	42 160	4 216 000 F
01.01.2001	Conversion en €	75 €	0	0	1/42160è	42 160	642 800 €
21.06.2002	Transformation en SAS Augmentation de capital	3 357 200 €	0	0	1/42160è	42 160	4 000 000 €
22.12.2004	Réduction de capital	3 968 283 €	0	0	1/42160è	42 160	31 717 €
22.12.2004	Augmentation de capital	1 468 283 €	1 468 283 €	0	1/42160è	42 160	1 500 000 €
14.11.2005	division des actions : 25 pour une	0	0	1 011 840	1,43 €	1 054 000	1 500 000 €
14.11.2005	Augmentation de capital	7 220 €	0	0	1,43 €	1 054 000	1 507 220 €

Aucune autre modification n'est intervenue depuis le 14 novembre 2005.

B. Evolution de l'actionariat par exercice

Actionariat	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	30/06/2005	14/11/2005
Ober Finances	42160	42160	42160	42160	1 053 825
E.E.M.	0	0	0	0	25
OBER PARTICIPATIONS	0	0	0	0	25
M. Frédéric DOULCET	0	0	0	0	25
M. Jean DUCROQUET	0	0	0	0	25
M. E. de LA THEBEAUDIERE	0	0	0	0	25
M. Gilles VEDEL	0	0	0	0	25
Institut Lorrain de Participation	0	0	0	0	25
Total	42160	42160	42160	42160	1 054 000

C. Evolution détaillée du capital social sur 3 ans

Identité de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	% capital détenu avant l'opération	Date de l'opération	Nature de l'opération	Nombre d'actions acquises	Prix unitaire des actions acquises	% capital acquis	% capital détenu après l'opération
STCPA BOIS	Administrateur	NS	30.12.2002	cession	-1			0%
EEM	Administrateur	99,98%	30.12.2002	acquisition	1	0	NS	99,98%
EEM CONSEILS	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
M. Aymard de Lasteyrie	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
Société des Bois de Bayanga	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
M. François Gontier	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
M. André Msika	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
YANGON WOOD Industries Ltd	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
M. Jean-Charles Ducroquet	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
M. Baudoin de Pimodan	Administrateur	NS	30.06.2003	cession	-1	0		0%
E.E.M.	-	99,98%	30.06.2003	acquisition	8	0	0,20%	100%
OBER FINANCES	-	0%	16.12.2004	acquisition	42 160	119 €	100%	100%
OBER FINANCES	-	100%	21.10.2005	cession	-7	0	-0,02%	99,98%
E.E.M.	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
OBER PARTICIPATIONS	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
M. Frédéric DOULCET	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
M. Jean DUCROQUET	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
M. E. de LA THEBEAUDIERE	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
M. Gilles VEDEL	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	0,0024%	0,0024%
Institut Lorrain de Participation	-	0%	21.10.2005	transfert	1	0	NS	0,0024%
OBER FINANCES	-		14.11.2005	division des actions	1 053 825	0	99,98%	99,98%
E.E.M.	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%
OBER PARTICIPATIONS	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%
M. Frédéric DOULCET	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%

				actions				
M. Jean DUCROQUET	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%
M. E. de LA THEBEAUDIERE	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%
M. Gilles VEDEL	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%
Institut Lorrain de Participation	Administrateur		14.11.2005	division des actions	25	0	0,0024%	0,0024%

A la connaissance de la Société, il n'existe pas à la date du présent Document de Base, d'action de concert entre actionnaires.

21.1.9 Condition des opérations, garanties, prêts, engagements

Il n'existe aucune garantie, nantissement et sûretés sur les actions au nominatif et les actifs de la société OBER.

Les LBO a été financé de la manière suivante :

Fonds propres :	471 000 €
Emprunt obligataire émis par OBER finances et souscrit par l'ILP :	529 000 €
Crédit vendeur ⁴	1 517 074 €
Dettes bancaires	2 500 000 €

Garanties :

Cautions personnel et solidaire de messieurs de La Thébeaudière à hauteur de 476 000 €, Lescanne à hauteur de 238 000 €, Vedel à hauteur de 238 000 €, caution de EEM à hauteur de 750 000 €.

Assurance garantissant le remboursement de la totalité des dettes bancaires en cas de décès de Monsieur de La Thébeaudière.

21.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

La société est régie par les dispositions du Code de Commerce, les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle pourra faire publiquement appel à l'épargne lorsqu'elle remplira les conditions légales.

21.2.1 Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

La fabrication, la commercialisation, le négoce de bois de placage, de bois de parquets, de panneaux de décoration, de produits issus de la transformation du bois,

Plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes et complémentaires.

⁴ Le crédit vendeur a été consenti à OBER Finances par EEM, c'est donc OBER Finances qui est débiteur et EEM créateur.

21.2.2 Exercice social (article 32 des statuts)

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

21.2.3 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction.

A. Composition du Conseil d'Administration (article 13 des statuts)

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre d'administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

B. Délibérations du Conseil d'Administration (article 15 des statuts)

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Le Directeur Général, ou, lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les réunions du Conseil d'Administration ne peuvent être tenues par des moyens de visioconférence.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

C. Pouvoirs du Conseil d'Administration (article 16 des statuts)

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur peut se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis à leur examen.

D. Direction générale (article 18 des statuts)

➤ Directeur Général

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration est prise pour une durée de 6 ans. A l'expiration de ce délai, le Conseil doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale. Le

changement de la modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

➤ *Directeurs Généraux Délégués*

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de trois

La limite d'âge est fixée à 65 ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

21.2.4 Droits et obligations attachés aux actions de la Société (article 11 des statuts)

11.1

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

21.2.5 Assemblées générales d'actionnaires

➤ *Tenue des assemblées générales (articles 23 à 27 des statuts)*

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

➤ *Pouvoirs des assemblées (articles 29 à 31 des statuts)*

Article 29- assemblée générale ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Article 30- assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Article 31- assemblées spéciales

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de la catégorie concernée.

Pour le reste, elles sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières applicables aux Assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

21.2.6 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

21.2.7 Franchissements de seuils statutaires

Néant.

21.2.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital

Il n'existe aucune stipulation particulière dans les statuts de la Société régissant les modifications de son capital.

22. CONTRATS IMPORTANTS

La Société n'a conclu aucun contrat important (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) au cours des trois années précédant la date du présent Document de Base.

23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Toutes les sources relatives aux tableaux, graphiques estimations et pourcentages figurant dans le présent Document de Base, notamment à la Section 6 sont clairement mentionnées.

La Société confirme que les informations visées ont été reproduites fidèlement. Pour autant que la Société le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par ces tierces parties, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège social de la Société.

Peuvent notamment être consultés :

- (a) l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- (b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le Document de Base ;
- (c) les informations financières historiques de la Société pour chacun des trois exercices précédant la publication du Document de Base.

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur.

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Des participations interviennent dans trois sociétés mais pour des montants non significatifs
L'une d'elles est en cours de liquidation. Les deux autres sont sans activité.